



COMMISSION EUROPÉENNE

ANALYSE SYNTHETIQUE DES ACCORDS QUI LIENT LES COMMUNAUTÉS A DES PAYS TIERS

(au 31 décembre 1993 – avec liste de mise à jour à juin 1994)

AUX LECTEURS

Cette nouvelle version de l'analyse synthétique des accords qui lient les Communautés à des pays tiers ne comportera pas, à l'instar des précédentes, un avant-propos explicatif qui ambitionnerait d'aborder des problèmes juridiques liés à la typologie des accords ou géopolitiques concernant l'approche des relations internationales de l'Europe envers les Etats tiers en cette année 1994. Ces arguments ont acquis une telle finesse et sophistication qu'ils mériteraient à eux seuls un document de plusieurs pages.

C'est pourquoi les lecteurs trouveront plutôt des renseignements de ce type au hasard des remarques ad hoc prévues pour des accords bien précis (voir en particulier sous "observations", mais également ailleurs), alors qu'il leur sera loisible de contacter directement le Bureau des Traités. En effet, un volet des tâches de ce dernier, qui prend de plus en plus d'ampleur, est constitué par les activités de "consulting" fournies tout au long de l'année à des instances de toutes sortes qui s'intéressent de près aux relations internationales sous l'aspect contractuel ou qui doivent gérer ou se conformer à ces actes.

Ce choix opté par le Bureau offre l'avantage de pouvoir adapter le "consulting" aux besoins ponctuels des utilisateurs, qui deviennent, au fur et à mesure, très nombreux, ainsi que de fournir à tout moment des informations à jour.

* * *

Sur le plan logistique, il est à remarquer que le Recueil englobe uniquement les accords "stricto sensu" en vigueur avec les états tiers à la date indiquée, ce qui explique l'absence de règlements concernant le SPG, ainsi que les contingents handicrafts et handlooms, ou des actes contractuels de nature administrative. Les accords avec des groupes d'états sont également considérés bilatéraux pour des raisons évidentes d'analyse juridique liées à la manifestation de volonté.

Tout renseignement concernant aussi bien des volets sectoriels que des aspects d'interprétation peut être obtenu en contactant directement le juriste responsable (Mme COLLETTI-FOSSATI, tél. 02/295.61.62). Des copies supplémentaires de ce document sont à la disposition des intéressés auprès du secrétariat du Bureau (s'adresser à Mme GUILLAUME-JUNEK tél: 02/295.15.55, FAX 02/295.80.82).

SOMMAIRE

Aux lecteurs	3
Index alphabétique des pays	5
KEE	9

I. EUROPE

AELE	
Autriche	17
Finlande	30
Islande	37
Liechstentein	44
Norvège	45
Suède	53
Suisse	61

PECO & CRI	
CEI	75
Bulgarie	77
Hongrie	81
Pologne	85
Roumanie	88
République fédérative tchèque et slovaque	91
Slovaquie	94
Tchèque (République)	95

AUTRES PAYS D'EUROPE	
Albanie	99
Andorre	100
Chypre	101
Estonie	105
Feroe (Iles-DK)	106
Groenland (DK)	107
Lettonie	108
Lituanie	109
Malte	110
San Marin	113
Slovénie	114
Turquie	116

II. MEDITERRANEE, PROCHE ET MOYEN ORIENT

Conseil de l'Unité économique arabe	123
Etat arabes du Golfe	124
Algérie	125
Egypte	129
Israël	133
Jordanie	138

Liban	140
Maroc	143
Syrie	148
Tunisie	151
Yemen	156

III. AMERIQUE DU NORD

Canada	159
Etats-Unis	163

IV. AMERIQUE LATINE

Groupe andin	171
Pays de l'isthme centre-américain	172
Argentine	173
Brésil	176
Chili	178
Colombie	179
Guatemala	180
Mexique	181
Paraguay	183
Pérou	184
Uruguay	185

V. ASIE

Groupe ANASE	191
Bangladesh	192
Chine	193
Corée	195
Hong Kong	196
Inde	197
Indonésie	200
Japon	201
Macao	202
Malaisie	203
Mongolie	204
Pakistan	205
Philippines	206
Singapour	207
Sri Lanka	208
Thaïlande	210
Vietnam	213

VI. ACP

Convention de Lomé	217
Accord Sucre (Pays de Lomé)	220
Angola	221
Cap Vert	223
Comores	22A
Côte d'Ivoire	225
Dominique	226
Gambie	227
Guinée-Bissau	228
Guinée équatoriale	229
Guinée (Konakry)	230
Madagascar	231
Maurice (Ile)	233
Mauritanie	234
Mozambique	235
Sao Tomé et Principe	236
Sénégal	238
Seychelles	239
Tanzanie	241

VII. OCEANIE

Australie	245
Zélande (Nouvelle)	247

<u>Abréviations utilisées</u>	249
---	-----

<u>Liste de mise à jour (juin 1994)</u>	251
---	-----

* * *

INDEX ALPHABETIQUE DES PAYS

Albanie 99
 Algérie 125
 Andorre 100
 Angola 221
 Argentine 173
 Australie 245
 Autriche 17
 Bangladesh 192
 Bolivie 171
 Brésil 176
 Bulgarie 77
 Canada 159
 Cap-vert 223
 Chili 178
 Chine 193
 Colombie . . . 171/179
 Chypre 101
 Comores 224
 Corée 195
 Costa Rica 172
 Côte d'Ivoire . . . 225
 Dominique 226
 Egypte 129
 Equateur 172
 Estonie 105
 Etats-Unis 163
 Féroé (Iles) 106
 Finlande 30
 Gambie 227
 Groenland 107
 Guatemala 180
 Guinée-Bissau . . . 228
 Guinée

équatoriale 229
 Guinée-
 Konakry 230
 Honduras 172
 Hong-Kong 190
 Hongrie 81
 Inde 197
 Indonésie 200
 Islande 37
 Israël 133
 Japon 201
 Jordanie 138
 Lettonie 108
 Liban 140
 Liechtenstein 44
 Lituanie 109
 Lomé (Accords) . . . 217
 Macao 202
 Malte 110
 Maroc 143
 Madagascar 231
 Malaisie 203
 Maurice (Ile) 233
 Mauritanie 234
 Mexique 181
 Mongolie 204
 Mozambique 235
 Nicaragua 172
 Norvège 45
 Pakistan 205
 Panama 172
 Paraguay 183
 Pérou 171/184

Philippines 206
 Pologne 85
 Roumanie 88
 Russie 75
 Salvador 172
 San Marin 113
 Sao Tomé
 et Principe 236
 Sénégal 238
 Seychelles 239
 Singapour 207
 Slovaquie 94
 Slovénie 114
 Sri Lanka 208
 Suède 53
 Suisse 61
 Syrie 148
 Tanzanie 241
 Thaïlande 210
 Tchèque
 (république) 95
 Ukraine 75
 Uruguay 185
 Venezuela 171
 Vietnam 213
 Yemen 156
 Zélande (Nle) . . . 250

Conseil
 de l'Unité économique
 arabe 123

Etats arabes
 du Golfe 124

Groupe ANASE . . . 191

Groupe Andin . . . 171

Pays de
 l'Isthme Centre-
 américain 172

* * *

* * *

E.E.E.

Accord constitutif de l'EEE
(présentation synthétique)

En mai 1992, à Porto, a été signé l'accord sur l'EEE(*), qui crée le plus grand espace économique intégré du monde (19 pays et 380 millions de personnes). Cet accord vise à établir un espace homogène fondé sur des règles communes et des conditions de concurrence égales, doté des moyens (entre autres judiciaires) nécessaires à sa mise en oeuvre et d'un cadre juridique permettant l'égalité, la réciprocité et l'équilibre général des avantages, des droits et des obligations.

Comme l'indique l'édition précédente (voir I/438/91 - EN), l'accord prévoit des dispositions concernant les sujets suivants :

1) La libre circulation des marchandises. Cet objectif, partiellement atteint par l'application des accords de libre échange conclus en 1972 avec chaque pays membre de l'AELE (abolition des droits de douane sur les produits industriels) sera désormais étendu à l'interdiction des restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent; l'accent est mis sur l'amélioration des règles d'origine qui débouche sur l'introduction d'une marque "origine EEE". L'accord insiste également sur l'interdiction de toute pratique commerciale discriminatoire des monopoles d'Etat concernant les conditions d'approvisionnement et de débouchés, les mesures antidumping et les entraves techniques aux échanges.

Les contrôles et les formalités aux frontières relatifs aux marchandises seront simplifiés, le marché commun sera étendu aux marchés publics et les procédures simplifiées, pour les échanges de produits agro-alimentaires déjà prévues dans les accords sectoriels antérieurs, seront généralisées.

2) La libre circulation des personnes. Les ressortissants des pays de l'EEE peuvent se déplacer librement et occuper un emploi sur le territoire de ces 19 pays. Des règles communes sur les prestations de sécurité sociale sans discrimination ou interruption de paiement sont prévues. La liberté d'établissement comporte le droit à la création d'entreprises, agences, succursales, et l'accès à diverses professions. L'équivalence des diplômes et autres titres, parallèlement à des programmes spéciaux et aux programmes Erasmus et Comett, faciliteront la mobilité des jeunes.

.../...

(*) Accord sur l'Espace Economique européen entre la CEE, la CECA et leurs Etats membres d'une part et la république d'Autriche, la république de Finlande, la république d'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Royaume de Norvège, le royaume de Suède, la Confédération suisse, d'autre part".

3) La libre circulation des services. Il s'agit de la liberté d'offrir des services sans discrimination. Le principe de l'"agrément unique" sera appliqué aux établissements de crédit et, en vertu du principe de la "supervision par le pays d'origine", chaque pays devra surveiller les activités exercées dans l'ensemble de l'EEE par les établissements nationaux de crédit. L'accord s'applique également au secteur de l'assurance, y compris l'assurance-vie, non-vie et automobile. Des dispositions applicables aux télécommunications et aux transports (terre, air, mer) sont définies tandis qu'il existe des accords bilatéraux séparés relatifs aux transports par route avec la Suisse et l'Autriche (voir plus loin).

4) La libre circulation des capitaux : en établissant un cadre permettant la libre circulation des capitaux, l'accord vise à supprimer le contrôle des changes affectant directement les transferts de capitaux ainsi que d'autres obstacles dont les effets sont indirects. La Norvège et l'Islande maintiennent leur législation actuelle pour ce qui concerne les investissements et mouvements liés à la pêche.

5) La concurrence. Les dispositions communautaires relatives aux monopoles et cartels sont inscrites dans l'accord EEE; l'Autorité de surveillance AELE exerce une fonction de contrôle et la Cour AELE est compétente pour le règlement des différends et pour d'autres questions d'ordre juridique, qui lui sont réservées "ratione materiae".

Concrètement, l'autorité de surveillance de l'AELE (ESA) est destinée à assurer que les pays AELE respectent leurs obligations prévues par l'accord EEE et que les entreprises se conforment aux règles de concurrence (les pouvoirs de cette instance correspondront à ceux de la Commission CEE).

En ce qui concerne la Cour (de l'AELE), elle aura une compétence juridique couvrant ceux des pays AELE qui sont parties à l'accord EEE et connaîtra essentiellement des poursuites d'infractions qui seront intentés par l'ESA contre des pays de l'AELE dans des affaires concernant la mise en oeuvre, l'application ou l'interprétation des règles de l'EEE. Les différends entre deux ou plusieurs pays de l'AELE lui seront également dévolus, en plus des avis consultatifs classiques.

6) Des points particuliers : pour accroître les échanges des produits de l'agriculture et de la pêche, on recourt encore beaucoup à des accords bilatéraux, surtout pour des produits particuliers comme les fromages, les jus de fruits et de légumes, les vins et spiritueux, les viandes etc. - et l'on envisage également l'admission dans l'AELE de produits des régions moins développées, ce qui n'est pas sans poser de problème étant donné les contrôles traditionnellement exercés par les consommateurs dans l'AELE. Une libéralisation progressive des échanges est également prévue pour les produits de la pêche. Par ailleurs, l'accord régit les politiques dites "horizontales", c'est-à-dire la politique

sociale, la protection des consommateurs, l'environnement, l'élaboration de statistiques et le droit des sociétés. Les pays de l'AELE participent à des programmes-cadres communautaires concernant la recherche et le développement technologique, l'éducation, la formation et la jeunesse, le tourisme, l'audiovisuel et la protection civile, et sont engagés dans le processus visant à réduire les disparités économiques et sociales régionales.

L'accord assure l'application uniforme des dispositions exposées tout en préservant l'autonomie décisionnelle des parties contractantes. Pour transposer la nouvelle législation communautaire dans celle de l'AELE, les consultations sont encouragées à toutes les étapes où sont prises les décisions.

Le fonctionnement de l'EEE est confié au Conseil de l'EEE, au comité mixte de l'EEE, au comité parlementaire mixte de l'EEE et au comité consultatif de l'EEE.

Le premier de ces organes est composé des membres du Conseil de la CE, de membres de la Commission des CE et d'un membre du gouvernement de chaque pays de l'AELE. Son rôle est politique.

Le Comité mixte est composé de représentants des parties contractantes, ses attributions sont plus précises et sont orientées sur la prise de décisions relatives à l'adoption éventuelle de nouveaux éléments de l'"acquis communautaire", sur l'interprétation correcte de l'accord et l'examen et le règlement d'éventuels différends.

Le Comité parlementaire est composé de 66 membres, (33 membres du Parlement européen et 33 membres des parlements des Etats de l'AELE). Il constituera un forum et donnera des orientations, tandis que le comité consultatif s'attachera au dialogue entre les milieux économiques de la CE d'une part et de l'AELE d'autre part.

Un protocole a été négocié entre la CEE et les pays de l'AELE en vue de tenir compte de la décision de non-ratification de l'accord EEE par la Suisse. Ce protocole fait partie intégrante de l'accord. Il vise à lui apporter les adaptations techniques et juridiques indispensables ainsi qu'à établir les modalités nouvelles dues au fait que la Suisse ne contribuera pas au financements en faveur des zones moins développées dans le cadre de la cohésion.

Cet acte juridique dénommé "Protocole portant adaptation de l'accord sur l'Espace Economique européen" a été signé le 17 mars 1994 et conclu par décision du Conseil et de la Commission du 13 décembre 1993.

Le dépôt des instruments de notification a été également perfectionné par celui de la CEE et de la CECA le 13 décembre 1993. Par conséquent, conformément à l'article 129 (3) de l'accord, tel que modifié par l'art. 6 du protocole et à l'art. 22(3) du protocole, l'accord sur l'EEE entrera en vigueur le 1.1.1994.

Il est à remarquer que l'entrée en vigueur de ces actes coïncide avec l'entrée en application de toutes les dispositions principales de l'accord et en particulier les "quatre libertés", ce qui fait de l'EEE une réalisation immédiate. A la même date entrent en vigueur les arrangements spéciaux concernant l'agriculture (appliqués anticipativement depuis le 15 avril 1993), la pêche et les transports (1). Les libertés susmentionnées s'accompagnent de dispositions introduisant des règles communes et des conditions de concurrence égales, ainsi que des dispositions juridictionnelles du mécanisme financier pour une période de cinq ans.

Pour ce qui a trait au Liechtenstein, étant donné les relations juridiques et administratives qui le lient à la Suisse (en particulier l'Union douanière), le problème de la participation de cette Principauté à l'EEE est conditionné, rebus sic stantibus, par une redéfinition de ses relations avec la Suisse.

- (1) En effet, l'accord EEE reprend grosso modo 80 % des dispositions du Marché unique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et de la pêche. L'EEE ne touche pas non plus aux politiques fiscales et ne prévoit pas de politique commerciale commune à l'égard des pays tiers.

EUROPE

A.E.L.E.

PAYS : AUTRICHE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 300/72 page 93	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche	Traité CEE Art. 113	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/73 pour une période indéterminée. Les dispositions commerciales de l'Accord sont entrées en vigueur le 1/10/72. Du 1/1/86 au 28/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres (voir J.O. L 370/85). Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 29-31). Etant donné la présence de la clause évolutive, le Comité Mixte joue en rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir décisionnel et contraignant vis-à-vis des parties, tout en respectant leur autonomie de décision finale.	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis. Au terme de la période prévue, les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques, les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée, car il s'agit d'un accord préférentiel. La <u>clause évolutive</u> prévoit que lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile de développer les relations établies par l'accord en les <u>étendant à des domaines non couverts</u> par celui-ci, elle soumet à l'autre partie une demande motivée. Le Comité Mixte peut être chargé d'examiner cette question. Cette mesure rend l'accord tout-à-fait ouvert. Modification ou dérogations, voir: -JO L 298/76 - JO L 338/76 - JO L 302/78. Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décisions du Comité Mixte ou par échanges de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole n° 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l'accord (voir J.O. L 323/84). Voir aussi JO L 134/86, JO L 47/86, JO L 199/86, JO L 100/87, JO L 236/87, JO L 388/87, JO L 186/88 et JO L 149/88, JO L 199/90, JO L 176/90, JO L 210/90 et JO L 336/90. J.O. L 311/91, J.O. L 364/92 Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p. 1.

(*) La signature de l'acte d'adhésion est prévue pour le premier semestre de l'année 1994 et l'entrée en vigueur vraisemblablement en 1995.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 294/72 page 87	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche sur l'application de la réglementation relative au transit communautaire.	Traité CEE Art. 113	Signé le 30/11/72. En vigueur depuis le 1/1/74 pour une période indéterminée.	Commission Mixte (art. 15 et 16)	Amendé par échange de lettre. Voir : J.O. L 151/77; J.O. L 19/82; J.O. L 155/80; J.O. L 107/81; J.O. L 19/82. Le texte en langue grecque de cet accord a fait l'objet d'un accord, voir: J.O. L 147/81. De même les textes en langue espagnole et portugaise : voir J.O. L 143/86 page 1. Voir aussi : J.O. L 227/81; J.O. L 383/81; J.O. L 355/82; J.O. L 26/85; J.O. L 180/82; J.O. L 339/83; J.O. L 209/85; J.O. L 285/82; J.O. L 312/84; J.O. L 99/87; Dernièrement modifié par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 332/87 page 1. Voir aussi J.O. L 199/86 avec amendement et protocole additionnel ES-PT suite à l'adhésion des Etats ibériques, ainsi qu'un accord ad hoc sur le transit AELE répertorié parmi les accords multilatéraux.
J.O. 350/73 page 33	Accord entre les Etats Membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la CECA d'une part, et la République d'Autriche d'autre part	Traité CECA Accord Autriche/CEE du 22/7/72	Signé le 22/7/72. Entré en vigueur depuis le 1/1/73 pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 26-28)	Accord mixte, négocié et signé également par les Etats membres (cela est du au fait que la compétence communautaire n'est pas exclusive). Un accord ad hoc du 26/7/57 établit des tarifs directs internationaux pour les produits CECA en transit par l'Autriche. Modifications voir : J.O. CECA 6/58 J.O. C 118/71 J.O. L 332/83 J.O. CECA 68/61 J.O. C 6/74 et J.O. CECA 72/61 J.O. C 23/78 J.O. C 6/85 J.O. CECA 229/66 J.O. C 4/81 et protocole complémentaire, voir: J.O. L 12/79 2ème protocole complémentaire, voir : J.O. L 227/81
J.O. L 106/75 page 1	Protocole complémentaire à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche.	Traité CEE Art. 113	Signé le 29/5/75. En vigueur depuis le 29/5/75 pour une période indéterminée.	Commission mixte de l'Accord Autriche/CEE	Accord qui régit le domaine des transports. Extension du champ d'application de la réglementation relative au transit communautaire, décidé par accord entre la CEE, la Suisse et l'Autriche, voir J.O. L 142/77, page 1.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 188/75 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche	Traité CEE	Signé le 11/6/75. En vigueur depuis le 1/5/75 pour une période indéterminée.	Commission Mixte instituée en vertu de l'art. 15 de l'Accord relatif au transit (art.8)	Concerne la simplification des formalités dans les échanges de marchandises avec la Grèce et la Turquie en cas de réexpédition des dites marchandises à partir de l'Autriche. Modifications : voir JO L 107/81.
J.O. L 142/77 page 3	Accord entre la Communauté Economique Européenne, la Confédération Suisse et la République d'Autriche sur l'extension du champ d'application de la réglementation relative au transit communautaire.	Traité CEE Art. 113.	Signé le 12/7/77 pour une durée indéterminée.		Les textes en langue espagnole et portugaise de cet accord ont fait l'objet d'un accord ad hoc (voir J.O. L 375/86).
Non publié voir: SEC (78) 1493	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et l'Autriche en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement	Traité CEE	Signé le 28/4/78. En vigueur à partir du 28/4/78 pour une période indéterminée	Consultations de fonctionnaires à haut niveau.	
Non publié	Echange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et la République d'Autriche au sujet de la reconnaissance par les autorités autrichiennes du laissez-passer délivré par les Communautés aux membres et agents des institutions	Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés annexé au Traité de fusion des exécutifs de 1965 (art. 7).	Signé le 11/7/80 pour une période indéterminée.		

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 357/80 page 1	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté	Traité CEE art. 113. Traité adhésion Grèce/CEE Accord Autriche/CEE	Signé le 28/11/80, entré en vigueur le 1/1/81. Prévu pour une période indéterminée	Comité Mixte institué par les art. 29-31 de l'accord entre la CEE et la République d'Autriche.	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la CECA d'une part, et la République d'Autriche d'autre part, suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CECA Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Autriche / CECA (du 22/7/72).	Signé le 28/11/80. Prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte institué par les art. 26-28 de l'accord CECA/Autriche.	Accord mixte négocié et signé également par les Etats membres (cela est dû au fait que la compétence communautaire n'est pas exclusive).
J.O. L 137/81 page 1	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche sur le commerce des viandes de mouton, d'agneau et de chèvre.	Traité CEE Art. 113.	Signé le 10/7/81. Entrée en vigueur rétroactive au 1/1/81. Prévu pour une période initiale jusqu'au 31/3/84. Renouvelé ensuite, pour une période indéterminée.	Comité Consultatif	Accord d'autolimitation. Le point 2 de cet arrangement fait l'objet d'un échange de lettres. Renouvelable automatiquement sauf préavis écrit d'un an. Voir aussi J.O. L 154/84.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 389/81 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche relatif au contrôle et à la protection réciproque des vins de qualité ainsi que de certains vins désignés à l'aide d'une indication géographique.	Traité CEE Art. 113	Signé le 21/10/81. Entré en vigueur le 1/3/81 pour une durée indéterminée.	"Les représentants des parties contractantes restent directement en rapport pour toute question relative à l'exécution du présent accord" (art. 12)	Accompagné d'un protocole et d'un échange de lettres relatif à l'art. 12, qui en font partie intégrante (art. 16). L'échange de lettres précise en effet quelles sont les instances compétentes de la République d'Autriche au sujet de la gestion de l'accord. Des négociations relatives aux amendements à l'accord ont porté à un accord sous forme d'échange de lettres dont la conclusion est encore en suspens.
J.O. L 328/86 page 58	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche relatif au domaine de l'agriculture.	Traité CEE Art. 113 (voir aussi Accord de libre échange CEE/Autriche art. 15)	Prévu à partir du 1.3.1986 pour une période indéterminée. Signé le 14/7/86.	Comité mixte	Accord rendu nécessaire par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Se compose de trois échanges de lettres en date du 14 juillet 1986.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 321/86 page 1	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République Portugaise à la Communauté.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Commission Mixte.	Modifications ou dérogations voir : deuxième et troisième protocole additionnel, JO L 136/89 et JO L 206/89.
Non publié	Protocole additionnel annexé à l'accord entre les états membres de la CECA d'une part et la République d'Autriche d'autre part, à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CECA Accord Autriche/CECA	Signé le 14/7/86 prévu pour une période indéterminée.		Accord mixte négocié et signé également par les Etats membres .
J.O. L 213/87 page 36	Arrangement entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche concernant les échanges mutuels de fromages.	Traité CEE Art. 113	Signé le 31/7/87 pour une durée indéterminée.	Dispositif ad hoc d'information et de coopération mutuelle (point 3 par. 2 plus annexe).	Accord dicté par le souci du développement harmonieux des échanges de ce produit agricole, sui generis, dans l'esprit de l'art. 15 de l'accord Autriche/CEE. Remplace les accords précédents dans le même domaine.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 216/86 page 7	Accord cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et la République d'Autriche.	Traité CEE Traité CEEA	Signé le 15/7/86. Entré en vigueur le 30/7/87 pour une durée indéterminée	Comité Mixte "Recherche" Autriche/CEE (art. 10 et 11)	Accord cadre qui se propose d'établir et développer une collaboration scientifique et technique. La mise en oeuvre de cette coopération se fera par des accords spécifiques qui définiront les objectifs, les règles relatives à la diffusion des connaissances et à la propriété intellectuelle ainsi que les implications financières. Les accords-cadre reflètent les conclusions de la réunion ministérielle CEE-AELE de Luxembourg du 9 avril 1984 visant à encourager la coopération S & T entre les différents partenaires européens, Les accords ad hoc se placent à l'intérieur de ce cadre de coopération.
J.O. L 90/90 p. 20	Convention entre la République d'Autriche, d'une part, et la République fédérale d'Allemagne et la Communauté Economique Européenne, d'autre part, relative à la coopération hydro-économique dans le bassin du Danube.	Traité CEE art. 130 S	Signé le 1/12/87 pour une durée indéterminée		Accord Mixte sui generis. Les conditions de l'Etat Membre le plus intéressé sont soulignées du fait que cet acte prend l'apparence d'un accord à trois partenaires.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 224/88 p. 2.	Accord sous forme de procès-verbal agréé entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche, négocié au titre de l'article XXVIII du GATT au sujet de certains produits agricoles	Traité CEE art. 113.	Signé le 4/7/88 pour une durée indéterminée	Comité mixte de l'Accord Autriche/CEE.	L'accord modifie et complète l'échange de lettres du 21/7/72, modifié en dernier lieu par l'échange de lettres du 14/7/86, voir JO L 328/86. Il s'agit de la modification ou du retrait de concessions douanières concernant certains produits agricoles.
J.O. L 348/88 p. 57	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche relatif à l'établissement réciproque de contingents tarifaires pour certains, vins de qualité	Traité CEE, art. 113	Signé le 23/12/88 En vigueur à partir du 1/1/89 au 30/6/92 Prorogé par accord sous forme d'échange de lettres signé le 2.6.1992, entré en vigueur le 1.7.1992 prévu jusqu'au 30.6.1993.	Consultations à la demande de l'une des parties art. 9.	L'accord a été conclu dans le cadre de l'accord entre la CEE et la République d'Autriche, signé le 22/7/72 (voir JO L 300/72), qui prévoit de promouvoir l'expansion des échanges commerciaux réciproques. Concernant la prorogation, voir J.O. L 160/92, p.26 et J.O. L 208/92, p. 33.
J.O. L 56/89 p. 2	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche relatif au contrôle et à la protection réciproque des vins de qualité ainsi que du vin "retsina".	Traité CEE art. 113	Signé le 23/12/88 Entré en vigueur le 1/2/89 pour une durée indéterminée.	Les représentants des parties contractantes restent directement en rapport pour toute question relative à l'exécution du présent accord (art. 13)	Cet accord remplace l'accord du 21/10/81 (J.O. L 389/81) Les deux parties désignent une ou plusieurs instances qu'elles chargent du contrôle du respect des dispositions applicables dans le secteur viti - vinicole (art. 5).

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 352/89 p. 59	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent	Traité CEE art. 113	Signé le 31/10/89. Entré en vigueur le 1/5/90 pour une durée indéterminée.	Comité mixte (art. 29-31) Il dispose d'un pouvoir décisionnel et contraignant vis-à-vis des parties	Dans l'accord commercial signé le 22/7/72, (J.O. L 300/72) les parties ont inséré l'art. 13 bis, l' art. 13 ter et l'art. 24 bis, ainsi que remplacé l'art. 27 et annexé le protocole n°6.
J.O. L 400/89 p. 2	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial	Traité CEE art. 235	Signé le 7/12/89. Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme TEDIS II a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994.		Objectifs du programme : Coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs en particulier des petites et moyennes entreprises.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/90 p. 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Autriche instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de Comett II (1990 - 1994)	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (1990 - 1994) art. 15	Comité Mixte (art. 7)	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises autrichiennes, d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 332/91 p.2	Accord entre la Communauté européenne et la République d'Autriche instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS.	Traité CEE art. 235	Signé le 9.10.1991. Entré en vigueur le 1.11.1991. Prévu pour une période de 5 ans Renouvelable pour une deuxième période de cinq ans (voir art. 12 pour les modalités).	Comité mixte. art. 6	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne l'Autriche.
J.O. L 373/92 p.6	Accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Autriche en matière de transit de marchandises par rail et par route.	Traité CEE art. 75	Signé le 2.5.1992 Entré en vigueur le 1.1.1993 pour une durée de 12 ans.	Comité du transit composé de représentants de la Communauté et de représentants de l'Autriche (art.21) auquel sont confiées des tâches d'administration générale ainsi que des tâches spécifiques (art.21 points 3 et 4).	Accord qui fournit un cadre et une procédure pour la mise en oeuvre de normes de caractère technique requises pour la réalisation de la politique commune des transports. Ces normes, qualifiées d'arrangements administratifs, sont prévues à l'article 24, et soumises à l'examen du Comité. Celui-ci est également compétent pour le règlement des différends (art. 22). Dans le but de protéger l'environnement alpin, l'accord prévoit un système d'écopoints qui s'applique pour calculer les droits de transit par l'Autriche des camions de plus de 7,5 tonnes. Une répartition des écopoints est faite entre les Douze. En 1993, il a été nécessaire d'établir, dans le domaine des transports, une série d'arrangements administratifs, prévus par ailleurs dans les accords relatifs au trafic de transit (J.O. L 47/93). Concernant l'accord actuel sur le transit routier, gouvernement autrichien a opté pour le maintien jusqu'à son expiration, même en cas d'adhésion.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 111/92 p.21	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche relatif à l'adaptation du régime à l'importation dans la Communauté applicable à certains produits du secteur de la viande bovine originaires d'Autriche.	Traité CEE art. 113	signé le 19.11.1991 entré en vigueur le 1.5.1992 (art. 5).	puisque non prévue dans l'échange de lettres Comité mixte de l'Accord Autriche/ CEE	L'accord se propose d'ajuster, dans l'esprit de l'art. 15 de l'accord Autriche/CEE, les arrangements d'importations communautaires, applicables aux produits concernés.
J.O. L 111/92 p. 17	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche relatif à la commercialisation, sur le territoire autrichien, des vins de table et des vins de pays communautaires en bouteille.	Traité CEE art. 113	Signé le 19.11.1991 entré en vigueur le 1.5.1992 (art. 6)	Contacts directs entre la Commission et les compétences autorités de l'Autriche (point 4)	L'Accord est dicté par le souci de développer, dans l'esprit de l'art. 15 de l'accord Autriche/CEE, les échanges dans le secteur en question.

PAYS : AUTRICHE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 109/93 p. 1 et 4	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche concernant l'application provisoire de l'accord relatif à certains arrangements dans le domaine agricole.	Traité CEE article 113	Signé le 2.5.1992 Entre en vigueur le 1er.1.1994 En application provisoire depuis le 15.4.1993	Comité mixte de l'Accord Autriche/CEE. Toutefois non prévu dans l'accord.	Contient un accord et six annexes qui en font partie intégrante. Le régime concerne : 1) un arrangement sur les échanges réciproques de fromage (annexe I) 2) un arrangement sur les contingents tarifaires réciproques pour les jus de fruits et légumes 3) un arrangement sur les contingents tarifaires réciproques pour certains vins 4) un arrangement sur les contingents tarifaires dans le secteur de la viande porcine. L'annexe V concerne les concession tarifaires accordées par la république d'Autriche à la CEE et l'Annexe VI les règles d'origine.

PAYS : FINLANDE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/73 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande	Traité CEE Article 113	Signé le 5/10/73. En vigueur depuis le 1/1/74 pour une période indéterminée. Dénonciation avec préavis de 3 mois. Applicabilité de l'accord 9 mois après expiration (Art. 33). Du 1/1/86 au 28/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres (voir JO L 370/85). Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 29-31). Il dispose d'un pouvoir discrétionnaire et contraignant vis-à-vis des parties	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il est préférentiel et crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis .Au terme de cette période les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques; les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée, ni la clause évolutive. Modifications ou dérogations , voir: JO L 163/74 JO L 322/79 JO L 298/76 JO L 209/80 JO L 338/76 JO L 276/81 JO L 302/78 JO L 174/82 Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décisions du Comité mixte ou par échanges de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole n° 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l' accord (voir JO L 223/84). (Voir aussi JOL 47/86, JO L 134/86, JO L 199/86, JO L 236/87, JO L 100/87, JO L 388/87 et JO L 149/88, JO L 199/90, JO L 176/90, JO L 210/90, JO L 336/90, L 311/91, L 364/92, L 43/93et L 52/94. Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p. 1.
J.O. L 348/74 page 1	Accord entre les Etats Membres de la CECA et la CECA d'une part et la République de Finlande, d'autre part	Traité CECA Accord Finlande / CEE du 5/10/73	Signé le 5/10/73. En vigueur depuis le 1/1/75. Durée indéterminée	Comité Mixte (art. 25-27)	Accrd mixte négocié et signé également par les Etats membres. Modifications : voir JO L 385/80.

(*) La signature de l'Acte d'adhésion est prévue pour le premier semestre 1994 et l'entrée en vigueur vraisemblablement en 1995.

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 106/75 page 4	Protocole complémentaire à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande	Traité CEE Art. 113	Signé le 29/5/75. En vigueur depuis le 29/5/75. Durée indéterminée	Comité mixte de l'Accord CEE/Finlande.	Contient des modifications à l'accord ainsi qu'à ses protocoles 1, 2,3 et 4.
J.O. L 357/80 page 27	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté	Traité CEE Art. 113 Traité d'adhésion Grèce/CEE Accord Finlande/CEE	Signé le 6/11/80, entré en vigueur le 1/3/88. Prévu pour une période indéterminée.	Comité mixte de l'Accord CEE/Finlande.	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats Membres de la CECA et la République de Finlande suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté	Traité CECA Traité adhésion Grèce/CEE Accord Finlande CECA	Signé le 6/11/80. Prévu pour une période indéterminée	Comité mixte de l'Accord CECA/Finlande.	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 192/83 page 6	Accord sur la pêche entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de Finlande	Traité CEE Art. 113	Signé le 6/7/83. Entré en vigueur le 5/1/84. Prévu pour une période de 10 ans. Reste en vigueur par périodes de 6 ans, sauf dénonciation 9 mois avant l'expiration de chaque période.	Consultations entre les parties (Art. 7)	Accord ayant pour objectif la réalisation d'un équilibre mutuellement satisfaisant dans les relations de pêche réciproques. Il est prévu une conservation des ressources ainsi que la recherche s'y rapportant. L'accord règle aussi la délivrance des licences et les obligations des navires. Dans le cadre de cet accord, voir: Echange de lettres concernant l'art. 2 para. 1 point b) dans J.O. L 192/83 page 10.
J.O. 370/85 page 41	Arrangement de discipline concertée entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande concernant les échanges mutuels de fromage.	Traité CEE Art. 113	Signé le 23/12/85. Valable à partir du 1/1/86 pour une durée indéterminée	Mécanismes d'information et de coopération (voir annexe)	Le présent arrangement remplace l'arrangement temporaire de discipline concertée entre la République de Finlande et la CEE signé le 9/12/81 (voir J.O. L 359/81 et modifié par la suite: voir J.O. L 264/83, page 13, J.O. L 126/84, page 34 et J.O. L 18/85, page 11).
J.O. L 78/86 page 23	Accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et la République de Finlande.	Traité CEE Traité CEEA	Signé le 29/4/86. Entré en vigueur le 17/7/87 pour une durée indéterminée.	Comité mixte. Recherche Finlande/CEE (art. 10 et 11).	Accord cadre qui se propose d'établir et de développer une coopération scientifique et technique dans divers domaines d'intérêt mutuel. La mise en oeuvre de cette coopération se fera par des accords spécifiques qui définiront les objectifs S & T les règles relatives à la diffusion des connaissances et à la propriété intellectuelle ainsi que les implications financières. Cet accord-cadre reflète les conclusions de la réunion ministérielle CEE/AELE de Luxembourg du 9 avril 1984, qui a encouragé la coopération S & T entre les différents partenaires européens. Il a un caractère essentiellement évolutif: aucun domaine susceptible de faire l'objet d'une coopération spécifique et relevant de la compétence communautaire n'est à priori exclu.

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/86 page 12	Accord sous forme d'échange de lettres portant sur les produits non agricoles transformés non couverts par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande.	Traité CEE Art. 113.	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Commission Mixte de l'Accord CEE/ Finlande	Accord établi en vue de tenir compte de l'adhésion des pays ibériques.
J.O. L 328/86 page 67	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande relatif au domaine de l'agriculture.	Traité CEE Art. 113.	Signé le 14/7/86. En vigueur à partir du 1/3/86 jusqu'au 1/1/93	Commission Mixte de l'Accord CEE/ Finlande.	Accord en deux parties: La deuxième se compose de deux échanges de lettres et contient une clause concernant les Iles Canaries et Ceuta e Melilla. Le régime prévu à l'échange de lettres n° 2 (relatif aux fromages) prendra fin à l'expiration de la période de transition de l'accord d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.
J.O. L 383/86 page 46	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande concernant les échanges de certaines boissons spiritueuses.	Traité CEE Art. 113.	Signé le 13.12.86 avec effet au 1.1.87. Durée indéterminée.	Consultations à la demande de l'une ou l'autre des parties (point 3).	Accord visant au développement des échanges en ce secteur. Chacune des deux parties peut mettre fin à l'accord moyennant préavis écrit d'un an.

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 321/86 page 63	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE art. 113	Signé le 14/7/86. Entrée en vigueur prévue 1/3/86 (art. 18) ou le premier jour du deuxième mois suivant la notification de ratification. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Finlande/CEE	Contient 8 annexes qui en font partie intégrante. Modifications ou dérogations dans deuxième et troisième protocole additionnel voir J.O. L 136/89, J.O. L 206/89
J.O. L 400/89 p. 7	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial	Traité CEE art. 235	Signé le 7/12/89. Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme, TEDIS II a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994.		Objectifs du programme : Coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs en particulier des petites et moyennes entreprises.
J.O. L 295/89 p. 2	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent.	Traité CEE art. 113	Signé le 26/7/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour une période indéterminée.	Comité mixte de l'Accord Finlande/CEE	Complète l'accord signé le 5/10/73 (JO 328/73) en y ajoutant un art. 13 bis, art. 13 ter et art. 24 bis et en remplaçant l'art. 27. Un protocole n° 7 a été également ajouté.

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/90 p. 11	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Finlande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de Comett II (1990 - 1994)	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (1990 - 1994) art. 15	Comité Mixte (art. 7)	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises finlandaises, d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.
J.O. L 291/90 p.2	Accord instaurant une procédure d'échange d'informations dans le domaine des réglementations techniques, entre la Communauté économique européenne, d'une part, et la république de Finlande d'autre part.	Traité CEE art. 113	Signé le 19.12.1989 Entrée en vigueur 1.11.1990. Prévu pour une période d'essai initiale de deux ans (art. 15).	Consultations des parties contractantes dans le cadre de la coopération instituée entre experts de la CE et des Etats membres de l'AELE (art. 13).	Accord qui réglemente notamment les procédures prévues contre les obstacles techniques aux échanges.

PAYS : FINLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 332/91 p.12	Accord entre la Communauté européenne et la République de Finlande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS.	Traité CEE art.235	Signé le 9.10.1991 entré en vigueur le 1.11.1991. Prévu pour une durée de 5 ans.	Comité mixte	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne la Finlande.
J.O. L 54/92 p.11	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République de Finlande relatif au programme de recherche et de développement dans le domaine de l'environnement : science et technologie pour la protection de l'environnement (STEP).	Traité CEE art.130q(2) voir également déc. 89/625 CEE art. 8 dans JO L 359/89	Signé le 13.3.1991 valable pour la durée du programme communautaire (1989/1993).	Comité de coopération (art. 3) ainsi que d'autre part la Commission et le Ministère finlandais de l'environnement (art. 7).	Les annexes A, B, C, D font partie intégrante de l'accord (art. 8). L'annexe D régit la contribution financière de la Finlande (art. 2, dernier §).
J.O. L 109/93 p. 1 et 18	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République de Finlande concernant l'application provisoire de l'accord relatif à certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CE art. 113	Signé le 2.5.1992 entre en vigueur le 1.1.1994 En application provisoire depuis le 15.4.1993	Comité mixte de l'Accord Finlande/CEE. Toutefois non prévu dans l'accord	Contient un accord et quatre annexes qui en font partie intégrante. Le régime concerne : 1) un arrangement sur les échanges de fromages (annexe I); 2) un aménagement sur les échanges de viande bovine et de viande porcine (annexe II); 3) des concessions tarifaires accordées par la Finlande (annexe III); 4) des concessions tarifaires accordées par le Comité (annexe IV)

PAYS : ISLANDE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 301/72 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande	Traité CEE Art. 113	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/4/73. Durée indéterminée. Dénonciation avec préavis de 12 mois. Du 1/1/86 au 28/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres voir J.O. L 370/85. Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 30-32) Etant donné la présence de la clause évolutive, le Comité Mixte joue un rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir discrétionnaire et contraignant vis-à-vis des parties, tout en respectant leur autonomie de décision finale.	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis. Au terme de la période prévue, les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques, et les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée, car il est préférentiel. <u>La clause évolutive</u> prévoit que lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile de développer les relations établies par l'accord en les <u>étendant à des domaines non couverts</u> par celui-ci, elle soumet à l'autre partie une demande motivée. Le Comité Mixte peut être chargé d'examiner cette question. Cette mesure rend l'accord tout-à-fait ouvert. Complété par protocole complémentaire concernant les modifications qui se sont rendues nécessaires suite à la non-adhésion de la Norvège aux Communautés Européennes (voir JO L 106/75). Modifications ou dérogations, voir: J.O. L 217/76, J.O. L 298/76, J.O. L 338/76, J.O. L 123/80, J.O. L 174/82. Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décisions du Comité Mixte ou par échanges de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole n° 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l'accord (voir J.O.L 323/84). Voir aussi J.O. L 134/86, J.O. L 47/86, J.O. L 199/86, J.O. L 236/87, J.O. L 100/87, J.O. L 388/87, J.O. L 100/88, J.O. L 180/88 et J.O. L 318/89, L 311/91, 364/92, L 43/93 et L 52/94. Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p. 1.

(*) L'Islande n'a pas présenté de candidature d'adhésion à l'UE mais cette République est membre à part entière de l'EEE.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 350/73 page 2	Accord entre les Etats Membres de la CECA et la République d'Islande	Traité CECA Accord Islande/CEE du 22/7/72	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/74. Durée indéterminée.	Consultations entre les parties contractantes (art. 4)	Modification : voir J.O. L 385/80. Accord mixte signé par les Etats membres en tant que membres de la CECA
J.O. L 357/80 page 53	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande, suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté	Traité CEE Art. 113 Traité adhésion Grèce/CEE Accord Islande/CEE	Signé le 6/11/80, entré en vigueur le 1/1/81. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Islande/CEE	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etat Membres de la CECA et la République d'Islande suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté	Traité CECA Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Islande/CECA	Signé le 6/11/80. Durée indéterminée.	En l'absence de disposition ad hoc, voir accord Islande/CECA	Accord mixte signé par les E.M. en tant que membres de la CECA.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 137/81 page 1	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande sur le commerce des viandes ovine et caprine	Traité CEE Art. 133	Signé le 15/5/81. Entrée en vigueur rétroactive le 1/1/81. Prévu pour une première période jusqu'au 1/3/84. Renouvelé ensuite pour une période indéterminée.	Consultations sur demande d'une des parties avec 14 jours de préavis	Accord d'autolimitation. Le point 2 de cet arrangement a fait l'objet d'un échange de lettres (voir J.O. L 137/81 page 8). Renouvelable tacitement sauf préavis écrit d'un an. Voir aussi J.O. L 154/84.
J.O. L 321/86 page 121	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'Accord Islande/CEE	Modifications ou dérogations voir deuxième et troisième protocoles additionnels. JO L 136/89 et JO L 206/89.
Non publié	Protocole additionnel annexé à l'accord entre les Etats Membres de la CECA et la République d'Islande à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CECA Accord Islande/CECA	Signé le 14/7/86. Prévu pour une durée indéterminée.	en l'absence de dispositions ad hoc voir accord Islande/CECA	Accord mixte signé par les E.M. en tant que membres de la CECA.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/86 page 50	Accord sous forme d'échange de lettres portant sur les produits non agricoles et les produits agricoles transformés non couverts par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86, durée indéterminée	Comité Mixte de l'Accord Islande/ CEE	Accord établi en vue de tenir compte de l'adhésion des pays ibériques.
J.O. L 400/89 p. 11	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial	Traité CEE art. 235	Signé le 15/12/89 Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme, TEDIS II a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994		Objectifs du programme : Coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs en particulier des petites et moyennes entreprises.
J.O. L 295/89 p. 9	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent.	Traité CEE art. 113	Signé le 25/7/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour une durée indéterminée.	Comité mixte de l'Accord Islande/ CEE	Les parties contractant ce protocole ont inséré dans l'accord, signé le 22/7/72 (JO L 301/72), un art. 13 bis, 13 ter et 25 bis. Elles ont remplacé l'art. 28 et ajouté un protocole n° 7.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 14/90 page 18	Accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et la République d'Islande	Traité CEE Art. 130 Q paragraphe 2 et Traité CEEA art. 101 paragraphe 2	Signé le 30/10/89 Entré en vigueur le 6/6/90 pour une durée illimitée. Dénonciation ou révision possible moyennant préavis de 12 mois	Comité Mixte appelé "Comité recherche Islande/Communautés" (art. 10).	Accord qui définit le cadre pour le développement de la coopération S. et T. Les domaines d'intérêt commun sont notamment : l'énergie géothermique, l'échange de chercheurs, l'aquaculture, la recherche médicale, les sciences et technologies marines, les risques naturels, les biotechnologies et les technologies de l'information. Des accords ad hoc seront conclus suivant les besoins de coopération. Un protocole séparé pourra être conclu dans le cadre de la CECA.
J.O. L 102/90 p. 21	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Islande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de Comett II (1990 - 1994)	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (1990 - 1994) art. 15	Comité Mixte (art. 7)	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises islandaises d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 332/91 p.22	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS.	Traité CEE art.235	Signé le 9.10.1991 Entré en vigueur le 1.11.1991 Prévu pour les 5 années académiques suivant son entrée en vigueur.	Comité mixte (art.6)	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne l'Islande.

PAYS : ISLANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 161/93 p.2	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Islande sur la pêche et le milieu marin	Traité CEE art. 43	Dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur sauf dénonciation avec préavis de 10 mois. Signé le 15.12.1993 Non encore en vigueur .	Consultations entre les parties contractantes (art. 7), sur base de rencontres au moins annuelles.	Accord établi dans le cadre des négociations relatives à l'EEE et dont la conclusion a été prévue par l'échange de lettres signées le 2 mai 1992 dans le but d'une collaboration à l'utilisation rationnelle du stock halieutique. Cet accord prévoit notamment: 1) l'échange de quotas et l'accès réciproque aux zones de pêche, 2) l'accès aux marchés, 3) la promotion d'entreprises communes. Chaque partie détermine sur base annuelle, et pour la zone de pêche relevant de sa juridiction, le volume total des prises autorisées (TAC). Voir aussi J.O.L 346/93, qui contient l'échange de lettre dont ci-dessus, et fixe les quotas pour l'année 1993. Il s'inscrit dans le dispositif global des conclusions des négociations sur l'EEE et est un élément essentiel de l'adoption de l'Accord EEE par la Communauté.
J.O. L 109/93 p.36	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république d'Islande concernant certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CE art. 113	Signé le 2.5.1992 en vigueur le 1.1.1994		Mis en application provisoire au 15.4.1993 par accord sous forme d'échange de lettres, signé le 17 mars 1993, J.O. L 109/93, page 32.

PAYS : LIECHTENSTEIN (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 332/91 p. 62	Accord entre la Communauté économique européenne et la principauté de Liechtenstein instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS.	Traité CEE art. 235	Signé le 9.10.1991 Entrée en vigueur le 1.11.1991	Comité mixte art.6	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne ce pays.
non encore publié voir COM(90)95 final	Accord entre la Communauté économique européenne et la Principauté de Liechtenstein instituant une coopération dans le domaine de la formation dans le contexte de la mise en oeuvre de COMETT II (1990/1994)	Traité CEE art. 235	Signé le 19.12.1990 entré en vigueur prévue le 1er.1.1992.	Comité mixte (art. 7)	Assorti de trois annexes La contribution financière du Liechtenstein sera proportionnelle à celle de la Confédération helvétique, et calculée au prorata des populations respectives du Liechtenstein et de la confédération helvétique.

(*) Voir Suisse, page 61 pour accord de base (J.O. L 300/72, p. 188), ainsi que pour accord CECA (J.O. L 350/73, p. 29). Voir également page 67 (J.O. L 187/84) ainsi que page 72, dernier accord.

Concernant l'entrée du Liechtenstein dans l'EEE, et étant donné que la Suisse, rebus sic stantibus, n'en fera pas partie, cette principauté devra au préalable réajuster son réseau des liens avec la République helvétique et notamment ceux relatifs à l'Union douanière.

PAYS : NORVEGE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 171/73 page 2	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège et dispositions pour son application.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/5/73. En vigueur depuis le 1/7/73. Durée indéterminée. Dénonciation avec préavis de 12 mois. Du 1/1/86 au 26/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres voir J.O. 370/85. Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 29-31) Etant donné la présence de la clause évolutive, le Comité Mixte joue un rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir discrétionnaire et contraignant vis-à-vis des parties, tout en respectant leur autonomie de décision finale.	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il est préférentiel et crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis. Au terme de la période prévue les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques, les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée. La <u>clause évolutive</u> prévoit que lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile de développer les relations établies par <u>l'accord en les étendant à des domaines non couverts</u> par celui-ci, elle soumet à l'autre partie une demande motivée. Le Comité Mixte peut être chargé d'examiner cette question. Cette mesure rend l'accord tout-à-fait ouvert. Modifications ou dérogations, voir : JO L 357/73 JO L 303/78 JO L 298/76 JO L 174/82 JO L 338/76 JO L 382/82 Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décisions du Comité Mixte ou par échanges de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l'accord (voir J.O. L 323/84). Voir aussi J.O. L 134/86 et J.O. L 47/86, J.O. L 199/86, J.O. L 100/87, J.O. L 388/87, J.O. L 100/88, L 180/88, L 318/89 et 85/93. Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p.1. voir aussi : J.O. L 311/91 et J.O. L 364/92

(*) La signature de l'Acte d'adhésion est prévue pour le premier semestre 1994 et l'entrée en vigueur vraisemblablement en 1995.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 348/74 page 17	Accord entre les pays membres de la CECA et la CECA, d'une part, et le Royaume de Norvège, d'autre part	Traité CECA Accord Norvège/CEE du 14/5/73	Signé le 14/5/73. En vigueur depuis le 1/1/75. Durée indéterminée	Comité Mixte (art. 26-28)	Accord mixte. Modifications, voir : J.O. L 385/80.
J.O. L 226/80 page 47	Accord sur la pêche entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège	Traité CEE Art. 43	Signé le 27/2/80. En vigueur du 16/6/81 jusqu'au 16/6/91. Il est renouvelable tacitement par périodes de 6 ans sauf dénonciation notifiée avec au moins neuf mois de préavis	Consultations entre les parties (art. 8)	Basé sur le principe de la réciprocité des pêches. L'application des articles 2 et 7 de cet accord se concorde annuellement dans le cadre des consultations entre les parties. L'acte qui résulte de ces consultations est incorporé dans le droit communautaire.
J.O. L 357/80 page 78	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CEE, art. 113. Traité adhésion Grèce/CEE. accord Norvège/CEE	Signé le 6/11/80; entré en vigueur le 1/1/81. Durée indéterminée	Comité Mixte de l'accord Norvège/CEE	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et le Royaume de Norvège suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité d'adhésion Grèce/CEE. Accord Norvège/CECA	Signé le 6/11/80. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Norvège/CECA	Accord signé par les E.M. en tant que membres de la CECA.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié voir: SEC (81) 244	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et la Norvège en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement	Traité CEE	Signé le 2/2/81. En vigueur pour une durée indéterminée	Consultations de fonctionnaires à haut niveau	
Non publié voir: SEC(83) 1909	Echange de lettres concernant la coopération entre la Norvège et la Commission des Communautés Européennes dans le domaine de la protection des consommateurs	Traité CEE	Signé le 21/11/83 pour une durée indéterminée	Rencontres annuelles de fonctionnaires responsables	
J.O. L 78/86 page 26	Accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et le Royaume de Norvège	Traité CEE Traité CEEA	Signé le 27/6/86 Entré en vigueur le 17/7/87 pour une durée indéterminée	Comité Mixte "Recherche" Norvège/ Communautés (Art. 10)	Accord cadre qui se propose d'établir et développer une collaboration scientifique et technique. La mise en oeuvre de cette coopération se fera par des accords spécifiques qui définiront les objectifs, les règles relatives à la diffusion des connaissances et à la propriété intellectuelle ainsi que les implications financières. Cet accord-cadre reflète les conclusions de la réunion ministérielle CEE-AELE de Luxembourg du 9 avril 1984 visant à encourager la coopération S & T entre les différents partenaires européens.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/86 page 21	Accord sous forme d'échange de lettres portant sur les produits non agricoles transformés non couverts par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Norvège	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86, durée indéterminée	Comité Mixte de l'Accord CEE/Norvège.	Accord établi en vue de tenir compte de l'adhésion des pays ibériques.
J.O. L 328/86 page 76	Accords sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Norvège relatif aux domaines de l'agriculture et de la pêche.	Traité CEE Art. 113 Accord Norvège/CEE	Signé le 14/7/86 durée indéterminée.	Comité Mixte de l'Accord Norvège/CEE	Accord conclu dans l'esprit de l'art. 15 de l'accord de libre échange et rendu nécessaire par l'adhésion des pays ibériques à la Communauté. L'accord se compose de trois échanges de lettres et contient la clause concernant les îles Canaries et Ceuta et Melilla.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 337/86 page 1	Protocole additionnel à l'accord entre la CEE et la Norvège à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86. Entré en vigueur le 1/3/87. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'Accord Norvège CEE	Assorti de 8 annexes qui en font partie intégrante. Modifications ou dérogations voir : J.O. L 136/89 p. 14. Troisième protocole additionnel J.O. L 206/89, p. 11.
J.O. L 295/89 p. 15	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent.	Traité CEE art. 113	Signé le 18/7/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour une durée indéterminée.	Comité mixte de l'Accord Norvège-CEE	Les parties contractant ce protocole ont inséré, dans l'accord, signé le 22/7/72 (JO L 300/72) un art. 13 bis, art. 13 ter et art. 24 bis. Elles ont remplacé l'art. 27 et ajouté un protocole n° 5.
J.O. L 400/89 p. 16	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial.	Traité CEE art. 235	Signé le 7/12/89. Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme TEDIS II a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994	Non prévue dans l'accord	Objectifs du programme : Coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs, en particulier des petites et moyennes entreprises. Les annexes A, B, C font partie intégrante de l'accord. La contribution financière de la Norvège figure à l'annexe C.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/90 p. 31	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de Comett II (1990 - 1994)	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (1990 - 1994) art. 15	Comité Mixte (art. 7)	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises suédoises, d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.
J.O. L 291/90 p.2	Accord entre la Communauté européenne et le royaume de Norvège instaurant une procédure d'échange d'informations dans le domaine des réglementations techniques.	Traité CEE art. 113	Signé le 19.12.1989 entré en vigueur le 1.1.1990	Consultation des parties contractantes dans le cadre de la coopération instituée entre experts des CE et des Etats membres de l'AELE (art. 13).	Accord qui régleme notamment les procédures prévues contre les obstacles techniques aux échanges.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 332/91 p.32	Accord entre la Communauté économique européenne et le royaume de Norvège instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS	Traité CEE art. 235	Signé le 9.10.1991 entré en vigueur le 1.11.1991 Prévu pour une durée de 5 années académiques.	Comité mixte	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne la Norvège.
J.O. L 44/92 p.39 et J.O. L 72/93 p.27	Accord sous forme d'échange de lettre entre la Communauté économique européenne et le royaume de Norvège relatif à l'adaptation de l'accord concernant les échanges mutuels de fromages	Traité CEE art. 113	Signé le 4.2.1992 (pour 1992) et le 16.3.1993 (pour 1993)	Comité mixte	Se place dans le cadre d'autres accords précédents (voir notamment J.O. 362/88, p. 52 où les quantités annuelles de fromage sont prévues pour les années 89/90/91). L'accord actuel fixe les quantités pour 1992. Un nouvel accord sous forme d'échange de lettres a été signé en 1993. Il contient les adaptations nécessaires au régime établi.

PAYS : NORVEGE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 54/92 p. 34	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le royaume de Norvège relatif au programme de recherche et de développement dans le domaine de l'environnement science et technologie pour la protection de l'environnement (STEP)	Traité CEE Art.130q(2) voir aussi déc.89/625/CEE art. 8 dans J.O. L 359/89	Prévu pour la période 1989/1993 signé le 28.9.1992	Comité de coopération (art. 3) Commission et ministère norvégien de l'environnement (art. 7)	Accord qui s'insère dans le système d'accord-cadre pour la coopération scientifique et technique. Les modalités de cet accord figurent dans les annexes A et B, ainsi que la participation financière de la Communauté. Les annexes C et D portent sur le programme, les échéances et la contribution de la Norvège. Toutes les annexes font partie intégrante de l'accord (art. 8).
J.O. L 200/92 p. 21	Accord entre la Communauté économique européenne, le royaume de Norvège et le royaume de Suède dans le domaine de l'aviation civile.	Traité CEE art. 85 et 86	Signé le 30.6.1992 par les trois parties contractantes. Entré en vigueur le 6.7.1993 reste en vigueur sauf dénonciation d'une des parties avec préavis d'un an.	Commission mixte (art. 13), laquelle peut décider de tout groupe de travail susceptible de l'assister (art. 13).	Accord à trois partenaires. Un système de consultation et d'information est prévu aux art. 15, 16, 17. Cet accord cessera d'être applicable dès l'entrée en vigueur de l'accord EEE. Il bénéficie de la "primauté de droit" entre les partenaires. Modifications : voir J.O. L 212/93.
J.O. L 109/93 p.47	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le royaume de Norvège concernant certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CEE art. 113	Signé le 2.5.1992		Contient un accord et 4 annexes qui en font partie intégrante. Le régime concerne : 1) un arrangement sur les échanges réciproques de fromage (annexe I) 2) un arrangement sur les échanges de certains produits horticoles (Annexe II). 3) des concessions tarifaires octroyées par la Norvège aux CE (Annexe III) et les règles d'origine en annexe IV.
J.O. 109/93 p. 1 et 47	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le royaume de Norvège concernant l'application provisoire de certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CEE art.113	Signé le 17.3.1993 En vigueur au 30.4.1993		

PAYS : SUEDE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 300/72 page 96	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Suède et dispositions pour son application.	Traité CEE art. 113	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/73 pour une période indéterminée. Dénonciation avec préavis de 12 mois. Du 1/1/86 au 28/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres (voir J.O. L 370/85). Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 29-31) Etant donné la présence de la clause évolutive, le Comité Mixte joue un rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir discrétionnaire et contraignant vis-à-vis des parties, tout en respectant leur autonomie de décision finale,	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis. Au terme de la période prévue, les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques, les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée, car il s'agit d'un accord préférentiel. La clause évolutive prévoit que lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile de développer les relations établies par l'accord en les <u>étendant à des domaines non couverts par celui-ci</u> , elle soumet à l'autre partie une demande motivée. Le Comité Mixte peut être chargé d'examiner cette question. Cette mesure rend l'accord tout-à-fait ouvert. Modifications ou dérogations, voir: J.O. L 298/76; J.O. L 210/78; J.O. L 174/82; J.O. L 338/76; J.O. L 303/78; J.O. L 382/82. Modifications nécessaires suite à la non-adhésion de la Norvège aux CE (voir J.O. L 106/75). Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décisions du Comité Mixte ou par échange de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole n° 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l'accord (voir J.O. L 323/84). (Voir aussi J.O. L 134/86, J.O. L 47/86, J.O. L 199/86 et J.O. L 100/87, J.O. L 388/87, J.O. L 100/88, J.O. L 216/88, J.O. L 197/89 et J.O. L 318/89, J.O. L 111/91, J.O. L 364/92, J.O. L 43/93 et J.O. L 52/94. Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p. 1

(*) La signature de l'Acte d'adhésion est prévue pour le premier semestre 1994 et l'entrée en vigueur vraisemblablement en 1995.

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 350/73 page 76	Accord entre les Etats Membres de la CECA et la CECA, d'une part, et le Royaume de Suède, d'autre part.	Traité CECA Accord Suède/CEE du 22/7/72	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/73. Durée indéterminée	Comité Mixte (art. 26-28)	Accord mixte, ratione materiae. Modification, voir: J.O. L 385/80.
Non publié, voir: SEC(77) 4022	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et la Suède en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement.	Traité CEE	Signé le 9/12/77. En vigueur pour une période indéterminée	Consultations de fonctionnaires à haut niveau	Accord qui va perdre de son importance au fur et à mesure que cette matière va s'englober dans les nouvelles politiques européennes conjointes.
J.O. L 162/76 page 28	Accord de coopération entre la Communauté Européenne de l'énergie atomique et la Suède dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée et de la physique des plasmas .	Traité CEEA Art. 101 deuxième alinéa	Entré en vigueur le 10/5/76. Durée de facto indéterminée car elle est liée à l'existence de programmes communautaires	Comité Fusion Euratom/Suède (art. 12)	Accord par lequel les parties contractantes associent le programme de recherche mis en oeuvre en Suède avec le programme Euratom. Les programmes en question sont définis dans les annexes I et II. Modifié par protocole ad hoc, voir J.O. L 116/82.

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié, voir : SEC(80) 1832	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Euro- péenne et la Suède dans le domaine de la protection des consommateurs.	Traité CEE	Signé le 12/12/80. En vigueur pour une période indéterminée.	Consultations de fonctionnaires à haut niveau	
1.0. L 256/80 page 7	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de Suède relatif à certaines mesures destinées à promouvoir la reproduction du saumon de la mer Baltique.	Traité CEE Art. 43	Signé le 21/11/79. Entré en vigueur à la date à laquelle les parties se sont notifiées l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet (art. 4). Reste en vigueur aussi longtemps que l'accord de 1977 (signé le 21/3/77) entre la Communauté et la Suède sur la pêche restera en vigueur (art. 2).	Consultations entre les parties.	Cet accord suit le sort de l'accord de pêche de 1977, entré en vigueur en 1981.

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 226/80 page 1	Accord sur la pêche entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de Suède.	Traité CEE art. 43	Signé le 21/3/77 et en application provisoire à partir de cette date. Entré en vigueur le 7/4/81. Prévu pour une durée de 10 ans à compter de la date de son entrée en vigueur (art. 12). Reconductible automatiquement par périodes de 6 ans, sauf dénonciation	Consultations entre les parties (art. 7)	Basé sur le principe de la réciprocité des pêches. L'application des articles 2 et 7 de cet accord se négocie annuellement dans le cadre des consultations entre les parties. L'acte qui résulte de ces consultations est incorporé dans le droit communautaire.
J.O. L 357/80 page 104	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Suède suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CEE. Art. 113. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Suède/CEE	Signé le 6/11/80. Entré en vigueur le 1/1/81. Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Suède/CEE	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats Membres de la CECA et la CECA, d'une part, et le royaume de Suède d'autre part, à la suite de l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Suède/CECA	Signé le 6/11/80. Durée indéterminée. Entré en vigueur le 1/3/88. Durée indéterminée	Comité Mixte de l'accord Suède/CECA	Accord mixte.

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 313/85 p.1	Accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et le Royaume de Suède.	Traité CEE Traité CEEA	Signé le 13/1/86. Entré en vigueur le 27/8/87 pour une durée illimitée.	Comité Mixte appelé "Comité recherche de Communautés" (art.10 et 11)	Accord qui établit un cadre englobant l'ensemble de la coopération dans les domaines de la recherche. La coopération visée sera mise en oeuvre par des accords appropriés qui définissent les formes et les moyens de chaque action de coopération. Pour les domaines couverts par le traité CECA, un protocole séparé pourra être conclu (art.12).
J.O. L 337/86 page 59	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique européenne et le Royaume d'Espagne et de la République Portugaise à la Communauté.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14.7.86. Durée indéterminée.	Comité mixte de l'Accord CEE/Suède	Modifications ou dérogations voir : deuxième et troisième protocole additionnel, J.O. L 136/89 et L 206/89.
J.O. L 328/86 page 30	Accord sous forme d'échange de lettres portant sur les produits non agricoles et les produits agricoles transformés non-couverts par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Suède.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Comité mixte. de l'Accord CEE/Suède	Accord établi en vue de tenir compte de l'adhésion des pays ibériques.

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/86 pages 89 et 99	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Suède relatif aux domaines de l'agri-culture et de la pêche.	Traité CEE. Art.113	Signé le 14/7/86 pour une durée indéterminée.		Il s' agit de deux accords. Le deuxième est constitué de 5 échanges de lettres dont le dernier contient la clause concernant les Iles Canaries, Ceuta et Melilla. Cncessions tarifaires réciproques par suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise.
J.O. L 295/89 p. 22	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Suède, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent.	Traité CEE art. 113	Signé le 18/7/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour une période indéterminée.	Comité mixte	Les parties contractant ce protocole ont inséré, dans l'accord, signé le 22/7/72 (JO L 300/72) un art. 13 bis, art. 13 ter et art. 24 bis. Elles ont remplacé l'art. 27 et ajouté un protocole n° 5.
J.O. L 400/89 p. 21	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Suède relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial.	Traité CEE art. 235	Signé le 7/12/89. Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme, TEDIS II, a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994.		Objectifs du programme : coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs, en particulier des petites et moyennes entreprises.

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/90 p. 41	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de Comett II (1990 - 1994).	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (1990 - 1994) art. 15	Comité Mixte (art. 7)	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises suédoises, d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.
J.O. L 332/91 p.42	Accord entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS	Traité CEE art. 235	Signé le 9.10.1991 Entré en vigueur le 1.11.1991 Prévu pour une période couvrant 5 années académiques. renouvelable	Comité mixte art. 6	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne la Suède
JO L 54/92 p. 49	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède relatif à la recherche et au développement dans le domaine de l'environnement science et technologie pour la protection de l'environnement (STEP) et programme européen en matière de climatologie et de risques naturels (EPOCH).	Traité CEE art.130q(2) voir aussi déc. 89/625/CEE art.8 dans JO L 359/89	Signé le 3.6.1992 prévu pour la période 1989-1993 Peut être renouvelé ou renégocié.	Comité de coopération (art. 3), ainsi que la Commission, l'agence suédoise de protection de l'environnement pour STEP et le Conseil suédois de la recherche en sciences naturelles pour EPOCH (art.7).	Accord qui s'intègre dans le système réglementé par l'Accord-cadre de coopération scientifique et technique. Les annexes A, B, C, D sont parties intégrantes de l'Accord. L'Annexe D régit la participation financière de la Suède.
J.O. L 200/92	Accord entre la Communauté économique européenne, le royaume de Norvège et le royaume de Suède dans le domaine de l'aviation civile.	Traité CEE art. 85 et 86	Signé le 30.6.92 par les trois parties contractantes. Entré en vigueur 6.7.1992 Reste en vigueur sauf dénonciation d'une des parties avec préavis d'un an.	Commission mixte (art. 13) laquelle peut décider de créer tout groupe de travail susceptible de l'assister (art. 13)	Accord à trois partenaires. Un système de consultation et d'information est prévu aux art. 15,16, 17. Cet accord cesse d'être applicable dès l'entrée en vigueur de l'accord EEE. Il bénéficie de la "primauté du droit" entre les partenaires. Voir L 212/93 p. 17

PAYS : SUEDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 109/93 p.63 et J.O. L 346/93 p. 18	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède concernant certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CEE art. 113	Signé le 2.5.1992 En vigueur le 1.1.1994		Fait référence au cadre de négociations EEE et notamment de son protocole 42. Contient 6 annexes qui en faont partie intégrante.
J.O. 109/93 p. 1 et 59	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède concernant l'application provisoire de certains arrangements dans le domaine agricole	Traité CEE art.113	Signé le 17.3.1993 En vigueur au 6.4.1993		
J.O. L 346/93 p.31	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède concernant la pêche	Traité CEE art. 43 en liaison avec art. 228 §3, 1er alinéa	Signé le 2.5.1992	Comité mixte de l'accord Suède/CEE (non prévu dans l'accord).	Acte qui vient s'ajouter au régime déjà existant sur la pêche (voir J.O. L 226/80 et J.O. L 328/86. Il établit des quantités supplémentaires aux navires communautaires en ce qui concerne le cabillaud et le hareng de la Baltique, qui viennent s'ajouter aux quantités convenues annuellement dans le cadre de l'accord de pêche signé en 1977.

PAYS : SUISSE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 300/72 page 189 p.188	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse. Accord additionnel sur la validité pour la principauté de Liechtenstein de l'accord ci-dessus	Traité CEE Art. 113	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/73 pour une période indéterminée. Dénonciation avec préavis de 12 mois. Du 1/1/86 au 28/2/86 extension à l'Espagne et au Portugal par échange de lettres (voir J.O. L 370/85). Pour la période suivante voir protocole ad hoc.	Comité Mixte (art. 29-31) Etant donné la présence de la clause évolutive, le Comité Mixte joue un rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir décisionnel et contraignant vis-à-vis des parties, tout en respectant leur autonomie de décision finale.	Accord "non qualifié" ou "commercial fort". Il est préférentiel et crée une zone de libre échange en établissant pour cela un calendrier de désarmement tarifaire précis. Au terme de la période prévue, les produits industriels doivent circuler librement. Le champ d'application de cet accord est plus étoffé que celui des accords commerciaux classiques, les liens entre les partenaires très étroits. Les produits visés sont très nombreux. Ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée. <u>La clause évolutive</u> prévoit que lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile de développer les relations établies par l'accord en les <u>étendant à des domaines non couverts</u> par celui-ci, elle soumet à l'autre partie une demande motivée. Le Comité Mixte peut être chargé d'examiner cette question. Cette mesure rend l'accord tout à fait ouvert. Modifications ou dérogations, voir: J.O. L 298/76; J.O. L 338/76; J.O. L 116/78; J.O. L 303/78; J.O. L 174/82; J.O. L 337/83. Modifications nécessaires suite à la non-adhésion de la Norvège aux Communautés Européennes, voir J.O. L 106/75. Le protocole n° 3 annexé à l'accord a été modifié à plusieurs reprises par décision du comité mixte ou par échange de lettres. En 1984, il a été nécessaire de codifier l'ensemble des dispositions en vigueur en un texte unique. Cela a été fait par accord sous forme d'échange de lettres avec en annexe le nouveau texte du protocole n° 3, qui remplace et abroge le protocole annexé à l'accord (voir JO L 323/84) (Voir aussi JO L 134/86, JO L 47/86, JO L 199/86). Modifications successives voir JO L 100/87, L 218/88 JO L 388/87, L 100/88, L 311/91, L 364/92 et 85/93. Concernant les entraves techniques aux échanges, voir J.O. L 291/90, p. 1

(*) Demande d'adhésion (mai 1992). L'ouverture des négociations n'est pas encore prévue à l'heure actuelle

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. CECA 17/57 page 223	Accord relatif à l'établissement de tarifs directs internationaux ferroviaires pour le transport de charbon en transit par le territoire suisse.	Traité CECA	Signé le 28/7/56. En vigueur depuis le 1/6/57 pour une période indéterminée.	Commission des transports (art. 6-7)	Protocole complémentaire à cet accord, voir J.O. L 12/79. 2ème Protocole complémentaire (texte de l'accord en langue grecque), voir: J.O. L 227/81 et J.O. L 307/81 (Texte de l'accord dans les langues espagnole et portugaise, voir J.O. L 379/87, page 7).
J.O. L 257/69 page 3	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération Suisse concernant certains fromages.	Traité CEE art. 113	Paraphé le 29/6/67. Entré en vigueur le 1/1/79 pour une durée indéterminée.	Consultations entre les parties.	Modifié par accord sous forme d'échange de lettres. Signé le 25/11/87 (voir J.O. L 289/87 page 32).
J.O. L 350/73 page 13 page 29	Accord entre les Etats Membres de la CECA et la confédération suisse. Accord additionnel sur la validité de l'accord pour la Principauté de Liechtenstein.	Traité CECA	Signé le 22/7/72. En vigueur depuis le 1/1/74 pour une période indéterminée.	Comité Mixte art. 25-27	Accord mixte. Voir également : Accord de consultation entre la Confédération suisse et la Haute Autorité de la CECA signé en 1956 (J.O. CECA 7/57).

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 294/72, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse sur l'application de la réglementation relative au transit communautaire.	Traité CEE, art. 113	Signé le 23/11/72. En vigueur depuis le 1/1/74 pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 15-16)	Extension du champ d'application décidée moyennant accord entre la Communauté Economique européenne, la Suisse et l'Autriche, voir : J.O. L 142/77. Pour les textes en langue grecque voir J.O. L 147/81. Pour les textes en langues espagnole et portugaise voir J.O. L 143/86, page 187. Modifications, dérogations et amendements, voir: J.O. L 151/77 J.O. L 19/82 J.O. L 339/83 J.O. L 155/80 J.O. L 180/82 J.O. L 312/84 J.O. L 108/81 J.O. L 285/82 J.O. L 26/85 J.O. L 383/81 J.O. L 355/82 J.O. L 209/85 J.O. L 99/87 et J.O. L 332/87 Voir aussi J.O. L 199/86 avec amendement et protocole additionnel ES/PT suite à l'adhésion des Etats ibériques.
Non encore publié	Echange de lettres entre la Commission et la Confédération suisse au sujet de la reconnaissance par les autorités suisses du laissez-passer délivré par les Communautés aux membres et agents des Institutions.	Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés (art. 7), annexé au Traité de fusion des Exécutifs de 1965.	Signé le 5/12/74 pour une période indéterminée.		

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié	Accord concernant les produits horlogers entre la Communauté Economique Européenne ainsi que ses Etats membres et la Confédération suisse.	Traité CEE art. 113	Signé le 30/6/67. En vigueur depuis le 1/1/68 pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 9)	Modifié par nouvelle liste relative à l'art. 2, voir : J.O. C 253/77. Accord "mixte" car il est signé également par les Etats Membres. Modifié aussi par un accord complémentaire du 24/10/86 (voir J.O. C 94/87, page 1).
J.O. L 118/74, page 11	Accord complémentaire à l'accord concernant les produits horlogers entre la Communauté Economique Européenne ainsi que ses Etats membres et la Confédération suisse.	Traité CEE, art. 113	Signé le 30/6/67. En vigueur depuis le 1/1/68 pour une période indéterminée.	Comité Mixte de l'art. 9 de l'accord horloger Suisse/CEE.	Modifié par liste successive, relative à l'art. 2, J.O. C 251/84. Accord "mixte" car il est signé également par les Etats Membres.
Non publié, voir : SEC (75) 4081	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et la Suisse en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement.	Traité CEE	Signé le 12/12/75. En vigueur à partir du 12/12/75 pour une période indéterminée	Consultations de fonctionnaires à haut niveau	

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 242/78 page 1	Accord de coopération entre la Communauté Européenne de l'énergie atomique et la Confédération suisse dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée et de la physique des plasmas.	Traité CEEA Art. 101 deuxième alinéa	Entré en vigueur le 30/5/79. Durée de facto indéterminée car elle est liée à l'existence de programmes communautaires	Comité Fusion Euratom/Suisse (art. 16)	Modifié par protocole ad hoc, voir : J.O. L 116/82.
J.O. L 357/80 page 130	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse en raison de l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CEE Art. 113 Traité d'adhésion Grèce/CEE. Accord Suisse/CEE	Signé le 17/7/80. Entré en vigueur le 1/1/81. Renouvelé à partir du 1/3/88 (date d'entrée en vigueur). Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Suisse/CEE. Voir supra	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et la Confédération suisse à la suite de l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CECA Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Suisse/CECA	Signé le 6/11/80. A fait l'objet d'un renouvellement entré en vigueur le 1/3/88 Durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Suisse/CECA. Voir supra	Accord signé par les E.M. membres de la CECA.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole complémentaire à l'accord additionnel sur la validité pour la Principauté de Liechtenstein de l'Accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la Confédération suisse à la suite de l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Suisse/CECA	Signé le 6/11/80. Durée indéterminée	Comité Mixte de l'accord Suisse/CECA. Voir supra	Accord signé par les E.M. membres de la CECA.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 187/84 page 1	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse instaurant une collaboration directe entre les services de répression des fraudes des Etats membres de la Communauté et les services compétents de la Suisse	Traité CEE	Signé le 15/10/84. Durée indéterminée. Dénonciation : préavis écrit d'un an.	Echanges d'information (points 2 à 5) par les services intéressés.	Objectif: collaboration des services chargés du contrôle officiel des vins. Accord qui étend ses effets à la principauté de Liechtenstein.
J.O. L 309/85 page 22	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération Suisse relatif au régime des échanges concernant les soupes, sauces et condiments.	Traité CEE art. 113	Signé le 18/11/85. Le régime entrera en vigueur le 1/1/86 pour une durée indéterminée.	En l'absence de dispositions ad hoc, Comité mixte de l'Accord Suisse/CEE	Avec, en annexe, tableaux qui modifient le protocole n° 2 de l'accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération Suisse et la Communauté Economique Européenne.
J.O. L 313/85 page 5	Accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés Européennes et la Confédération Suisse.	Traité CEE Traité CEEA	Signé le 8/1/86. Entrée en vigueur le 17/7/87. Durée indéterminée.	Comité Mixte appelé "Comité recherche Suisse/Communauté" (art.10 et 11).	Accord qui établit un cadre englobant l'ensemble de la coopération dans les domaines de la recherche. Pour les domaines couverts par le traité CECA, un protocole séparé pourra être conclu (art.12). Les domaines spécifiques de la coopération feront également objet d'accords ad hoc.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 337/86 page 120	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération Suisse à la suite de l'adhésion du royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE Art. 113	Signé le 14.7.86. Entrée en vigueur prévue par le protocole: 1/3/86 (art. 18). Durée indéterminée.	Comité mixte de l'accord Suisse/CEE.	Voir aussi l'échange de lettres concernant l'importation en Espagne des produits de la Sous-position 84.41 AI du T.D.C. Modifications ou dérogations voir: deuxième et troisième protocole additionnel, L 136/89 et L 206/ 89.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/86 page 38	Accord sous forme d'échange de lettres portant sur les produits agricoles transformés non couvert par l'accord entre la Communauté Economique et la Confédération Suisse.	Traité CEE Art. 13	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Commission Mixte	Accord établi en vue de tenir compte de l'adhésion des pays ibériques.
J.O. L 328/86 page 98	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération Suisse relatif au domaine de l'agriculture et de la pêche.	Traité CEE Art. 13	Signé le 14/7/86. Durée indéterminée.	Commission Mixte	L'accord se compose de 5 échanges de lettres et contient la clause concernant les Iles Canaries et Ceuta et Melilla.
Non publié	Accord entre les états membres de la CECA et la confédération Suisse à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CECA. Accord Suisse/CECA.	Signé le 14/7/86 pour une période indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Suisse/CEE	Voir aussi le protocole complémentaire à l'accord additionnel sur la validité pour la principauté de Liechtenstein de cet accord (également signé le 14/7/86).

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 295/89 page 29	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent.	Traité CEE art. 113	Signé le 12/7/89. Entré en vigueur le 1/11/90 pour une durée indéterminée.	Comité Mixte de l'accord Suisse/CEE	Les parties contractant ce protocole ont notamment inséré dans l'accord, signé le 22/7/72 (voir J.O. L 300/72), un art. 13 bis, art. 13 ter et art. 24 bis, remplacé l'art. 7, annexe 7, et art. 27 ainsi qu'ajouté un protocole n° 6.
J.O. L 400/89 page 26	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse relatif aux systèmes de transfert électronique de données à usage commercial.	Traité CEE art. 235	Signé le 7/12/89. Entré en vigueur le 1/2/90 pour la durée du programme TEDIS, 1988/1989. Le nouveau programme, TEDIS II a été approuvé pour application jusqu'au 30.6.1994.		Objectifs du programme: coordination du développement des systèmes de transfert de données électroniques pour le commerce, l'industrie et l'administration, dans la perspective des besoins spécifiques des utilisateurs, en particulier des petites et moyennes entreprises.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/90 page 51	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en oeuvre de COMETT II (1990-1994).	Traité CEE art. 235	Signé le 19/12/89. Entré en vigueur le 1/1/90 pour la durée du programme (art. 15).	Comité mixte (art. 7).	L'accord prévoit une série de mesures, visant à promouvoir la coopération entre les universités et les entreprises suisses, d'une part, et les universités et entreprises de la Communauté, d'autre part, portant notamment sur la formation initiale et continue aux technologies.
J.O. C 287/90 page 3	Accord de coopération de recherche et développement en matière de gestion des déchets radioactifs entre la Communauté européenne de l'Energie Atomique et la société coopérative nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs de la Suisse.	Traité CEEA art. 101	Signé et entré en vigueur le 17/10/90 pour une période de 5 ans (art. X)	Rencontres d'administrateurs une fois par an. art. V	Objectifs : échange d'information sur les travaux menés de part et d'autre en la matière, et notamment les investigations sur des formations géologiques cristallines comme une possibilité de dépôt. Caractérisation et surveillance des déchets à haute radioactivité.
J.O. L 291/90 p.2	Accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse instaurant une procédure d'échange d'informations dans le domaine des réglementations techniques.	Traité CEE art. 113	Signé le 19.12.1989 Entré en vigueur le 1.11.1990 période d'essai initiale de deux ans (art. 5) Prorogé tacitement La base juridique sera renégociée en 1994.	Consultation des parties contractantes dans le cadre de la coopération instituée entre experts de la CE et des Etats membres de l'AELE (art.13).	Accord qui définit notamment les procédures prévues contre les obstacles techniques aux échanges.

PAYS : SUISSE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 205/91 p. 2	Accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie.	Traité CEE art.57 (2) et art. 235	Signé le 10.10.1989. Au sujet de la période s'écoulant entre la signature et l'entrée en vigueur de l'accord, voir "Déclaration commune" au J.O. L 205/91, page 45. en vigueur le 1.1.1993	Comité mixte (art. 37).	Accord d'un grand intérêt juridique. Il vise à assurer sur une base de réciprocité aux entreprises d'assurances non vie, dont le siège social se trouve dans la Communauté ou en Suisse, des conditions d'accès et d'exercice identique sur le territoire de l'autre partie contractante. Cet accord est le premier que la CEE fait en matière de droit d'établissement dans le secteur des assurances et des services en général. Il établit notamment la possibilité non discriminatoire pour les compagnies d'assurance de constituer des agences et succursales dans le territoire respectif des parties contractantes sans que celles-ci aient une marge de solvabilité séparée.
J.O. L 332/91 p.52	Accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme ERASMUS.	Traité CEE art. 235	Signé le 9 octobre 1991 entré en vigueur le 1.11.1991 Prévu pour une durée de cinq ans.	Comité mixte (art. 6)	Accord qui ouvre et régit la participation aux actions du programme ERASMUS en ce qui concerne la Suisse.
J.O. L 373/92 p.28	Accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse sur le transport de marchandises par rail et par route.	Traité CEE art. 75	Signé le 2.5.1992 Prévu pour une période de douze ans se terminant le 21.1.2005 Entré en vigueur le 22.1.1993	Comité mixte, composé des représentants des Etats membres et présidé par le représentant de la Commission (art. 4).	Le but de cet accord est de renforcer la coopération dans ce domaine et notamment en matière de trafic de transit à travers les Alpes par la mise en place de mesures coordonnées en vue de promouvoir le transport ferroviaire et notamment le transport combiné. Les problèmes concernant environnement et santé sont considérés. L'accord n'est pas encore en vigueur au 31.12.92 malgré le fait que le Parlement suisse l'ait déjà ratifié. En effet, sans être une condition pour l'entrée en vigueur de celui-ci, des accords bilatéraux dans le domaine des transports aériens et par route doivent venir compléter cet ensemble et garantir aux transporteurs routiers et aériens suisses l'accès au marché communautaire. Ces accords sont de la plus grande importance, suite à la non participation de la République helvétique à l'accord sur l'EEE et au manque d'intérêt pour une adhésion à l'UE de la part de la Suisse.

PECO et CEI

PAYS : C.E.I. (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 68/90 pages 1 et 2	Accord entre la Communauté économique européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Union des Républiques socialistes Soviétiques concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.	Traité CEE art. 113 et 235. Traité CEEA art.101 par. 2.	Signé le 18/12/89. Entré en vigueur le 1/4.1990. Prévu pour une période initiale de 10 ans. Reconduction automatique sauf dénonciation écrite six mois avant l'expiration.	Commission Mixte (art.22).	Premier accord signé entre les Communautés européennes et l'URSS. Il est non préférentiel et couvre le commerce de tous les produits à l'exception de ceux qui relèvent de la CECA, des produits textiles et des produits halieutiques faisant objet d'accords ad hoc. En ce qui concerne les <u>échanges commerciaux</u> , élimination progressive des restrictions quantitatives avec clause d'examen en 1992. Pour les éventuelles difficultés graves il est prévu une clause de sauvegarde. Sur le plan de la <u>coopération commerciale</u> , les objectifs sont du type le plus étendu prévu dans les accords communautaires. Toutefois, un des volets essentiels de cet accord est celui qui concerne la <u>coopération économique</u> qui prévoit nommément objectifs, secteurs et mesures adéquats, tout en laissant à la Commission mixte le soin de cerner les actions à mettre en oeuvre. Cet accord est assorti de 3 annexes d'une déclaration conjointe et d'un accord sous forme d'échange de lettres concernant l'application à titre expérimental d'un nouveau régime d'importation (Testausschreibung. Voir J.O. L 68/90, pages 18 et 19).

(*) En fin d'année 1992, on peut noter que, pendant que les négociations d'"accords de partenariat" suivent leur cours, la CEI a hérité de tous les accords et engagements internationaux de l'ancienne URSS, suite à sa dissolution par l'accord de Minsk (8.12.1991) et aux décisions prises à cette occasion. Les membres de la CEI sont au nombre de 10 : Fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Turkménistan. En ce qui concerne les Communautés européennes, ce régime est provisoire, puisque de nouveaux accords ad hoc sont négociés. L'accord de partenariat et de coopération avec la Russie, renégocié sur base d'un nouveau mandat établi en novembre 1993, aurait dû se conclure en fin d'année 1993. Toutefois les négociations sont ralenties en raison de difficultés liées notamment à l'accès des banques étrangères et le commerce des matériaux nucléaires, ainsi que les transports maritimes.
L'accord de partenariat et de coopération avec l'Ukraine (négociations ouvertes le 26.3.1993) sera repris sur un mandat élargi et le paraphe est prévu début 1994. Les deux autres pays concernés par de semblables négociations sont la Biélorussie et le Kazakhstan.

PAYS : C.E.I.

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
L 164/91 p. 2	Accord entre la Communauté économique européenne et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113	Paraphé le 11 décembre 1989. Application à partir du 1.1.1990	Consultations entre les parties (art. 3) selon les procédures de l'art. 18.	Mise en application : voir Décision CEE 89/674 (J.O. L 397/89. Conclusion du Conseil du 3 juin 1991. Les buts sont définis à l'art. 1. Les règles d'auto-limitation à l'art. 2. Assorti de 3 annexes et 4 protocoles, ainsi que de 7 procès-verbaux approuvés et que d'un accord sous forme d'échange de lettres. Cet accord (expiration prévue fin 1992) a continué à être appliqué après la dissolution de l'Union selon le principe "premier venu, premier servi". En mars 1993, le Conseil a autorisé l'ouverture de négociations pour des accords séparés qui devront établir notamment des contingents pour les principaux exportateurs ; Russie, Ukraine et Biélorussie. Les accords séparés reprendront les dispositions de l'ancien accord avec l'URSS, avec les adaptations résultant de l'entrée en vigueur de l'EEE.
J.O. L 202/91 p. 39	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et l'Union des républiques socialistes soviétiques relatif à une garantie de crédit pour assurer l'exportation de produits agricoles et alimentaires de la Communauté vers l'Union soviétique.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 26.11.1992	Echange d'informations et consultations si nécessaire (point VIII).	Le but est d'instaurer une garantie de crédit pour l'exportation de produits agricoles et alimentaires.

PAYS : BULGARIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié.	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire de Bulgarie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113	Paraphé le 13/7/86. Pas encore signé. Aplication provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/91 Prolongé jusqu'au 31/12/1993.	Consultations entre les parties (art. 14). Système de contrôle à deux "étages" (Protocole A).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/496/CEE) du 11/12/86. Cet accord appartient à la nouvelle génération d'accords textiles, modifiés par rapport aux anciens accords. Modifications : voir J.O. L 53/91, p.18. et J.O. L 90/92, pages 1, 165 et 188. Les prolongations sont entrées en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée.
J.O. L 43/82 pages 12,18 et 20 et J.O. L 95/90, page 2	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire de Bulgarie sur le commerce dans le secteur ovine et caprin.	Traité CEE, art. 113	En vigueur à partir du 1/1/82 jusqu'au 31/3/84. Renouvelé ensuite. Modifié et renouvelé en mars 1990. Nouvellement reconduit jusqu'au 31.12.1993.	Consultations entre les parties (point 9).	Accord assorti d'un deuxième échange de lettres concernant les sujets des consultations prévues au point 9 de l'accord Bulgarie/CEE et d'un troisième échange de lettres concernant le point 2 de ce même accord. Voir aussi J.O. L 154/84. Prorogation tacite par périodes de deux ans, sauf dénonciation écrite notifiée au moins six mois avant la date d'expiration de chaque période. Modifié par accord sous forme d'échange de lettres : voir J.O. L 95/90 page 2. Prorogé par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 17/93, p. 7).

PAYS : BULGARIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 291/90 p.8	Accord de Commerce et de coopération commerciale et économique entre la Communauté Economique européenne et la République populaire de Bulgarie.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 8/5/1990. Prévu pour une durée initiale de dix ans.	Commission Mixte (art. 23)	Accord commercial non-préférentiel. Contient la clause de la nation la plus favorisée, une clause de sauvegarde et une clause de prix, plus une clause de révision, qui agirait notamment en cas d'adhésion de la Bulgarie au GATT. Prévoit un régime pour les <u>échanges commerciaux</u> qui s'applique aux échanges de produits industriels et agricoles, à l'exception de ceux couverts par le Traité CECA ou par les accords sectoriels concernant les produits textiles et agricoles. En ce qui concerne la <u>coopération commerciale</u> l'accord prévoit promotion, développement, diversification des échanges. La <u>coopération économique</u> est un volet très important : les objectifs sont nombreux et s'appliquent à une longue liste de secteurs, jusqu'à la formation et la recherche. Cet accord est resté comme toile de fond en 1993, étant donné le blocage de l'accord intérimaire.
Non encore publié	Accord européen créant une association entre les Communautés européennes, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 238	Paraphé le 22.12.1992 Signé le 8.3.1993 Pas encore en vigueur	Conseil d'association. (art. 105)	Accord mixte. Accord d'association du type préalable à une éventuelle adhésion. Prévoit un échéancier et une approche par étapes. Il se situe comme une novation et un approfondissement par rapport à l'accord précédent, qui reste valable en attendant l'entrée en vigueur de celui-ci. Des améliorations et concessions supplémentaires ont été apportées par protocole additionnel (voir J.O. L 25/94)

PAYS : BULGARIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 323/93 pp. 2 et 193	Accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part et la Bulgarie d'autre part.	Traité CEE art. 113 Traité CECA 1er alinea art. 95	Paraphé le 22.12.1992. Signé le 8.3.1993 Entré en vigueur le 31.12.1993 (suite à la modification de l'art.51 de l'accord).	Comité mixte (art. 39)	Accord qui anticipe l'application des dispositions commerciales contenues dans l'accord européen, et qui amplifie les dispositions de l'accord du 8.5.1990. Le paraphe de cet accord a été considéré suffisant pour le but ci-dessus. En effet, il est appliqué depuis le 1.1.1994. Des améliorations et concessions supplémentaires ont été apportées par protocole additionnel (voir J.O. L 25/94) Pour les modalités d'application, voir aussi J.O. L 333/93, p. 16).
J.O. L 337/93 p. 1	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la république de Bulgarie relatif à l'établissement réciproque de contingents tarifaires pour certains vins	Traité CEE art. 113	Signé le 29.11.1993 en vigueur le 31.12.1993	Consultations entre les parties qui pourraient mener également à la modification de l'accord (point 8)	Ces deux accords se présentent comme des actes bien distincts par rapport à l'accord d'association duquel ils ne sont pas parties intégrantes; toutefois, ils se placent dans le cadre du rapprochement global et de l'approfondissement des relations commerciales entre cet Etat et l'Union européenne étant directement liées aux mesures régies par la politique commerciale et agricole commune.
J.O. L 337/93 p. 11	Accord entre la Communauté européenne et la république de Bulgarie relatif à la protection réciproque et au contrôle des dénominations de vins	Traité CEE art. 113	Signé le 29.11.1993 en vigueur le 1.2.1994	Consultation entre les parties (art.16)	

PAYS : BULGARIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 25/94 p. 26	Protocole additionnel à l'accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la république de Bulgarie ainsi qu'à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la république de Bulgarie	Traité CEE art. 113	Signé le 21.12.1993		Acte rendu nécessaire, après la réunion du Conseil européen de Copenhague les 21 et 22 juin 1993, pour entériner les conclusions et dans l'attente de l'entrée en vigueur des protocoles. Le premier texte de cet accord, avant modification avait figuré au J.O. L 323/93, p. 1

PAYS : HONGRIE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 150/81 page 6 et 10 et J.O. L 95/90 page 7	Echange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire hongroise sur le commerce dans le secteur ovin et caprin.	Traité CEE, art. 113	Signé le 10/7/81. Entrée en vigueur rétroactive au 1/1/81. Applicable jusqu'au 31/3/84. Renouvelé le 23/7/84. Modifié et renouvelé en mars 1990. Cette adaptation est prolongée au 31.12.1993	Consultations entre les parties (point 9).	Accord d'autolimitation. Le point 2 ainsi que le point 9 du premier échange de lettres ont fait l'objet d'échange de lettres ad hoc (J.O. L 150/81, p.13 et 15) et J.O. L 154/84 (avec erreur matérielle rectifiée par nouvel échange de lettres voir J.O. L 191/85). Prorogation tacite par période de 2 ans, sauf dénonciation écrite au moins 6 mois avant la date d'expiration de chaque période. Modifié par accord sous forme d'échange de lettres voir J.O. L 95/90 page 7. Le régime pour 1993 fait l'objet d'une décision du 17.12.1992 (voir J.O. L 17/93, p. 12).
Non encore publié. Décision du Conseil. Voir J.O. L 331/87 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire hongroise sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres art. 4	Paraphé le 11/7/87. Pas encore signé. Application provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongé par la suite pour l'année 1993.	Consultations entre les parties (art. 5-8).	Accord d'autolimitation, modifié par rapport aux accords textiles précédents. N'a pas encore fait objet d'une signature mais, ainsi qu'il en a été pour d'autres accords textiles, il est néanmoins appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil 87/549/CEE du 11/12/86. Pour la mise en application du procès-verbal agréé modifiant l'accord, voir J.O. L 285/90, p. 26. et J.O. L 90/92, p. 71. Pour modifications, voir J.O. L 53/91, p. 23 et L 400/93, page 391. Les prolongations sont entrées en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. A l'occasion de la prolongation pour l'année 1993, le protocole additionnel apporte les modifications nécessaires dans le cadre des nouvelles relations.

(*) Demande d'adhésion

PAYS : HONGRIE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 327/88 page 1	Accord sur le commerce et la coopération économique et commerciale entre la Communauté économique européenne et la République Populaire Hongroise	Traité CEE art. 113	Signé le 26/9/88. Entré en vigueur le 1/12/88. Suspendu (voir observations accord intérimaire page suivante).	Commission Mixte	L'accord prévoit l'élimination de toutes les restrictions quantitatives "spécifiques" aux exportations hongroises vers la Communauté tout en respectant le Protocole hongrois d'adhésion au GATT. En contrepartie la Hongrie s'engage à octroyer un traitement non-discriminatoire aux produits et aux entreprises de la Communauté dans le respect de leurs quotas, de leurs systèmes de licences et de leurs facilités commerciales. Accord de grande importance car il fut le premier dans le cadre de la nouvelle politique entre la CEE et l' ex Comecon.
J.O. L 347/93 p.1	Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part et la république de Hongrie, d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 238	Signé le 16.12.1991 notification des procédures accomplies le 13.12.1993 Entrera en vigueur le 1.2.1994	Conseil d'association (art.102)	Accord mixte "ratione materiae". Accord d'association du type préalable à une éventuelle adhésion. Prévoit un échéancier et une approche par étapes devrait être mise en vigueur en 1993, mais ne le sera que début 1994. En 1996, la Communauté évaluera les résultats obtenus sur les plans de la transformation du système politique et et de l'intégration aux C.E. par différentes initiatives et notamment la libéralisation des échanges, l'harmonisation des législations, la coopération politique, etc. Un premier memorandum des pays du Triangle a été présenté au Sommet du 28.10.1992.

PAYS : HONGRIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 116/92 p. 1	Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la république de Hongrie, d'autre part.	Traité CEE art. 13 Traité CECA art. 95	Signé le 16.12.1991 Entré en vigueur le 1.3.1992. Il reste valable jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord européen, car il est prorogé "sine die" au-delà du 31.12.1992 par accord sous forme d'échange de lettres J.O. L 408/92) signé le 12.12.1992	Comité mixte institué par l'Accord de 1989 (art. 37) qui aura un pouvoir décisionnel et contraignant.	Cet accord a été conclu pour mettre immédiatement en application les relations commerciales et les mesures d'accompagnement contenues dans l'accord européen d'association. L'accord intérimaire est à tel point calqué sur les parties correspondantes de l'Accord européen que ses articles font référence entre parenthèses aux articles correspondants de cet Accord non en vigueur. D'autre part, l'Accord sur le commerce et la coopération commerciale et économique signé en 1989 est suspendu (art. 2 et art. 3 § 2 à 17) mais reste notamment valable en ce qui concerne le comité mixte. Les protocoles de 1 à 7 ainsi que les annexes I à XI et XIII font partie intégrante de cet accord. Modif. voir J.O. L 364/92, p. 1 et L 13/93, p. 23. Pour la conclusion au nom de la CECA, voir J.O. L 151/92 p. 25.
J.O. L 407/92 p.48	Accords sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république de Hongrie modifiant l'échange de lettres relatif au transit et remplaçant les échanges de lettres relatifs aux infrastructures de transport terrestre, signés à Bruxelles le 16 décembre 1991.	Traité CEE art. 75	Applicable à partir du 1.3.1992 entré en vigueur le 10.12.1992 et jusqu'au plus tard le 31.12.1994 (voir point ii) § 3)	Non prévue dans l'échange de lettres	Accord rendu nécessaire par l'exigence de modifier l'échange de lettres relatif au transit signé en même temps que l'accord européen d'association et l'accord intérimaire le 16.12.1991 A défaut de normalisation des conditions de transit par le territoire de l'ancienne Yougoslavie ce régime sera réexaminé avant le 31.12.1992.

PAYS : HONGRIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 337/93 p.84	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la république de Hongrie relatif à l'établissement réciproque de contingents tarifaires pour certains vins	Traité CE art.113	Signé le 29.11.1993 Viendra à expiration le 31.12 1998 (point 10, 2e alinéa)	Consultation entre les parties(point 8) pouvant décider modification de l'accord.	Contient une annexe, un échange de lettres, une deuxième annexe et une déclaration commune qui en font partie intégrante.
J.O. L 337/93 p.94	Accord entre la Communauté européenne et la république de Hongrie relatif à la protection réciproque et au contrôle des dénominations de vins	Traité CE art. 113 Accord d'association Hongrie/CE Accord intérimaire	Signé le 29.11.1993 Assistance mutuelle des autorités de contrôle voir Titre II, art. 9 et 10.		Contient une annexe, un protocole, deux échanges de lettres (concernant l'art. 4 de l'accord) et trois déclarations qui en font partie intégrante.
J.O. L 25/94 p. 7	Protocole additionnel à l'accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la république de Hongrie ainsi qu'à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la république de Hongrie.	Traité CEE art. 113	Signé le 22.12.1993 Application provisoire à partir du 1.7.1993.		Acte rendu nécessaire, après la réunion du Conseil européen de Copenhague les 21 et 22 juin 1993, pour entériner les conclusions et dans l'attente de l'entrée en vigueur des protocoles. Le premier texte de cet accord, avant modification de son art. 6, avait figuré au J.O. L 195/93, p. 42

PAYS : POLOGNE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié. Décision du Conseil. Voir J.O. L 156/87 page 40	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire de Pologne sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, Art. 113. Arrangement multifibres, art. 4.	Paraphé le 27/6/86. Pas encore signé. Application provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/1991. Mise en application provisoire, voir J.O. L 285/90, p. 22). Prolongation jusqu'au 31.12.1993.	Consultations entre les parties (art. 14). Coopération administrative. (Protocole A, Titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/300/CEE) du 11/12/86. Accord textile de la nouvelle génération garde la clause "anti-fraude", mais ne contient plus la clause "anti-surge". Modifié par procès-verbal agréé voir J.O. L 285/90 page 22. Pour modifications : voir J.O. L 53/91, p. 26 ainsi que protocole dans JO L 90/92, p. 114. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. A l'occasion de sa prolongation, l'accord a été modifié par un protocole additionnel (voir J.O. L 410/92, p. 461).
J.O. L 137/81 page 1 et 13 et J.O. L 95/90 page 12	Echange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire de Pologne sur le commerce dans le secteur ovin et caprin.	Traité CEE, Art. 113	Signé le 16/9/81. Entrée en vigueur rétroactive au 1/1/81. Prévu jusqu'au 31/3/84. Renouvelé ensuite. Modifié et renouvelé en mars 1990. Adaptation prolongée jusqu'au 31.12.1993.	Consultations entre les parties (point 8).	Accord d'autolimitation. Prorogation tacite par périodes d'un an, sauf dénonciation écrite notifiée au moins 6 mois avant la date d'expiration de chaque période. Modifié par accord sous forme d'échange de lettres voir J.O. L 95/90 page 12. Le régime pour 1993 fait l'objet d'une décision du 17.12.1992 et l'accord sous forme d'échange de lettres a été publié dans le J.O. L 17/93.
J.O. L 339/89 page 1	Accord de Commerce et de coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la République de Pologne.	Traité CEE, Art. 113 et 235	Signé le 19/9/89 Accord suspendu par l'accord intérimaire (J.O. L 114/92). Prendra fin avec l'entrée en vigueur de l'accord européen.	Commission Mixte	Accord qui couvre aussi bien les produits industriels (à l'exclusion des produits CECA qui font l'objet d'arrangements ad hoc) que les produits agricoles. Clause de la Nation la plus favorisée, clause de sauvegarde et clause de prix figurent dans cet accord. La coopération est aussi sophistiquée et étendue que possible.

(*) Demande d'adhésion

PAYS : POLOGNE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 322/91 p. 17	Protocole concernant le commerce et la coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) d'une part et la république de Pologne, d'autre part.	Traité CECA art. 95	Prend fin avec l'expiration de l'accord de commerce précédent, c'est-à-dire avec l'entrée en vigueur de l'accord européen.	Non prévue expressis verbis.	Acte qui n'a pas le caractère d'accord mixte, car applique les articles 2 et 3 de l'accord CECA (voir préambule).
J.O. L 348/93	accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part et la république de Pologne, d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 238	Signé le 16.12.1991 ratifié par la Pologne le 6.7.1992 Mise en vigueur début 1994.	Conseil 'Association (art. 102)	Accord d'association du type préalable à une éventuelle adhésion. Prévoit un échéancier et une approche par étapes. En 1996, la Communauté évaluera les résultats obtenus sur les plans de la transformation du système politique et de l'intégration aux C.E. obtenue grâce à différentes initiatives, notamment la libéralisation des échanges, l'harmonisation des législations, la coopération politique, etc. Un premier memorandum des pays du Triangle a été présenté au Sommet du 28.10.1992.
J.O. L 114/92 p. 1	Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la république de Pologne, d'autre part.	Traité CEE art. 113 Traité CECA art. 95	Signé le 16.12.1991 Entré en vigueur le 1.3.1992. Il reste valable jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord européen, car il est prorogé "sine die" au-delà du 31.12.1992 par accord sous forme d'échange de lettres J.O. L 408/92) signé le 12.12.1992	Comité mixte institué par l'Accord de 1989 (art. 37) qui aura un pouvoir décisionnel et contraignant.	Cet accord a été conclu pour mettre immédiatement en application les relations commerciales et les mesures d'accompagnement contenues dans l'accord européen d'association. L'accord intérimaire est à tel point calqué sur les parties correspondantes de l'Accord européen que ses articles font référence entre parenthèses aux articles correspondants de cet Accord non encore en vigueur. D'autre part, l'Accord sur le commerce et la coopération commerciale et économique signé en 1989 est suspendu (art. 2 et art. 3 § 2 à 17) mais reste notamment valable en ce qui concerne le comité mixte. Les protocoles de 1 à 7 ainsi que les annexes I à XI et XIII font partie intégrante de cet accord. Modif. voir J.O. L 364/92, p. 1. Pour la conclusion au nom de la CECA, voir J.O. L 151/92 p. 23. Voir aussi J.O. L 319/93 concernant certaines modalités d'application, ainsi que J.O. L 200/93. Voir rectificatif dans J.O. L 13/93, p. 21.

PAYS : POLOGNE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 25/94 p. 1	Protocole additionnel à l'accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la république de Pologne ainsi qu'à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la république de Pologne.	Traité CEE art. 113	Signé le 5.1.1994 Application provisoire à partir du 1.7.1993.		Acte rendu nécessaire, après la réunion du Conseil européen de Copenhague les 21 et 22 juin 1993, pour entériner les conclusions et dans l'attente de l'entrée en vigueur des protocoles. Le premier texte de cet accord, avant modification de son art. 5, avait figuré au J.O. L 195/93, p. 45

PAYS : ROUMANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié Décision du Conseil Voir J.O. L 318/87 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République socialiste de Roumanie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres art. 4	Non encore signé. Application provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongé jusqu'au 31/12/1994.	Procédures de consultation particulières (art. 8, par. 2). Coopération administrative. (Protocole A, Titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil 87/536/CEE du 11/12/86. Accord textile de la nouvelle génération : garde la clause "anti-fraude" mais ne contient plus la clause "anti-surge". Modifications : voir L 53/91, p. 30 ainsi que J.O. L 90/92 pages 1, 56 et 91. Une prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. En ce qui concerne les années 1993 et 1994, voir J.O. L 410/92, pp. 1 et 337.
J.O. L 137/81, pages 2 et 21	Echange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République socialiste de Roumanie sur le commerce dans le secteur ovín et caprin.	Traité CEE, Art. 113	Signé le 28/4/1981. Renouvelé le 25.2.1985.	Consultations entre les parties (point 10).	Accord d'autolimitation. Il est reconductible. Modifié le 25/2/85. Le point 2 de cet accord a fait l'objet d'un arrangement, prorogé par échanges de lettres (voir J.O. L 96/85, page 30), signé le 15/4/85.
J.O. L 79/91 p.12	Accord de commerce et de coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et la République de Roumanie	Traité CEE art. 113 et 235	Paraphé le 8/6/90. Signé le 22/10/90. Prévu pour une période de 5 ans.	Commission Mixte instituée par l'accord. (art. 22)	Remplace l'accord sur le commerce des produits industriels de 1980 ainsi que l'accord relatif à la création de la commission mixte du 28/7/80 car il prévoit un cadre plus large et mieux défini pour les relations réciproques. Les produits sidérurgiques sont traités dans un arrangement séparé, renouvelable annuellement, alors que les produits textiles, également exclus, font l'objet d'un accord ad hoc. Cet accord devient caduc avec l'entrée en vigueur de l'accord européen d'association.

PAYS : ROUMANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part et la république de Roumanie, d'autre part.	Traité CEE art. 238 et 113	Signé le 1er.2.1993	Conseil d'Association (art. 106)	Accord mixte. Accord d'association européen du type préalable à une éventuelle adhésion. Prévoit un échéancier et une approche par étapes. Les accords d'association avec les PECO et donc la Roumanie, prévoient, outre la réalisation progressive d'une zone de libre-échange, la libre circulation des travailleurs, la libéralisation des échanges de services, le rapprochement des dispositions législatives et une intensification de la coopération économique, sociale et financière, mais aussi le dialogue politique et la coopération culturelle, aspects qui, renforçant les libertés économiques et politiques, constituent la base même de l'association. Voir, pour ces pays, les initiatives mises en oeuvre dans le cadre du programme PHARE. Voir ultra J.O. L 25/94.
J.O. L 81/93 p.2	Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la république de Roumanie, d'autre part.	Traité CEE art.113 Traité CECA art. 95	Paraphé le 17.11.1992 Signé le 1.2.1993 Entré en vigueur le 1.5.1993	Commission mixte (art. 39) et institution de sous-comités ad hoc.	Accord qui anticipe l'application des dispositions commerciales contenues dans l'accord européen. Le paraphe de cet accord a été considéré suffisant pour le but ci-dessus. Voir aussi J.O. L 333/93 qui, se rattachant à cet accord intérimaire, fixe des modalités pour les produits agricoles. Voir ultre J.O. L 25/94.
J.O. L 337/93 p.178	Accord entre la Communauté européenne et la Roumanie relatif au contrôle et à la protection réciproque des dénominations de vins	Traité CE art. 113 Accord d'association Roumanie/CEE Accord intérimaire	Signé le 26.11.1993 Entrera en vigueur le 1.3.1994	Assistance mutuelle des autorités de contrôle (voir Titre III, art. 9 et 10).	Contient une annexe, un protocole et deux déclarations qui en font partie intégrante.

PAYS : ROUMANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 337/93 p. 172	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la Roumanie relatif à l'établissement réciproque de contingents tarifaires pour certains vins	Traité CE art. 113	Signé le 26.11.1993 en vigueur le 1.2.1994 Viendra à expiration le 31.12.1997 (point 10, 2ème alinéa	Consultations entre les parties(point 8) pouvant porter jusqu'à modification de l'accord.	
J.O. L 25/94 p.21	Protocole additionnel à l'accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la république de Roumanie ainsi qu'à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la république de Roumanie	Traité CEE art. 113	Signé le 21.12.1993		Acte rendu nécessaire, après la réunion du Conseil européen de Copenhague les 21 et 22 juin 1993, pour entériner les conclusions et dans l'attente de l'entrée en vigueur des protocoles. Le premier texte de cet accord, avant modification avait figuré au J.O. L 81/93, p. 2

PAYS : République Fédérative Tchèque et Slovaque (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Accord non encore publié. Décision du Conseil, voir J.O. L 287/87, page 89.	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Tchécoslovaquie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113, AMF, art. 4	Paraphé le 19/6/86. Pas encore signé. Application provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongé jusqu'au 31/12/1992 et ensuite à titre provisoire nouvellement renouvelé le 1er janvier 1993	Consultations entre les parties (art. 14). Coopération administrative. (Protocole A, titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/498/CEE) du 11/12/86. Accord textile de la nouvelle génération garde la clause "anti-fraude", mais ne contient plus la clause "anti-surge". Modifications : voir J.O 13/91 p. 17 et 53/91, p.34, avec mise en application, ainsi que J.O. L 90/92 p. 21 pour protocole signé le 6.9.1991. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Le renouvellement pour 1993 concerne globalement la Tchécoslovaquie, malgré la scission de l'Etat.
J.O. L 204/82, page 29 et J.O L 95/90 page 21	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République fédérale tchèque et slovaque sur le commerce dans le secteur ovin et caprin.	Traité CEE, art. 113	Signé le 5/11/82. En vigueur rétroactivement du 1/1/82 jusqu'au 31/3/84 (poit 13). Reconduit ensuite. Reconduit et modifié en mars 1990 et le 23.12.1992.	Consultations entre les parties (point 9).	Accord d'autolimitation. Complété par deux échanges de lettres relatifs, respectivement, aux points 2 et 9 de cet accord. Il est reconductible tacitement à moins de dénonciation moyennant préavis écrit de 6 mois. Voir aussi J.O. L 154/84. Modifié par accord sous forme d'échange de lettres, voir J.O. L 95/90 page 21. ainsi que par accord sous forme d'échange de lettres, signé le 23.12.1992

(*) En ce qui concerne les accords tels que renégociés après la scission de l'Etat en deux républiques indépendantes, voir pages suivantes (République tchèque, page 95, et République slovaque, page 94).

PAYS : République Fédérative Tchèque et Slovaque

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 291/90 p.28	Accord concernant le commerce et la coopération commerciale et économique entre la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique d'une part et la République fédérale tchèque et slovaque d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 235. Traité CEEA, art. 101, par. 2.	Signé le 7 mai 1990. Prévu pour une période initiale de dix ans. Entré en vigueur le 1.11.1990. Reste un régime de référence jusqu'à l'entrée en vigueur des Accords européens avec les deux Républiques.	Commission Mixte	Remplace un accord qui avait été signé le 19/12/88 prévoyant un régime moins perfectionné. Le présent accord contient notamment un important chapitre sur la coopération économique y compris en matière d'énergie et de sécurité nucléaire. Les produits relevant du traité CECA sont couverts par arrangement séparé. C'est un accord commercial non préférentiel. Il prévoit la clause de la nation la plus favorisée. En ce qui concerne la <u>coopération commerciale</u> , l'accord prévoit la promotion, le développement et la diversification des échanges. Il fixe aussi le cadre de la <u>coopération économique</u> tant en ce qui concerne les objectifs que les secteurs auxquels elle s'applique, en indiquant également les mesures à adopter. En décembre 1990, le Conseil des Communautés Européennes est parvenu à un accord complet sur les directives de négociation en vue d'établir un futur accord du type accord d'association.
Non encore publié	Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part et la république fédérative tchèque et slovaque, d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 238	Signé le 16.12.1991 Non encore en vigueur N.B. A donné lieu à deux accords séparés concernant les deux républiques après scission de la République fédérative.	Conseil d'association art. 102	Accord mixte "ratione materiae" Non seulement l'entrée en vigueur de cet accord, mais également celle des accords similaires concernant les autres pays du Triangle de Visegrad a été retardée du fait de la scission de la Tchécoslovaquie. Il est aussi à remarquer que le 22.4.1992 le Parlement tchécoslovaque avait ratifié l'accord d'association.

PAYS : République Fédérative Tchèque et Slovaque

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 115/92 p. 2	Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République fédérative tchèque et slovaque, d'autre part.	Traité CEE art. 113	Signé le 16 décembre 1992 entré en vigueur le 1er.31.1992 Reste valable jusqu'à l'entrée en vigueur des accords européens conclus avec les deux Républiques, car il est prorogé "sine die" au-delà du 31.12.1992 par accord sous forme d'échange de lettres (J.O. L 408/92)	Comité mixte, institué par l'Accord de 1990 (art. 37) qui aura un pouvoir décisionnel et contraignant.	Cet accord a été conclu pour mettre immédiatement en application les relations commerciales et les mesures d'accompagnement contenues dans l'accord européen d'association. L'accord intérimaire est à tel point calqué sur les parties correspondantes de l'Accord européen que ses articles font référence entre parenthèses aux articles correspondants de cet Accord non en vigueur. D'autre part, l'Accord sur le commerce et la coopération commerciale et économique signé en 1990 est suspendu (art. 2 et art. 3 § 2 à 17) mais reste notamment valable en ce qui concerne le comité mixte. Les protocoles de 1 à 7 ainsi que les annexes I à XI et XIII font partie intégrante de cet accord. Modif. voir J.O. L 364/92, p. 1. et J.O. L 200/93, p.5. Pour la conclusion au nom de la CECA, voir J.O. L 151/92 p. 24.
J.O. L 66/92 p. 13	Protocole concernant le commerce et la coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) d'une part et la république tchèque et slovaque, d'autre part.	Traité CECA art. 95	Prend fin avec l'expiration de l'accord de commerce précédent.	Non prévue expressis verbis.	Accord qui n'a pas le caractère d'accord mixte, car applique les articles 2 et 3 de l'accord CECA (voir préambule).
J.O. L 407/92 p.56	Accords sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république fédérative tchèque et slovaque modifiant l'échange de lettres relatif au transit et remplaçant les échanges de lettres relatifs aux infrastructures de transport terrestre, signés à Bruxelles le 16 décembre 1991.	Traité CEE art. 75	Applicable à partir du 1.3.1992 entré en vigueur le 10.12.1992 et jusqu'au plus tard le 31.12.1994	Non prévue dans l'échange de lettres	Accord rendu nécessaire par l'exigence de modifier l'échange de lettres relatif au transit signé en même temps que l'accord européen d'association et l'accord intérimaire le 16.12.1991 A défaut de normalisation des conditions de transit par le territoire de l'ancienne Yougoslavie ce régime sera réexaminé avant le 31.12.1992.

PAYS : République slovaque

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république slovaque d'autre part.	Traité CEE art.113 et 238	Signé le 4.10.1993	Conseil d'association	Accord mixte "ratione materiae", préalable à une éventuelle adhésion. Etablit une approche par étapes avec échéancier prévisionnel. Les progrès enregistrés dans les domaines-clés (transformation du système politique, libéralisation des échanges, harmonisation des législations, etc.) détermineront l'approche future envers les PECO. L'accord intérimaire qui a été conclu pour mettre en application immédiate le régime commercial et les mesures d'accompagnement (J.O L 115/92) est analysé à la page car il avait été conclu avec la république fédérative, avant la scission.
J.O. L 25/94 p. 17	Protocole additionnel entre la Communauté et la république slovaque à l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier d'une part, et la République fédérative tchèque et slovaque, d'autre part	Traité CEE art. 113 en liaison avec l'art.232(2)	Signé le 21.12.1993 application provisoire rétroactive au 1.7.1993, à l'exception de son art. 6	Commission mixte	modifie l'accord intérimaire afin d'amplifier et accélérer l'octroi de certaines concessions communautaires.
J.O. L 349/93 p.1	Protocole complémentaire entre la communauté européenne et la Communauté du charbon et de l'acier, d'une part, et la république slovaque d'autre part, à l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part et la république fédérative tchèque et slovaque, d'autre part	Traité CEE art. 113	Signé le 21.12.1993 et en vigueur à la même date (art. 10)	Commission mixte.	Voir accord intérimaire J.O. L 115/92, p. Protocole établi en attendant l'entrée en vigueur de l'accord européen, en vue d'adapter cet accord à la dissolution de la République fédérative tchèque et slovaque et à la succession subséquente de la République slovaque à la République fédérative tchèque et slovaque. Vient faire, avec ses annexes, partie intégrante de l'accord intérimaire. Les modifications sont applicables à partir de l'entrée en vigueur de ce protocole, à l'exception de celles mentionnées à l'art. 3 qui seront applicables à partir du 1.1.1994.

PAYS : République tchèque

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
pas encore publié	Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république tchèque d'autre part.	Traité CEE art. 113 et 238	Paraphé le 23.6.1993 signé le 4.10.1993	Conseil d'Association	Accord mixte "ratione materiae", préalable à une éventuelle adhésion. Etablit une approche par étapes avec échéancier prévisionnel. Les progrès enregistrés dans les domaines-clés (transformation du système politique, libéralisation des échanges, harmonisation des législations, etc.) détermineront l'approche future envers les PECO. L'accord intérimaire qui a été conclu pour mettre en application immédiate le régime commercial et les mesures d'accompagnement (J.O L 115/92) est analysé à la page car il avait été conclu avec la république fédérative, avant la scission.
J.O. L 25/94 p. 11	Protocole additionnel entre la Communauté et la république tchèque à l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier d'une part, et la République fédérative tchèque et slovaque, d'autre part	Traité CEE art. 113 en liaison avec l'art.228(2)	Paraphé le 16.7.1993 Signé le 21.12.1993 Application provisoire rétroactive au 1.7.1993 à l'exception de son art. 7.	Commission mixte	modifie l'accord intérimaire afin d'amplifier et accélérer l'octroi de certaines concessions communautaires.
J.O. L 349/93 p.106	Protocole complémentaire entre la communauté européenne et la Communauté du charbon et de l'acier, d'une part, et la république tchèque, d'autre part, à l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part et la république fédérative tchèque et slovaque, d'autre part	Traité CEE art. 113	Signé le 21.12.1993 et en vigueur à la même date (art. 10)	Commission mixte.	Voir accord intérimaire J.O. L 115/92, p. Protocole établi en attendant l'entrée en vigueur de l'accord européen, en vue d'adapter cet accord à la dissolution de la République fédérative tchèque et slovaque et à la succession subséquente de la République tchèque à la République fédérative tchèque et slovaque. Vient faire, avec ses annexes, partie intégrante de l'accord intérimaire. Les modifications sont applicables à partir de l'entrée en vigueur de ce protocole, à l'exception de celles mentionnées à l'art. 3 qui seront applicables à partir du 1.1.1994.

Autres pays d'Europe

PAYS : ALBANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 343/92 p.2	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Albanie concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.	Traité CEE art. 113 et 235.	Signé le 11.5.1992 Entré en vigueur le 1.12.1992. Prévu pour une période initiale de 10 ans.	Commission mixte (voir accord, art. 18). Elle peut décider de créer des groupes de travail ad hoc (art. 18 e).	Accord qui, en l'état actuel des relations politiques, vise un développement harmonieux et une diversification du commerce, aussi bien qu'à encourager "différents types de coopération commerciale et économique". L'art.1 invoque comme élément essentiel de l'accord le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, alors que le préambule fait largement référence à la CSCE. Cet accord est du même type que les accords signés avec les pays baltes. Une disposition (art. 21, § 2) à mi chemin entre la clause évolutive et la clause rebus sic stantibus permet aux parties contractantes d'éventuellement modifier l'accord.

PAYS : ANDORRE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 374/90 page 16	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la principauté d'Andorre.	Traité CEE art. 99 et art. 113.	Entré en vigueur le 1/1/91 pour une durée illimitée.	Comité Mixte (voir accord art. 17)	<p>L'accord prévoit notamment une union douanière et établit les régimes applicables aux produits non couverts par cette union. Il est assorti de plusieurs instruments dont notamment un appendice relatif à la définition de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative. Un accord sous forme d'échange de lettres, signé le 28/6/90, a été nécessaire pour confirmer l'acceptation de cet accord par les deux partenaires (voir J.O. L 374/90 page 13).</p> <p>Voir également JO L 43/91 contenant la décision n° 7/91 du Comité mixte qui prévoit une dérogation à la notion de produits originaires pour certains produits agricoles transformés. Rectificatif au même J.O., p. 55.</p>

PAYS : CHYPRE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 133/73 page 1	Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre.	Traité CEE Art. 238	Signé le 19/12/72. En vigueur depuis le 1/6/73. La première étape devait s'achever le 30/6/77, elle a été prorogée par la suite. Durée indéterminée.	Conseil d'Association (art. 12-14).	1ère étape prorogée par protocole ou de façon autonome : processus de passage à la seconde étape décidé par le Conseil d'Association le 24/11/80. Voir Protocole dans J.O. L 174/81, signé le 18/3/81 et entré en vigueur le 1/7/81. Le protocole concernant le régime devant s'appliquer en 1983 pour les échanges commerciaux est entré en vigueur le 1/12/83, J.O. L 353/83, p. 1 et 7. Ses dispositions ont été prorogées de façon autonome jusqu'au 30/6/84 (J.O. L 369/83 p. 1), nouvellement prorogé jusqu'au 31/12/84, et ensuite jusqu'au 31/12/85. La première étape devait s'achever le 30/6/77; elle a été prorogée par la suite. Le protocole définissant les conditions et modalités de la mise en oeuvre de la seconde étape de l'accord créant une association entre la CEE et la République de Chypre et portant adaptation de certaines dispositions de l'accord a été signé le 19/10/87 et entré en vigueur le 1/1/88 (voir ultra) Le régime prévoit l'achèvement de l'union douanière. (voir J.O. C 343/87) Actuellement, la république de Chypre a présenté sa demande d'adhésion aux CE, que son gouvernement avait souhaité négocier simultanément avec les autres pays candidats (Réunion de la Commission parlementaire mixte du 17.3.1992). Cela n'a pas été le cas pour les problèmes bien connus de la partition de l'Ile. Toutefois, les initiatives se multiplient dans différentes enceintes pour dégager une solution, d'autant plus souhaitée qu'elle permettrait un élargissement de l'Union vers le sud. Le 29.11.1993, des discussions préparatoires aux négociations ont eu lieu à Bruxelles.

(*) Demande d'adhésion

PAYS : CHYPRE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 133/73 page 87	Protocole fixant certaines dispositions relatives à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre en raison de l'adhésion de nouveaux Etats Membres à la CEE.	Traité CEE, art. 238. Traité Adhésion Acte joint art. 108.	Signé le 19/12/72. En vigueur depuis le 1/6/73. Durée indéterminée.	Conseil d'association (art. 12-14).	
J.O. L 339/77, page 2	Protocole additionnel à l'accord créant une association entre la CEE et la République de Chypre + annexe.	Traité CEE. Art. 238	Signé le 15/9/77. Entré en vigueur le 1/6/78. Durée indéterminée.	Conseil d'Association de l'accord CEE/Chypre.	Ce protocole et son annexe font partie intégrante de l'accord d'association. Modification : voir J.O. L 288/85. Il se rapporte ainsi à la définition de la notion de produits originaires et aux méthodes de coopération administrative. Modifié par Règlement 3576/92 dans J.O. L 364/92 ainsi que par décision 1/91 du Conseil d'Association (J.O. L 372/91, p. 37).
J.O. L 172/78, page 2	Protocole complémentaire à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre.	Traité CEE Art. 238	Signé le 11/5/78. Entré en vigueur le 1/7/78. Durée indéterminée.	Conseil d'Association de l'accord Chypre/CEE.	Ce protocole fait partie intégrante de l'accord d'association.
J.O. L 174/81, page 1	Protocole à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre à la suite de l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté.	Traité CEE. Art. 238 Traité adhésion Grèce/CEE	Signé le 12.12.80. Entré en vigueur le 1.8.81. Durée indéterminée.	Conseil d'Association de l'accord Chypre/CEE.	Ce protocole et ses annexes font partie intégrante de l'accord d'association.

PAYS : CHYPRE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 393/87 page 37	Protocole à l'accord d'association entre la Communauté économique européenne et la République de Chypre à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE. Art. 238	Signé le 19/10/87. Durée indéterminée	Conseil d'Association de l'Accord Chypre/CEE	Protocole qui vient faire partie intégrante de l'Accord.
J.O. L 393/87 page 2	Protocole définissant les conditions et modalités de la mise en oeuvre de la seconde étape de l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre et portant adaptation de certaines dispositions de l'accord.	Traité CEE. Art. 238	Signé le 19 octobre 1987 à Luxembourg. Entré en vigueur le 1.1.88 Durée indéterminée.	Conseil d'association de l'Accord Chypre/CEE	<p>Il prévoit la réalisation de l'union douanière en deux phases:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au cours d'une première phase de 10 ans (1988-1997 en principe), Chypre est tenu d'éliminer ses droits de douane sur les produits industriels provenant de la CEE et d'adopter le TDC. Les deux parties suppriment leurs droits de douane sur les produits agricoles couverts par l'accord d'association et faisant l'objet de concessions réciproques. La Communauté augmente progressivement les contingents tarifaires pour les principales exportations agricoles chypriotes. Chypre accordera des concessions pour les exportations communautaires de céréales, viandes bovines et huiles végétales. - Le passage à la deuxième phase (5 ans) devra faire l'objet d'une décision du conseil d'association. Les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la libre circulation des produits agricoles dans l'union douanière seront appliquées. Le protocole, ainsi que ses annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, et les échanges de lettres annexés à l'acte final font partie intégrante de l'accord d'association Chypre/CEE. <p>Modifications : voir J.O. L 181/92, p. 9.</p>

PAYS : CHYPRE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 82/90, page 32	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté Economique Européenne et la République de Chypre.	Traité CEE. Art. 238	1990 - 1993 (entré en vigueur le 1/6/90)	Conseil d'Association de l'accord Chypre/CEE (art. 18). L'exécution, la gestion, et la réalisation des financements sont de la compétence des autorités chypriotes avec contrôle de l'utilisation de la part des CE.	Il suit les protocoles de 1979 et 1984. Ce dernier avait couvert la période jusqu'au 31/12/88 (voir évent. J.O. L 85/84 page 37). Le protocole actuel prévoit un montant global de 62 millions d'écus dont 44 Mio de prêts de la BEI, et 18 Mio de ressources budgétaires de la CE sous forme d'aides non-remboursables (5 Mécus de capitaux à risque et 13 Mécus de subvention). Domaines : infrastructure, coopération technique, formation. Le nouveau et 4ème protocole est prévu pour 1994.

PAYS : ESTONIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 403/92 p.2	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Estonie concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.	Traité CEE art. 113 et 235	Prévu pour une période de 10 ans, avec réserve d'éventuelles modifications (art. 21). Signé le 11.5.1992. Entré en vigueur le 1/3/1993.	Commission mixte (art. 18).	Cet accord, malgré son approche innovatrice, est de type définissable comme "accord de première génération", ne contient pas d'innovations importantes, comparé aux accords plus anciens avec des pays de l'Est ou par rapport au régime dont l'Estonie bénéficiait en tant que membre de l'URSS, mais il représente la première étape de relations contractuelles entre les deux parties, ce qui revêt une importance politique certaine. L'accord avec l'Estonie ne couvre pas le domaine de la CEEA, mais la situation est réglée dans un cadre différent. La coopération financière n'est pas prévue par l'accord actuel, mais l'Estonie a déjà obtenu un prêt de 40 millions d'ECUs qui s'insère dans le paquet prévu par le G 24 pour les pays baltes et qui est destiné notamment à équilibrer la balance des paiements. Le 20 décembre 1993, le Conseil a examiné le projet de mandat pour des nouvelles négociations. Toutefois ce projet n'a pas été retenu dans sa totalité, ayant été jugé trop limité. La Commission prépare actuellement des nouveaux textes pour les soumettre au Conseil début 1994. Les accords qui en résulteront pourraient ne pas être identiques pour les trois pays baltes, mais il devront s'harmoniser avec le régime existant entre ces états et les états scandinaves ayant adhéré à l'UE.
J.O. L 56/92 p. 1	Accord concernant les relations en matière de pêche entre la Communauté économique européenne et la république d'Estonie	Traité CEE art. 43	Valable 10 ans à partir de la date d'entrée en vigueur. Paraphé le 17.7.1992 Signé le 12.5.1993	Consultations entre les parties.	Accord qui vise principalement des mesures de conservation et d'utilisation rationnelle des stocks. L'art. 9 mentionne des contributions financières fournies par la Communauté à l'Estonie, sans pour autant en préciser ni le montant ni les applications éventuelles.

PAYS : ILES FEROE (DANEMARK)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 226/80 page 11	Accord sur la pêche entre la Communauté Economique Européenne d'une part et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des Iles Feroë, d'autre part.	Traité CEE Art. 43	Signé le 15/3/77 et en application provisoire et rétroactive à partir du 1/1/77. (art. 11) L'accord est conclu pour une première période de 10 ans; s'il n'est pas mis fin à l'accord par l'une des parties, il reste en vigueur pour des périodes supplémentaires de six ans, sauf dénonciation (art. 12).	Consultations entre les parties (art. 7)	Basé sur le principe de la réciprocité des pêches. Le régime particulier à concorder annuellement se fixe dans le cadre des consultations entre les parties. L'acte qui résulte de ces consultations est incorporé dans le Droit Communautaire. Pour l'année 1994, le régime a été fixé par accord signé le 12.10.1993.
J.O. L 371/91 p.1	Accord entre la Communauté économique européenne d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroë, d'autre part.	Traité CEE art. 113	Signé le 2.12.1991 entrée en vigueur prévue le 1.1.1992 (art. 36).	Comité mixte(art.30) Grâce à la clause évolutive, le Comité mixte joue un rôle assez important. Il dispose d'un pouvoir décisionnel et contraignant vis-à-vis des parties, lorsque saisi d'un problème spécifique.	Il s'agit d'un accord qui porte sur les relations économiques et commerciales dans leur ensemble, mais qui donne le relief nécessaire au fait que les îles Feroe ont un intérêt vital dans le secteur de la pêche qui constitue l'activité économique essentielle. Annexes et protocoles en font partie intégrante. A remarquer la déclaration relative à la révision de l'accord sur base des futurs régimes EEE. La présence de la clause évolutive (art. 33) apparente cet accord aux accords de type "commercial fort" qui lient la CE aux pays de l'Europe du Nord.

PAYS : GROENLAND (DANEMARK)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 29/85 page 9	Accord en matière de pêche entre la Communauté Economique Européenne d'une part et le gouvernement du Danemark et le Gouvernement local du Groënland d'autre part.	Traité CEE Art. 43	Prévu pour une période de dix ans avec possibilité de prorogation par périodes de six ans. Est entré en vigueur le 1/2/85.	Consultations entre les parties pour les questions concernant l'accord et les protocoles conclus pour son application (art.14).	Il établit les principes et les règles qui régiront les conditions des activités de pêche des navires des Etats membres dans les eaux groënlandaises. Il souligne l'intérêt d'assurer la conservation et la gestion rationnelle des stocks. Il prévoit que la Communauté accorde au Groënland une compensation financière en contrepartie des possibilités de pêche exercées par les pêcheurs communautaires dans les eaux groënlandaises.
J.O. L 252/90 page 2	Deuxième Protocole fixant les conditions de pêche prévues dans l'accord en matière de pêche entre la Communauté économique Européenne d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local du Groënland, d'autre part.	Traité CEE Art. 43	du 1er.1.1990 au 31.12.1994	idem	Remplace le protocole précédent venu à expiration (voir J.O. L 29/85, p. 14). Fixe la compensation financière à 34.250.000 Ecus, payables chaque année au début de la campagne de pêche.

PAYS : LETTONIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 403/92 p.10	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Lettonie concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.	Traité CEE art. 113 et 235	Prévu pour une période de 10 ans, avec réserve d'éventuelles modifications (art. 21). Signé le 11.5.1992. Entré en vigueur le 1.2.1993.	Commission mixte (art. 18). et possibilité de création de groupes de travail ad hoc.	Cet accord, malgré son approche innovatrice de type définissable comme "accord de première génération", ne contient pas d'innovations importantes, comparé aux accords plus anciens avec des pays de l'Est ou par rapport au régime dont la Lettonie bénéficiait en tant que membre de l'URSS, mais il représente la première étape de relations contractuelles entre les deux parties, ce qui revêt une importance politique certaine. L'accord avec la Lettonie ne couvre pas le domaine de la CEEA, mais la situation est réglée dans un cadre différent. La coopération financière n'est pas prévue par l'accord actuel, mais la Lettonie a déjà obtenu un prêt de 80 millions d'ECUS qui s'insère dans le paquet prévu par le G 24 pour les pays baltes et qui est destiné notamment à équilibrer la balance des paiements. Le 20 décembre 1993, le Conseil a examiné le projet de mandat pour des nouvelles négociations. Toutefois ce projet n'a pas été retenu dans sa totalité, ayant été jugé trop limité. La Commission prépare actuellement des nouveaux textes pour les soumettre au Conseil début 1994. Les accords qui en résulteront pourraient ne pas être identiques pour les trois pays baltes, mais il devront s'harmoniser avec le régime existant entre ces états et les états scandinaves ayant adhéré à l'UE.
J.O. L 56/93 p. 5	Accord concernant les relations en matière de pêche entre la Communauté économique européenne et la république de Lettonie	Traité CEE art. 43	Valable 10 ans à partir de la date d'entrée en vigueur. Paraphé le 16.7.1992 Signé le 5.5.1993	Consultations entre les parties.	Accord qui vise principalement des mesures de conservation et d'utilisation rationnelle des stocks. L'art. 9 mentionne des contributions financières fournies par la Communauté à la Lettonie, sans pour autant en préciser ni le montant ni les applications éventuelles.

PAYS : LITUANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 403/92 p.19	Accord entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Lituanie concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.	Traité CEE art. 113 et 235	Prévu pour une période de 10 ans, avec réserve d'éventuelles modifications (art. 21). Signé le 11.5.1992. Entré en vigueur le 1/2/1993.	Commission mixte (art. 18).	<p>Cet accord, de type définissable comme "accord de première génération", ne contient pas d'innovations importantes, comparé aux accords plus anciens avec des pays de l'Est ou par rapport au régime dont la Lituanie bénéficiait en tant que membre de l'URSS, mais il représente la première étape de relations contractuelles entre les deux parties.</p> <p>Concernant la conclusion au titre de la CEEA, voir décision de la Commission, même J.O., page 30.</p> <p>Il est intéressant de noter que, dans la décision du Conseil portant conclusion de l'accord, il est précisé que certaines mesures de coopération dépassent le champ des compétences définies par le Traité, sans que l'accord prenne pour autant la forme d'un accord mixte.</p> <p>Le 20 décembre 1993, le Conseil a examiné le projet de mandat pour des nouvelles négociations. Toutefois ce projet n'a pas été retenu dans sa totalité, ayant été jugé trop limité. La Commission prépare actuellement des nouveaux textes pour les soumettre au Conseil début 1994. Les accords qui en résulteront pourraient ne pas être identiques pour les trois pays baltes, mais il devront s'harmoniser avec le régime existant entre ces états et les états scandinaves ayant adhéré à l'UE.</p>
J.O. L 56/93 p. 9	Accord concernant les relations en matière de pêche entre la Communauté économique européenne et la république de Lituanie	Traité CEE art. 43	Valable 10 ans à partir de la date d'entrée en vigueur. Paraphé le 14.7.1992 Signé le 17.12.1993	Consultations entre les parties.	<p>Accord qui vise principalement des mesures de conservation et d'utilisation rationnelle des stocks.</p> <p>L'art. 9 mentionne des contributions financières fournies par la Communauté à la Lituanie, sans pour autant en préciser ni le montant ni les applications éventuelles.</p>

PAYS : MALTE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations																
J.O. L 61/71 page 1	Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et Malte.	Traité CEE Art. 238	Signé le 5/12/70. Entré en vigueur le 1.4.71. Durée indéterminée.	Conseil d'Association (art. 12-14)	<p>L'accord comporte deux étapes: la première (durée 5 ans) a été deux fois prorogée de façon contractuelle (avec échéance 31.12.80) voir J.O. L 81/76 - J.O. L 304/77 - J.O. L 81/89. Les dispositions commerciales de l'accord et de ses protocoles ont été prorogées de façon autonome jusqu'au 30.6.84 (J.O. L 366/83) et nouvellement prorogées jusqu'au 31/12/85. Successivement la Communauté et Malte ont mis en oeuvre de manière autonome les dispositions commerciales de l'accord qui prévoit des concessions importantes . Les protocoles financiers se sont succédés de la manière suivante: (millions d'écus)</p> <table><thead><tr><th></th><th>BEI</th><th>Prêts spéciaux</th><th>Aides</th></tr></thead><tbody><tr><td>1er protocole (1978-83)</td><td>16</td><td>5</td><td>5</td></tr><tr><td>2ème protocole (1983-88)</td><td>13</td><td>3</td><td>10,5</td></tr><tr><td>3ème protocole (1988-92)</td><td>23</td><td>2,5</td><td>12,5</td></tr></tbody></table> <p>Le nouveau et quatrième protocole est prévu pour 1994 Les prêts à conditions spéciales prévoient une durée de 40 ans, 10 ans de différé, 1% de taux. Concernant la demande d'adhésion aux C.E. avancée par Malte, le Conseil d'association du 8.4.1992 a exprimé le souhait qu'aussitôt après l'avis à élaborer le la part de la Commission des C.E., les négociations éventuelles puissent être entamées .</p> <p>Malte a mis en oeuvre un grand nombre de mesures qui la rapprochent de l'acquis communautaire et a notamment oeuvré pour son entrée dans le réseau BC - NET. Toutefois, d'importantes réformes économiques restent à réaliser dans plusieurs domaines.</p>		BEI	Prêts spéciaux	Aides	1er protocole (1978-83)	16	5	5	2ème protocole (1983-88)	13	3	10,5	3ème protocole (1988-92)	23	2,5	12,5
	BEI	Prêts spéciaux	Aides																		
1er protocole (1978-83)	16	5	5																		
2ème protocole (1983-88)	13	3	10,5																		
3ème protocole (1988-92)	23	2,5	12,5																		

(*) Demande d'adhésion.

PAYS : MALTE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
L 111/76 pages 1 et 11	Protocole fixant certaines dispositions relatives à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et Malte et protocole relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative.	Traité CEE. Article 238	Signé le 4.3.76. Entré en vigueur le 1.6.76. Durée indéterminée	Conseil d'Association (art. 12-14)	Fait partie intégrante de l'accord d'association. Modifications, voir J.O. L 143/84, J.O. L 196/84, J.O. L 44/86 et J.O. L 361/86 et 364/92.
J.O. L 81/89 page 1	Protocole complémentaire à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et Malte .	Traité CEE art. 238	Signé le 14.12.88 Entré en vigueur le 1er avril 1989. Voir protocole qui suit pour la période suivante	Conseil d'association de l'Accord Malte/CEE	Proroge la première étape de l'accord d'association jusqu'au 31 décembre 1990. Il prévoit une amélioration du régime à l'importation dans la Communauté de certains produits (agricoles notamment) originaires de Malte, dans le but de permettre le maintien des courants traditionnels d'échanges dans la situation nouvelle résultant de l'élargissement. Ce protocole et ses annexes font partie intégrante de l'accord d'association. (voir aussi J.O. L 198/90 et L 181/92, p. 9)
J.O. L 116/91 p. 67	Protocole prorogeant la première étape de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et Malte.	Traité CEE art. 238	Signé le 20.12.1990 Entré en vigueur le 1er mai 1991 Durée de facto indéterminée	Conseil d'association de l'accord Malte/CEE.	Voir art. 1 de ce protocole : le premier paragraphe proroge la première étape de l'accord jusqu'au 31.12.1991, alors que le deuxième rend la durée de facto indéterminée, car elle est prorogeable automatiquement, d'année en année, sauf dénonciation d'une des parties avant le 1er juillet de chaque année.

PAYS : MALTE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 81/89 p.10	Protocole à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et Malte à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE. Art. 238	Signé le 14.12.88 Prévu pour une durée indéterminée	Conseil d'association de l'Accord Malte/CEE	Il comporte des mesures à prendre par les deux parties en vue de l'application progressive du régime d'association dans les relations commerciales entre Malte et les deux nouveaux Etats Membres. Ce protocole et ses annexes font partie intégrante de l'accord d'association. Voir aussi J.O. L 198/90 pages 1-5.

PAYS : SAN MARIN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 302/91 p. 12	Accord d'union douanière et de coopération entre la Communauté économique européenne et la république de San Marin.	Traité CEE. art. 113 et 235	Signé le 16.12.1991 Pas encore en vigueur	Comité de Coopération (art. 23)	Accord cadre de coopération. Dans l'attente de sa conclusion et entrée en vigueur les parties ont conclu l'accord intérimaire suivant et, le 27.11.91, ont procédé à un échange de lettres (voir J.O. 3 302/91, page 10).
J.O. L 359/92 p. 13	Accord intérimaire de commerce et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la république de San marin	Traité CEE art. 113 et 235	signé le 27.11.91 entré en vigueur le 1.12.1992	Comité de coopération (art. 13)	Cet accord est approuvé dans le but de rendre provisoirement applicables les dispositions et déclarations de l'accord de coopération précédent. Il est assorti d'une annexe qui désigne les bureaux de douane (5) sis en territoire italien visés à l'article 7 § 1 point a) et de deux déclarations. Voir L 42/93 p.23, 29 et 34 contenant des décisions du Comité de coopération relatives à l'application des règles de l'accord .

PAYS : SLOVENIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 189/93 p.2	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la république de Slovénie.	Traité CEE art.113 et 235.	Paraphé le 5.11.1992. Signé le 5.4.1993 En vigueur le 1.9.93 pour une durée illimitée sauf dénonciation avec préavis de 6 mois.	Conseil de coopération (art. 38) qui dispose d'un pouvoir décisionnel concernant les objectifs de l'accord et est assisté d'un Comité de coopération (art. 41).	Accord qui prévoit une collaboration globale, c'est-à-dire économique, technique et financière La clause évolutive ouvre la perspective d'une étape ultérieure vers un "accord européen d'association" du type préalable à l'adhésion. L'accord contient 5 annexes et un Acte final ainsi que 7 déclarations. En ce qui concerne l'évolution de cet accord, on peut déjà remarquer que les 7/8 décembre 1993 ont eu lieu les premières conversations exploratoires en vue de la négociation d'un accord (européen) d'association. Un protocole additionnel règlera les échanges de produits textiles.
J.O. 189/93 p. 153	Protocole relatif à la coopération financière entre la Communauté économique européenne et la république de Slovénie	Traité CEE art. 235	Signé le 5.4.1993 Entré en vigueur 1.9.1993 Applicable jusqu'en 1997	idem	Ce protocole financier établit entre autres le montant des prêts de la BEI (environ 150 MECUs) destinés à des infrastructures de transport d'intérêt commun (60 Mécus au secteur du chemin de fer et 90 au secteur routier). Il contient une annexe qui en fait partie intégrante, alors que le protocole fait lui-même partie intégrante de l'accord.

PAYS : SLOVENIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 189/93 p.161	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Slovénie dans le domaine des transports	Traité CEE art. 113 Accord Slovénie/CEE art. 7	Signé le 5.4.1993 Entré en vigueur le 29.7.1993	Comité mixte (art. 22)	Cet accord règle des aspects importants de la coopération dans le domaine des transports, en particulier en matière de trafic de transit. Il concerne surtout le transport routier des marchandises, le trafic ferroviaire et le transport combiné, ainsi que les structures y afférentes. Des négociations sur la coopération en matière de transports aériens et maritimes sont envisagées (voir article 5 de l'accord concernant ses objectifs et art. 6 pour les aspects financiers).
Pas encore publié	Accord entre les Etats membres de la CECA d'une part, et de la Slovénie, d'autre part.		Signé le 5.4.1993		Accord mixte

PAYS : TURQUIE (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. n. 217 du 29/12/1964 page 3685 et page 3705	Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie. <u>Annexes</u> : - Protocole provisoire; - Protocole financier	Traité CEE Article 238	Signé le 12/9/63. En vigueur le 1/12/64 pour une durée indéterminée.	Conseil d'Association (art. 6 et art. 23) avec pouvoir de décision pour la réalisation des objectifs fixés par l'accord (art. 22-23) et possibilité de créer des comités ad hoc (art. 24). Il est également compétent pour les différends (art. 25). Sont en outre prévus des contacts entre les organes turcs et européens autres que la Commission (Parlement notamment) (art. 27). Le 30.9.1991, après cinq années d'interruption, le Conseil d'association reprend ses activités. En 1993, est créé, sous la supervision du Conseil d'Association, un "Comité directeur" chargé de faire progresser l'achèvement de l'Union douanière.	Accord établissant une union douanière et visant en principe l'adhésion. Il comporte 3 phases: - une phase préparatoire (durée +/- 5 ans); - une phase transitoire (12 ans) avec mise en place d'une Union douanière; - une phase définitive Ce protocole établit les conditions, les modalités et le rythme de la phase transitoire. En septembre 1982, la Turquie a demandé à reporter l'application de l'art. 10 du Protocole L'Union douanière, dont les conditions ne sont pas encore toutes réunies, est prévue pour 1995. La libre circulation des travailleurs turcs est, elle, prévue pour 1996.
J.O. L 293/72 page 1 page 68 page 57	<u>Annexés</u> (avec effet au 1/1/73): - Protocole additionnel (modifié par échange de lettres, voir J.O. L 34/74); - Protocole financier (un "accord interne relatif au protocole financier" en définit les conditions d'application).		Signé le 23/11/70		Le Conseil des CE a été aussi saisi d'une proposition de règlement visant à l'application de la décision 3/80 du Conseil d'Association étendant le régime de sécurité sociale des Etats Membres des CE aux travailleurs turcs et aux membres de leur famille. Concernant la demande d'adhésion aux C.E., les lecteurs sont renvoyés aux événements rapportés par la presse spécialisée qui relatent au fur et à mesure les progrès d'un cheminement qui n'est pas sans problèmes.

(*) Demande d'adhésion.

PAYS : TURQUIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. n. 217/64 page 3703	Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'accord créant une association et accord relatif au protocole financier.	Traité CEE (notamment art. 238). Accord association Turquie/CEE	Signé le 12/9/63. En vigueur depuis le 17/11/64 pour une durée indéterminée.	idem	
J.O. L 293/72 page 63	Accord relatif aux produits relevant de la CECA.	Traité CECA Traité CEE Art. 232	Signé le 23/11/70. En vigueur depuis le 1/1/73 pour une durée indéterminée.	Consultations entre les parties (art. 4)	Complété par le protocole complémentaire, voir : J.O. L 361/77, page 187. Accord mixte
J.O. L 361/77 page 1	Protocole complémentaire entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie en raison de l'adhésion de nouveaux Etats Membres à la Communauté .	Traité CEE. Art. 113	Signé le 30/6/73. Prévu pour une période indéterminée. Ratifié par la Turquie le 12/11/82. Entré en vigueur le 1/3/86 (J.O. L 48/86).	Conseil d'Association de l'accord Turquie/CEE	Remplace l'accord intérimaire précédent. Il contient un accord interne financier complémentaire (page 217) ainsi qu'un acte final (p. 201).
J.O. L 361/77 p. 187	Protocole complémentaire relatif aux produits relevant de la CECA.	Traité CECA	Entré en vigueur le 1/3/86 (J.O. L 48/86).	Conseil d'association de l'Accord	Accord mixte. Accord interne financier complémentaire.

PAYS : TURQUIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 67/79 page 14	Protocole financier entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie.	Traité CEE. art. 238	Signé le 12/5/77. En vigueur du 1/5/79 au 31/10/81. Aucune disposition en vigueur pour la période en cours.	Conseil d'association Turquie/CEE. Les réalisations de ce protocole sont de la responsabilité des bénéficiaires sous le contrôle de la BEI (art. 8).	<p>Troisième protocole financier. Les négociations du 4e Protocole se sont achevées le 19/6/81.</p> <p>Le 4ème protocole a été paraphé en 1991, mais l'opposition hellénique empêche toujours le déblocage des 600 millions d'Ecus prévus par ce protocole pour le financement de projets de développement et de coopération pendant une période de 5 ans (1991-96). Vraisemblablement, la solution retenue sera celle de la durée de 5 ans à partir de la date d'entrée en vigueur.</p> <p>L'enveloppe devrait s'articuler comme suit : 225 Mécus de prêts de la BEI, 325 Mécus de prêts à conditions spéciales et 50 Mécus d'aides non remboursables.</p> <p>Toutefois, en octobre 1990, pour tenir compte des conséquences de la crise du Golfe les C.E. ont adopté un programme d'assistance économique à la Turquie, la Jordanie et l'Egypte de 1,5 milliards d'Ecus (500 à la charge des C.E. et 1 milliard fourni par les Etats membres séparément).</p> <p>75 millions d'ECUs avaient fait l'objet d'un financement sous forme de don, hors protocole, alors que dans le cadre de la ligne horizontale pour les pays méditerranéens, décidée en juin 1992, la Turquie peut avancer sa participation.</p> <p>A remarquer en outre que le 24.1.1992 la Commission européenne et le gouvernement turc ont mis au point le programme de coopération pour l'année 1992. L'objectif est la relance de l'association CEE/Turquie alors que tous les reliquats de soutiens financiers hors protocole (toujours bloqué) seront utilisés. En novembre 1992 le Conseil d'Association CEE/Turquie s'est prononcé, dans un communiqué conjoint qui clôturait ses travaux, pour le renforcement du dialogue politique et de la coopération.</p>

PAYS : TURQUIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 115/87 page 7	Protocole annexé à l'accord d'association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie à la suite de l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE Art. 238. Traité Adhésion Grèce (art. 118 de l'acte y annexé).	Signé à Bruxelles le 23.7.87 Pas encore ratifié par certains Etats membres.	Conseil d'Association de l'Accord Turquie/CE-	Application en suspens.
Non encore publié	Protocole à l'accord créant une association entre la CEE et la Turquie à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE art. 238	Signé le 23/7/87. Prévu pour une période indéterminée.	Conseil d'Association de l'Accord Turquie/CEE	
Non encore publié	Protocole à l'accord entre les Etats membres de la CECA et la Turquie relatif aux produits relevant de la CECA à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et la République portugaise à la Communauté.	Traité CECA. Accord Turquie/CECA	Signé le 23/7/87 pour une période indéterminée.	Conseil d'association de l'accord Turquie/CEE.	Accord mixte

PAYS : TURQUIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 53/88 page 91	Protocole complémentaire à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie.	Traité CEE. Art. 238	Signé le 22.2.88. Entré en vigueur le 1.4.88. (J.O. L 103/88)	Conseil d'association CEE/Turquie	Protocole réaffirmant le désir des parties de maintenir des courants traditionnels d'exportation de la Turquie vers la Communauté. Il fait partie intégrante de l'accord d'association CEE/Turquie.
J.O. L 192/92 page 60	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie fixant pour la période du 1er novembre 1987 au 31 décembre 1993, le montant additionnel à déduire du prélèvement applicable à l'importation dans la Communauté d'huile d'olive non traitée originaire de Turquie.	Traité CEE. Art. 113	Signé le 25.6.1992 pour la période du 1/11/87 au 31/12/93	idem	Accord préférentiel. Reconductible.

MEDITERRANEE, PROCHE ET MOYEN-ORIENT

PAYS : CONSEIL DE L'UNITE ECONOMIQUE ARABE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 300/82 page 23	Accord de coopération entre le Conseil de l'Unité Economique arabe (CUEA) et les Communautés Européennes.	Traités CEE, CECA CEEa	Signé et en vigueur le 7/6/82 pour une période de 5 ans. Renouvelable.		Accord sui generis visant une coopération dans des domaines d'intérêt commun qui toucheraient entre autres au développement.

PAYS : ETATS ARABES DU GOLFE (Emirats arabes unis, Bahrein, Arabie Saoudite, Oman, Qatar, Kuweit)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 54/89 p.3	Accord de coopération entre d'une part la Communauté Economique Européenne et d'autre part les pays parties à la Charte du conseil de coopération pour les états arabes du Golfe. (l'Etat des Emirats arabes, l'Etat de Bahrein, le Royaume d'Arabie Saoudite, le sultanat d'Oman, l'Etat de Qatar et l'Etat de Koweit).	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 15/6/88 pour une durée illimitée. Entré en vigueur 1.1.1990.	Conseil conjoint de coopération entre la Communauté et les pays du C.C.G. Dispose d'un pouvoir de décision. (art. 12)	Accord qui prévoit une coopération étendue à de nombreux domaines (économie, agriculture, pêche, industrie, science, énergie, technologie, environnement etc.) et en particulier le transfert de technologie, au moyen de joint-ventures, l'analyse en commun du marché du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers. Dans le domaine commercial, l'accord actuel prévoit simplement la clause de la nation la plus favorisée, mais les deux parties ont confirmé leur volonté de conclure un accord commercial supplémentaire visant l'expansion des échanges réciproques. Le dialogue est relancé sur des bases beaucoup plus larges et vise donc un rapport contractuel beaucoup plus sophistiqué. En effet, il a été examiné la perspective du projet d'accord de libre-échange.

PAYS : ALGERIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 263/78, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République algérienne démocratique et populaire.	Traité CEE, art. 238	Signé le 26/4/76. Entré en vigueur le 1/1/78 avec effet au 1/1/79. Durée indéterminée.	Conseil de Coopération (art. 42-46) assisté d'un Comité de Coopération ou tout autre comité ad hoc (art. 45). Compétence étendue aux accords sectoriels (voir ultra).	Accord de coopération "globale". Les dispositions relatives aux échanges ont été mises en vigueur à partir 1/7/76, moyennant un accord intérimaire (voir J.O. L 141/76). Le protocole financier initial, annexé à l'accord, est expiré le 31/10/81. Le nouveau protocole, négocié pour la période du 1/11/81 - 31/10/86 est entré en vigueur le 1/1/83 (montant global 151 millions d'Ecus); voir J.O. L 337/82. Les négociations pour la révision du régime commercial qui ont surtout pour objectif de régler les problèmes soulevés par l'élargissement des C.E., ont abouti au paraphe de l'accord le 20/1/87. Voir aussi modifications au protocole n° 2 dans J.O. L 364/92, p. 1. En octobre 1993, l'Algérie a officiellement demandé l'ouverture de "conversations exploratoires" en vue du remplacement de cet accord pour un accord de partenariat et de co-développement plus en ligne avec la nouvelle approche "euro-maghrebine".
J.O. L 263/78, page 119	Accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la République algérienne démocratique et populaire.	Traité CECA. Accord coop. Algérie/CEE	Signé le 26/4/76. Entré en vigueur seulement le 1/1/78 avec effet au 1/1/79. Durée indéterminée.	Comité Mixte (art. 7).	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : ALGERIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 358/88 page 14	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République algérienne démocratique et populaire concernant l'importation dans la Communauté de concentré de tomates originaires d'Algérie.	Traité CEE, art.113. Accord de coopération Algérie/CEE.	Annuelle	Conseil de Coopération de l'Accord Algérie-CE	Reconductible. Accord préférentiel.
J.O. L 358/88 page 17	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République algérienne démocratique et populaire concernant l'importation dans la Communauté de salades de fruits en conserves originaires d'Algérie.	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération Algérie/CEE.	Annuelle	Conseil de Coopération de l'accord Algérie/CE	Reconductible. Accord préférentiel.

PAYS : ALGERIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République algérienne démocratique et populaire à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE art. 238. Accord Algérie/CEE.	Paraphé le 15/1/87. Prévu pour une période indéterminée.	Conseil de Coopération de l'Accord Algérie/CE	
J.O. L 94/92 p. 14	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République algérienne démocratique et populaire	Traité CEE art. 238	Signé le 20.6.1991 Entré en vigueur le 1.5.1992. prévu pour une période expirant le 21.10.1996.	Conseil de coopération de l'accord Algérie/CE	<p>Pour ce quatrième protocole financier, l'enveloppe globale prévue est de 350 millions d'ECUs avec la répartition suivante :</p> <p>a) 280 millions sous forme de prêts de la BEI dans le cadre de ses ressources propres.</p> <p>b) 52 millions d'ECUs sous forme d'aides non remboursables à inscrire au budget de la CEE.</p> <p>c) 18 millions d'ECUs réservés à la contribution à la formation de capitaux à risques, également imputables au budget communautaire.</p> <p>Voir en outre l'art. 4 concernant les aides non remboursables destinées aux pays méditerranéens dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel, et d'une enveloppe de 300 MECUs. Les domaines et les priorités de la coopération sont aussi établis par ce protocole dont l'art. 9 définit les bénéficiaires. Le Conseil de coopération peut évaluer et examiner les résultats obtenus, ainsi que donner les orientations générales (art. 19).</p>

PAYS : ALGERIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 192/92 p. 55	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la République algérienne démocratique et populaire fixant, pour la période du 1er novembre 1987 au 31 décembre 1993, le montant additionnel à déduire du prélèvement applicable à l'importation, dans la Communauté d'huile d'olive non traitée originaire d'Algérie.	Traité CEE art. 113	Accord signé le 30.6.1992 couvre la période du 1.11.87 au 31.12.1993	Conseil de coopération de l'Accord Algérie/CE.	Reconductible. Accord préférentiel.

PAYS : EGYPTÉ

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 266/78, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe d'Egypte.	Traité CEE, art. 238	Signé le 18/1/77. En vigueur à partir du 1/11/78 pour une période indéterminée débutant le 1/1/79.	Conseil de coopération (art. 37-41). Il peut constituer tout comité propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches (art. 40). ex: Comité pour la coopération économique et commerciale, réuni la première fois le 25.11.92	Accord de coopération "globale". Le volet financier fait l'objet de protocoles séparés. Un nouveau protocole financier négocié pour la période 1/11/81 - 31/10/86, est entré en vigueur le 1/1/83 (montant global 276 millions d'Ecus, voir J.O. L 337/82). Voir aussi J.O. L 266/78 ainsi que pour modifications J.O. L 181/92 et L 364/92. Actuellement, l' Egypte voudrait mettre en oeuvre la procédure de réexamen de l'accord pour en renforcer certains aspects. Modification du Protocole annexé à l'accord (voir J.O. L 288/85 et J.O. L 371/87). Le troisième protocole relatif à la coopération financière et technique a été signé le 26/10/87 avec nouvelle enveloppe financière de 449 MECUs répartis en prêts BEI (249 MECUs) et concours sur ressources budgétaires de la Communauté de 200 MECUs (dont 189 d'aides non remboursables et 11 sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques).
J.O. L 316/79 page 2	Accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la République arabe d'Egypte.	Traité CECA. Accord de coopération Egypte/CEE.	Signé le 18/1/77, entré en vigueur le 1/1/80. Prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 10-12)	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : EGYPTÉ

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe d'Egypte suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE, art. 113. Traité d'adhésion Grèce/CEE. Accord de coopération Egypte/CEE.	Signé le 12/12/80. Déjà appliqué par la Communauté de manière autonome. Prévu pour une durée indéterminée	Organes prévus par l'accord de coopération Egypte/CEE	
Non encore publié	Protocole à l'accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la République arabe d'Egypte, suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité d'adhésion Grèce/CEE. Accord Egypte/CECA.	Signé le 12/12/80. Déjà appliqué par la Communauté de manière autonome. Prévu pour une durée indéterminée.	Comité Mixte prévu par l'accord Egypte/CECA	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : EGYPTÉ

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 297/87 page 10	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe d'Egypte.	Traité CEE art. 238	Signé le 25/6/87. Prévu pour une durée indéterminée.	Comité de coopération économique et financière créé ad hoc (art. 5).	Vient faire partie intégrante de l'accord de coopération. Fixe les adaptations à apporter à certaines dispositions de l'accord afin de permettre le maintien des courants d'exportation de l'Egypte vers la CEE.
Non publié	Protocole à l'accord de coopération CEE/Egypte à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.	Traité CEE art. 238 Accord Egypte/CEE	Signé le 25/6/87. Prévu pour une durée indéterminée.	Conseil de Coopération de l'Accord Egypte/CEE	
Non publié	Protocole à l'accord CECA/Egypte à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.	Traité CECA. Accord Egypte/CECA	Signé le 25/6/87.	Conseil de Coopération de l'Accord Egypte/CECA	Accord mixte.

PAYS : EGYPTÉ

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 94/92 p. 21	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la république arabe d'Egypte.	Traité CEE art. 238	Signé le 26.6.1991 Entré en vigueur le 1.5.1992 Expire le 31.10.1996	Programme indicatif établi d'un commun accord, suivi par échange de vues et examen conjoint final (art. 10 § 2, 3, 4) et possibilité d'intervention du Conseil de coopération pour examen des résultats et orientations générales.	<p>Ce quatrième protocole est doté globalement de 568 millions d'ECUs dont 310 sous forme de prêts de la BEI, 242 sous forme d'aides non remboursables sur le budget communautaire et 16 millions en contribution à la formation de capitaux à risques. Les bénéficiaires de ces mesures sont indiqués à l'art. 9 du protocole, les critères à l'art. 10, §1 et les modalités à l'art. 12 et suivants.</p> <p>Il faut retenir qu'en dehors de ce protocole la CE avait accordé à l'Egypte une aide exceptionnelle de 175 millions d'ECUs pour soutenir l'économie et notamment l'emploi ainsi qu'une partie de la somme dans le cadre de l'enveloppe de 300 millions pour les pays méditerranéens, au titre de <u>l'appui à la politique d'ajustement structurel</u>, dont le déblocage sera fonction des besoins.</p>

PAYS : ISRAEL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 136/75 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Etat d'Israël.	Traité CEE, art. 113	Signé le 11/5/75. Entré en vigueur le 1/7/75 pour une durée indéterminée.	Commission Mixte. Modifiée en Conseil de Coopération par le protocole additionnel dans J.O. L 270/78 (art. 10 - 13)	Accord de libre échange et de coopération. Modification, voir : 2e Protocole additionnel dans J.O. L 102/81 entré en vigueur le 1/10/81. Art. 30 du protocole n° 3 modifié par décision du Conseil de coopération (voir J.O. L 360/83). Troisième protocole additionnel signé le 18/12/84 (voir J.O. L 332/84, page 2), entré en vigueur le 1/1/85. Les négociations pour la révision du régime commercial qui avaient surtout pour objectif de régler les problèmes soulevés par l'élargissement des C.E., ont abouti au paraphe de l'accord le 8/12/1986. Le 20.12.1993, le Conseil de l'UE a établi le mandat de négociations pour un nouvel accord élargi avec Israël. Les améliorations de l'accord devraient porter en particulier sur l'extension de la zone de libre-échange au secteur des services, afin de rééquilibrer, au bénéfice d'Israël, la balance commerciale entre les deux parties, ainsi qu'un accès réciproque aux marchés publics. Israël pourrait participer à certains programmes de recherche communautaire. Le nouvel accord pourrait avoir une durée illimitée et comportera un dialogue politique qui accompagnera les différentes clauses spécifiques aux accords de troisième génération. Un traitement similaire, mutatis mutandis, pourrait être envisagé pour d'autres pays du Machrek. L'attitude de l'UE doit être interprétée comme soutien au processus de paix au Moyen Orient.
J.O. L 165/75 page 62	Accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier d'une part, et l'état d'Israël, d'autre part.	Traité CECA. Accord Israël/CEE	Signé le 11/5/75. Entré en vigueur le 1/5/78 pour une période indéterminée.	Commission Mixte (art. 18 - 20)	Accord mixte "ratione materiae"

PAYS : ISRAEL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 23/77 page 13	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'art. 9 du protocole n°1 de l'accord CEE/Israël et concernant l'importation dans la CEE de concentré de tomates originaires d'Israël.	Traité CEE, art. 113. Accord Israël/CEE	Signé et en vigueur le 28/1/77. Durée indéterminée.		Accord qui constate l'absence de l'échange de lettres prévu par l'art. 9 du protocole n°1 de l'accord et, partant, la suspension de son application. Voir également échange de lettres dans J.O. L 13/76.
J.O. L 270/78, page 1	Protocole additionnel à l'accord CEE/Israël et protocole relatif à la coopération financière.	Traité CEE, art. 238	Signé le 8/2/77. Prévu pour une durée indéterminée.	Conseil de Coopération. L'exécution, la gestion et l'entretien des réalisations faisant l'objet du protocole financier sont de la responsabilité des bénéficiaires avec contrôle de la BEI (art. 5).	Fait partie intégrante de l'accord Israël/CEE. Le protocole additionnel a pour objet d'instaurer une coopération "globale". Le protocole financier, expiré le 31/10/81, renégocié pour la période 1/11/81 - 31/10/86, a été signé le 24/6/83. Il comporte de prêts de la BEI à des conditions normales pour un montant maximal de 40 millions d'Ecus (voir J.O. L 335/83, page 8). Il est entré en vigueur le 1/1/84. Modification du protocole, voir : J.O. L 288/85. Le troisième protocole relatif à la coopération financière a été signé le 15/12/87. Il a porté l'enveloppe financière à 63 millions d'ECUs. Le quatrième protocole, signé le 12.6.1991 est examiné plus loin. Voir aussi les fonds octroyés en tant qu'assistance financière additionnelle sur le budget des CE (approbation du Conseil des CE le 22.7.1991) dans le cadre d'une "aide symétrique" à Israël et aux territoires occupés afin de réduire les impacts négatifs du conflit. Il s'agit d'un prêt à moyen terme à Israël de 160 millions d'ECUs avec bonification d'intérêts pour 27,7 millions, et de 60 millions d'ECUs sous forme d'aide non remboursable au bénéfice des populations des territoires occupés, totalement géré par les ONG sans droit de regard des autorités israéliennes sur les actions communautaires en ces territoires. Parallèlement à cette assistance financière, la Communauté se propose de faciliter l'accès des exportations agricoles des territoires occupés par la suppression de droits de douane résiduels.

PAYS : ISRAEL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 102/81, page 1	Deuxième Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Etat d'Israël.	Traité CEE, art. 113. Accord Israël/CEE, art. 22.	Signé le 18/3/81. Durée indéterminée.	Conseil de Coopération de l'accord Israël/CEE.	Ce protocole prévoit un report de deux ans du calendrier de démobilitation tarifaire pour certains produits industriels ainsi que de la date d'expiration de la clause pour industries naissantes.
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Etat d'Israël suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE, art. 113. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Israël/CEE.	Signé le 12/12/80. Prévu pour une période indéterminée. Déjà appliqué par la Communauté de manière autonome.	Organes prévus par l'accord de coopération Israël/CEE.	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et l'Etat d'Israël suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Israël/CECA.	Signé le 12/12/80. prévu pour une période indéterminée. Déjà appliqué par la Communauté de manière autonome.	Commission Mixte prévue à l'accord Israël/CECA.	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : ISRAEL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 327/88 p. 35	Protocole additionnel (quatrième) à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Etat d'Israël.	Traité CEE art. 238. Accord Israël/CEE. Protocole additionnel (de 1977).	Signé le 15/12/87. Prévu pour une période indéterminée.	Comité de coopération économique et commerciale créé ad hoc (art. 5)	Vient faire partie intégrante de l'accord de coopération. Fixe les adaptations à apporter à certaines dispositions de l'accord afin de permettre le maintien des courants traditionnels d'exportation d'Israël vers la CEE. Modifications : voir JO L 181/92, p. 9 (Règlement du Conseil (CEE) n° 1764/92
Non encore publié	Protocole à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Etat d'Israël à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE art. 238 Accord Israël/CEE.	Signé le 15/12/87. Prévu pour une période indéterminée.	Conseil de coopération de l'accord Israël/CEE.	Pas encore conclu.
Non encore publié	Protocole annexé à l'accord entre les Etats Membres de la CECA et l'Etat d'Israël à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.	Traité CECA Accord Israël/CECA	Signé le 15/12/87. Prévu pour une période indéterminée.	Conseil de coopération de l'Accord Israël/CEE	Accord mixte

PAYS : ISRAEL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 358/88 Page 20	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'article 9 du Protocole n°1 de l'accord entre la CEE et l'Etat d'Israël et concernant l'importation dans la Communauté de salades de fruits en conserves originaires d'Israël.	Traité CEE Art. 113	Signé le 20/3/86 Durée annuelle. Toujours en vigueur.	Conseil de Coopération de l'Accord Israël/CEE	Accord d'autolimitation : Israël s'engage dans l'accord à ce que les quantités fournies à la Communauté n'excèdent pas 220 tonnes par an.
JO L 94/92 p. 46	Protocole relatif à la coopération financière entre la Communauté économique européenne et l'Etat d'Israël	Traité CEE art. 238	Signé le 12 juin 1991 La période prévue expirera le 31 octobre 1996.	Conseil de Coopération. L'exécution, la gestion et l'entretien des réalisations faisant l'objet du protocole financier sont de la responsabilité des bénéficiaires avec contrôle de la BEI (art. 5).	Cet accord régit le financement des projets qui contribueront au développement économique d'Israël. Dans ce but, la Communauté demandera à la BEI de libérer des fonds pouvant aller jusqu'à 82 MECUs. La durée et les conditions des prêts, ainsi que le taux d'intérêt, seront déterminés projet par projet, en même temps que les actions de co-financement.

PAYS : JORDANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 268/78, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume hachémite de Jordanie.	Traité CEE, art. 238	Signé le 18/1/77. Entré en vigueur le 1/1/79 pour une période indéterminée	Conseil de Coopération (art. 34 - 38). Il peut constituer "tout comité propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches" (art. 37).	Accord de coopération "globale". Les dispositions commerciales avaient été mises en vigueur depuis le 1/7/77 par un accord intérimaire (voir J.O. L 126/77). Voir aussi p. 24, le protocole n° 2 annexé à l'accord, modifié par règlement dans JO L 364/92 relatif à la notion de produits originaires et aux méthodes de coopération administrative, ainsi que par règlements (CEE) 3579/91 et 3580/91 dans JO L 345/91/ Le protocole financier initial, annexé à l'accord, est expiré le 31/10/81. Le protocole, négocié pour la période 1/11/81 - 31/10/86 est entré en vigueur le 1/1/83 (montant global 63 millions d'Ecus), voir: J.O. L 337/82. Modifications du protocole annexé à l'accord, voir J.O. L 288/85 et J.O. L 371/87. Le troisième protocole relatif à la coopération financière et technique a été signé le 26/10/87. Il a porté sur une enveloppe globale de 100 M ECUS répartis en prêts B.E.I. (63 M ECUS) et concours budgétaires des Communautés de 37 M ECUS (53 aides non remboursables et 2 sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques). Concernant le nouveau protocole financier, signé le 26.6.1991, voir J.O. L 94/92. Voir également la possibilité pour la Jordanie d'obtenir des aides non remboursables hors protocole au titre de l'enveloppe globale de 300 MECUS en faveur des pays méditerranéens.
J.O. L 316/79 page 13	Accord entre les Etats membres de la CECA et le Royaume hachémite de Jordanie.	Traité CECA. Accord de coopération Jordanie/CEE.	Signé le 18/1/77, entré en vigueur le 1/1/80. Prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 10 - 12).	Accord mixte "ratione materiae"
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume hachémite de Jordanie suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE. Article 113. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord de coopération Jordanie/CEE.	Signé le 12/12/80. Durée indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Jordanie/CEE.	

PAYS : JORDANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et le Royaume hachémite de Jordanie suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE Accord Jordanie/CECA.	Signé le 12/12/80. Prévu pour une période indéterminée. Déjà appliqué par la Communauté de manière autonome.	Comité Mixte prévu par l'accord Jordanie/CECA.	Accord mixte "ratione materiae", puisqu'il se rallie à l'accord mentionné page précédente (J.O. L 319/79, p. 13).
J.O. L 297/87, page 18	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume hachémite de Jordanie.	Traité CEE art. 238	Signé le 9/7/87. Entré en vigueur le 1/1/88. Prévu pour une durée indéterminée. Modifié en 1992.	Comité de Coopération économique et commerciale créé ad hoc (art. 3)	Vient faire partie intégrante de l'accord de coopération. Fixe les adaptations à apporter à certaines dispositions de l'accord afin de permettre le maintien des courants traditionnels d'exportation de la Jordanie vers les C.E. Modifié par règlement (CEE) 1764/92 du Conseil dans JO L 181/92, p. 9
Non encore publié.	Protocole à l'accord de coopération entre CEE/Jordanie à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.	Traité CEE Art. 238 Accord Jordanie/CEE	Signé le 9/7/87 Prévu pour une durée indéterminée.	Conseil de coopération prévu par l'accord Jordanie/CEE	
J.O. L 94/92 p.30	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et le royaume hachémite de Jordanie.	Traité CEE art. 238.	Signé le 26.6.1991 Entré en vigueur le 1.5.1992 Durée prévue: jusqu'au 31.10.1996	L'exécution, la gestion et l'entretien des réalisations faisant l'objet du protocole sont de la responsabilité de la Jordanie ou des bénéficiaires visés à l'art. 9 (art. 12).	Enveloppe globale du 4ème protocole: 80mECUs sous forme de prêts de la BEI sur ses ressources propres, 44 MECUs sous forme d'aides non remboursables et 2 MECUs sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques, imputables sur les ressources budgétaires de la Communauté.

PAYS : LIBAN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 267/78, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République libanaise.	Traité CEE, art. 238	Signé le 3/5/77. En vigueur à partir du 1/11/78 pour une période indéterminée	Conseil de Coopération (art. 35-39). Il peut constituer "tout comité propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches" (art. 38).	<p>Accord de coopération "globale". Les dispositions commerciales de l'accord ont été mises en vigueur le 1/7/77 par un accord intérimaire (voir J.O. L 133/77). Le protocole financier initial, annexé à l'accord, est expiré le 31/10/81.</p> <p>Le protocole négocié pour la période du 1/11/81 au 31/10/86 est entré en vigueur le 1/1/83 (montant global 50 millions d'Ecus), voir J.O. L 337/82. Modifications du protocole annexé à l'accord voir J.O. L 288/85 et J.O. L 371/87.</p> <p>Le troisième protocole financier a été signé le 21/12/87. Il a porté sur une enveloppe globale de 73 MECUS en prêts BEI (53 MECUS et un concours sur ressources budgétaires de la Communauté de 20 MECUS (19 aides non remboursables et 1 sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques).</p> <p>Voir aussi la possibilité pour le Liban de bénéficier d'aides non remboursables hors protocole au titre de l'enveloppe de 300 MECUS en faveur des pays méditerranéens dans le cadre d'un programme d'ajustements structurels.</p>
J.O. L 316/79, page 24	Accord entre les Etats membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et la République libanaise	Traité CECA. Accord de coopération Liban/CEE.	Signé le 3/5/77, entré en vigueur le 1/1/80. Durée indéterminée.	Comité Mixte (art. 9 -11)	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : LIBAN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République libanaise suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE. Article 113. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord de coopération Liban/CEE.	Signé le 12/12/80. Durée indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Liban/CEE.	
Non encore publié	Protocole à l'accord entre les Etats membres de la CECA et la République libanaise suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE Accord Liban/CECA	Signé le 12/12/80. Durée indéterminée.	Comité Mixte prévu par l'accord Liban/CECA	Accord mixte ratione materiae.
Non encore publié	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République libanaise à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté.	Traité CEE. Article 238.	Signé le 9/7/87. Prévus pour une période indéterminée.	Comité mixte prévu par l'accord Liban/CECA	

PAYS : LIBAN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 297/87 page 29	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République libanaise.	Traité CEE art. 238	Signé le 9/7/87 Prévu pour une durée indéterminée.	Comité de coopération économique et commerciale créé ad hoc (art. 2)	Vient faire partie intégrante de l'accord de coopération. Fixe les adaptations à apporter à certaines dispositions de l'accord afin de permettre le maintien des courants traditionnels d'exportation du Liban vers les C.E. Modifié par Règlement (CEE) n° 1764/92 dans J.O. L 181/92, p. 9.
Non encore publié	Protocole à l'accord CECA/Liban à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté	Traité CECA	Signé le 9/7/87. prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte prévu par l'accord Liban/CECA.	Accord mixte.
J.O. L 94/92 p. 37	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République libanaise.	Traité CEE art. 238	Signé le 18.9.1991 Entré en vigueur le 1.5.1992 Durée prévue : jusqu'au 31.10.1996	Echanges de vues dans le cadre d'un programme indicatif établi d'un commun accord (voir art.10, § 2,3, 4. Conseil de coopération de l'accord Liban/CEE dans les limites fixées par l'art.19.	Enveloppe globale du protocole : 45 MECUs sous forme de prêts de la BEI sur ses ressources propres, 22 MECUs sous forme d'aides non remboursables et 2 MECUs sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques, imputables sur les ressources budgétaires de la Communauté. Parallèlement, voir art. 4 du protocole.

PAYS : MAROC

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 264/78, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc.	Traité CEE, art. 238	Signé le 27/4/76. Entré en vigueur le 1/11/78 pour une période indéterminée prenant effet le 1/1/79.	Conseil de coopération (art. 44 - 48) assisté par un comité de coopération ainsi que tout autre comité ad hoc (art. 47)	<p>Accord de coopération "globale". Précédé par un accord d'association signé, en 1969, pour une durée de 5 ans (voir J.O. L 197/69). Les dispositions commerciales de l'accord de coopération ont été mises en vigueur par un accord intérimaire (voir J.O. L 141/76 et J.O. L 159/77).</p> <p>Modification, voir J.O. L 329/81, 371/87 et 364/92</p> <p>Le protocole financier initial, annexé à l'accord, est expiré le 31/10/81. Le protocole, négocié pour la période 1/11/81 - 31/10/86 est entré en vigueur le 1/1/83 (montant global 50 millions d'Ecus), voir J.O. L 337/82.</p> <p>Le troisième protocole financier, signé le 26/5/88, a porté sur une enveloppe de 324 MECUS dont 173 de subventions imputables sur le budget communautaire et 151 sous forme de prêts de la BEI sur ses ressources propres (voir JO L 224/88). Pour le quatrième protocole, voir plus loin JO L 352, p.14.</p> <p>Egalement à considérer financements éventuels dans le cadre de l'enveloppe de 300 MECUS pour les pays méditerranéens globalement.</p> <p>Par ailleurs, en l'année 1992, ce partenaire de la CE, s'éloignant quelque peu de la grande approche maghrébine, a vécu un nouvel élan vers l'Europe et des conversations exploratoires conjointes ont concerné la possibilité d'un éventuel nouvel accord du type "libre-échange" ou "partenariat" assimilable aux accords conclus avec les PECO qui notamment se baserait sur les principes suivants (Conseil 11/12 mai 1992) :</p> <p>1) dialogue politique; 2) coopération très étendue dans tous les secteurs d'intérêt commun; 3) coopération financière; 4) réalisation progressive d'une zone de libre-échange.</p> <p>Ce projet a évolué depuis et, le 6.12.1993, la Commission a finalement reçu du Conseil un mandat de négociation. La conclusion de cet accord (dont la dénomination exacte : accord d'association ou de partenariat ou accord euro-maghrébin n'a pu être réglée) pourrait intervenir avant la fin de 1994. Ce mandat pourrait éventuellement être amélioré dans l'optique de créer un équilibre entre le régime dont bénéficient actuellement les PECO et celui des états méditerranéens, notamment maghrébins.</p>

PAYS : MAROC

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 264/78, page 119	Accord entre les Etats membres de la Communauté du Charbon et de l'Acier et le Royaume du Maroc.	Traité CECA. accord de coopération Maroc/CEE.	Signé le 27/4/76. Entré en vigueur le 1/11/78 pour une période indéterminée prenant effet le 1/1/79.	Comité Mixte (art. 7 -9)	Accord mixte "ratione materiae".
J.O. L 169/76 page 53	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'article 23 de l'accord de coopération et à l'article 16 de l'accord intérimaire entre la Communauté Economique Européenne et le Maroc concernant l'importation dans la Communauté Economique de sons et remoulages originaires du Maroc	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération et accord intérimaire Maroc/CEE.	Signé et entré en vigueur le 29/6/76 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Maroc/CEE.	Accord préférentiel.

PAYS : MAROC

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 358/88, page 23	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc concernant l'importation dans la Communauté de salade de fruits en conserve originaire du Maroc	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération Maroc/CEE	Annuelle Signé le 2/3/89. Toujours en vigueur.	Organes prévus par l'accord de coopération Maroc/CEE.	Accord préférentiel. Reconductible.
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté	Traité CEE, art. 113. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Maroc/CEE	Pas encore signé. paraphé le 22/7/81. Prévu pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Maroc/CEE.	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et Le Royaume du Maroc suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA. Traité adhésion Grèce/CEE. Accord Maroc/CECA	Pas encore signé. Paraphé le 22/7/81. Prévu pour une période indéterminée.	Comité mixte prévu par l'accord Maroc/CECA.	
J.O. L 224/88 page 18	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la CEE et le Royaume du Maroc.	Traité CEE Art. 238	Signé le 26 mai 88 Entré en vigueur le 1/10/1988 Durée indéterminée	Conseil de coopération.	Accord qui concerne les courants d'échanges commerciaux traditionnels avec les pays méditerranéens. Voir aussi J.O. 264/78, page 97 Modifié par règlement du Conseil n° 1764/92 dans J.O. L 181/92, p. 9.

PAYS : MAROC

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 99/88, page 49	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire de l'accord sur les relations en matière de pêches maritimes entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc.	Traité CEE art. 43 et 113 Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, art. 155, paragraphe 2, point b, art. 167, paragraphe 3, art. 354, paragraphe 4.	Paraphé le 25/2/88. Signé le 26/5/88. Appliqué à titre provisoire à partir du 1/3/88. Prévu pour une durée de 4 ans.	Commission Mixte art. 10	
Non encore publié	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc à la suite de l'adhésion de l'Espagne et de la République Portugaise à la Communauté.	Traité CEE art. 238	Signé le 26/5/88. En vigueur à partir du 1/11/88 pour une durée indéterminée.		
J.O. L 192/92 p. 58 (voir aussi J.O. L 80/91 pour la campagne précédente(p.43).	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc, fixant, pour la période du 1/11/87 au 31/12/93 le montant additionnel à déduire du prélèvement applicable à l'importation dans la Communauté d'huile d'olive non traitée originaire du Maroc.	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération Maroc/CEE.	Signé et entré en vigueur le 6 juillet 1992 Expiré le 31.12.1993	Organes prévus par l'accord de coopération Maroc/CEE.	Accord préférentiel. Reconductible. Les différentes périodes, toujours avec date initiale du 1.11.1987, seront chaque fois reprises dans l'accord prolongé.

PAYS : MAROC

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 352/92 p. 15	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et le royaume du Maroc.	Traité CEE art.238	Signé le 20.6.91 Entré en vigueur 1.7.1993 Expire le 31.10.1996	Conseil de coopération (art. 12 et 19)	4ème protocole financier. Enveloppe globale de 438 MECUS ainsi répartis: 200 MECUS sous forme de prêts de la BEI sur ses ressources propres, 193 MECUS sous forme d'aides non remboursables et 25 MECUS sous forme de contributions à la formation de capitaux à risques imputables sur le budget communautaire. Parallèlement, voir art. 4 du protocole concernant les actions dans le cadre du programme d'ajustement structurel, imputables à l'intérieur de l'enveloppe globale de 300 MECUS.
J.O. L 407/92 p.3	Accord sur les relations en matière de pêches maritimes entre la Communauté économique européenne et le royaume du Maroc et arrêtant des dispositions pour son application.	Traité CEE art 43 et 113	Paraphé le 15.5.1992 Conclu avec effet rétro-actif à compter du 1.5.1992 afin d'éviter le vide juridique. Signé le 21.2.1992 Prévu pour une durée de 4 ans.	Commission mixte ad hoc.	Remplace l'accord précédent (J.O. L 181/88). Mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres signé le 21.12.1992 avec effet rétroactif (J.O. L 217/92). Il s'agit d'un des accords de pêche les plus importants, qui a été précurseur d'un nouveau partenariat, aussi dans ce volet de la coopération. Il prévoit la conservation et l'exploitation rationnelle des stocks de poissons et établit un niveau raisonnable de redevances des armateurs. Il concerne environ 730 navires communautaires, dont 650 espagnols). Cet accord a notamment une grande importance pour l'industrie de pêche de la région d'Andalousie. La contrepartie financière s'élève à 102,1 MECUS par an auxquels il faut ajouter les redevances des armateurs. Les possibilités de pêche demeurent en général au même niveau que celles de l'accord précédent, avec peu d'augmentation. Les changements concernent surtout l'approche de ce problème, important en région méditerranéenne, ainsi que la volonté de procéder à toutes les modifications éventuellement requises par des mutations de la situation. Une révision de l'accord à mi-parcours est prévue pour mai 1994.

PAYS : SYRIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 269/78 page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe syrienne.	Traité CEE, art. 238	Signé le 18/1/77. En vigueur du 1/1/78 pour une période indéterminée.	Conseil de coopération (art. 35-39). Il "peut décider de constituer tout comité propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches"	Accord de coopération "globale". Les dispositions commerciales ont été mises en vigueur le 1/7/77 par un accord intérimaire (voir J.O. L 126/77). Le protocole financier initial, annexé à l'accord, est expiré le 31/10/81.
J.O. L 316/79, page 35	Accord entre les Etats membres de la Communauté Economique Européenne du Charbon et de l'Acier et la République arabe syrienne.	Traité CECA. Accord de coopération Syrie/CEE.	Signé le 18/1/77, entré en vigueur le 1/1/80. Prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 10-12).	Accord mixte "ratione materiae".

PAYS : SYRIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe syrienne suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE art. 113 Traité adhésion Grèce/CEE. Syrie/CEE.	Paraphé en juillet 1981. Prévu pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Syrie/ CEE.	
Non encore publié	Protocole additionnel à l'accord entre les Etats membres de la CECA et la République arabe syrienne suite à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA Traité adhésion Grèce/CEE Accord Syrie/CECA	Paraphé en juillet 1981. Prévu pour une période indéterminée.	Comité Mixte, prévu par l'accord Syrie/CECA.	Accord mixte "ratione materiae".
J.O. L 327/88 page 58	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe syrienne.	Accord de coopération CEE/Syrie	Signé le 16/6/88. Entré en vigueur le 1/12/88 pour une durée indéterminée.	Comité de coopération économique et commerciale, créé ad hoc. (art. 2).	Fait partie intégrante de l'accord de coopération. Il fixe une suppression progressive des droits de douane pour certains produits originaires de Syrie. (voir annexe)

PAYS : SYRIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 352/92 p.22	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne.	Traité CEE art. 238	Signé le 7/2/1991 Entré en vigueur le 1.1.1993	Echange de vues dans le cadre d'un programme indicatif établi d'un commun accord (voir art. 9 points 2, 3, 4) Conseil de coopération de l'accord Syrie/CEE dans les limites de l'art. 18	3ème protocole financier. Le montant global de l'enveloppe financière est fixé à l'art. 2. 146 millions d'ECUs peuvent être engagés à concurrence de 110 millions sous forme de prêt de la BEI et 34 millions sous forme d'aides non remboursables, plus 2 millions sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques, sur les ressources budgétaires de la Communauté. Une partie des aides non remboursables sera octroyée sous forme de bonification d'intérêt de 2 % pour les prêts de la BEI, secteur pétrolier exclu. Voir à l'art. 3 les projets pour les actions de coopération visés et à l'art. 8 les bénéficiaires. Le protocole définit les domaines et les priorités de la coopération ainsi que les procédures financières.
J.O. L 32/94 p. 44	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne.	Traité CEE art.238 en liaison avec l'art. 228, § 3 deuxième alinéa	Signé le 17.7.1991 Sera adopté par le Conseil début 1994 Il couvre une période allant jusqu'au 31.10.1996	Conseil de Coopération de l'accord Syrie/CEE dans les limites de l'art.19	4ème protocole financier. Commencera à fonctionner en 1994. En effet, après sa signature le 17.7.1991, ce protocole avait été bloqué par le Parlement européen pour des raisons de non-respect des droits de l'homme en Syrie. Le feu vert du Parlement a été donné le 15.12.1993. Ce protocole porte sur un montant global de 158 millions d'écus, dont 115 sous forme de prêts de la BEI, 41 sous forme d'aides non remboursables et 2 sous forme de contribution à des capitaux à risques imputables aux ressources budgétaires de la Commission. Les prêts peuvent être assortis de bonification d'intérêts. Voir également art. 4 concernant les modalités et conditions pour l'enveloppe globale de 300 Mécus en faveur des pays méditerranéens. Voir artt. 12 concernant l'exécution, la gestion et l'entretien des réalisations et l'art. 20 pour ce qui a trait au futur de la coopération.

PAYS : TUNISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 265/78 page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne.	Traité CEE, art. 238	Signé le 25/4/76. Entré en vigueur le 1/11/78 pour une période indéterminée commençant le 1/1/79.	Conseil de coopération (art. 43-49) assisté par un comité de coopération ou tout autre comité ad hoc.	Accord de coopération "globale". Précédé par un accord d'association (voir J..O. L 198/69). Les dispositions commerciales de l'accord de coopération ont été mises en vigueur par un accord intérimaire (voir J.O. L 141/76 et J.O. L 185/76). Les négociations pour la révision du régime commercial, qui ont surtout pour objectif de régler les problèmes soulevés par l'élargissement des CE, ont abouti au paraphe de l'accord du 12/12/86. Le protocole n° 2 annexé à l'accord régit la définition de produit originaire ainsi que les méthodes de coopération administrative pour l'application des régimes préférentiels (modification voir J.O. L 364/92). Il est actuellement question de renégocier l'ensemble des rapports entre l'U.E. et la Tunisie sur des bases différentes. Dans le cadre de cet accord des protocoles ad hoc ont réglementé les régimes financiers. Le protocole expiré le 31.10.1991 et portant sur un montant global de 224 M ECUS (93 M ECUS sur les ressources budgétaires et 131 M ECUS de prêts de la B.E.I. 6 M ECUS pris sur les ressources budgétaires réservés à des opérations de capitaux à risques)a été remplacé par un nouveau protocole : voir J.O. 18/92, p. 34.
J.O. L 265/78, page 119	Accord entre les Etats membres de la Communauté du Charbon et de l'Acier et la République tunisienne.	Traité CECA. Accord de coopération Tunisie/CEE.	Signé le 25/4/76. En vigueur du 1/11/78 pour une période indéterminée.	Comité Mixte (art. 7-9).	Accord mixte ratione materiae.

PAYS : TUNISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 169/76, page 19	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'art. 22 de l'accord de coopération et à l'art. 15 de l'accord intérimaire entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne et concernant l'importation dans la Communauté de sons et remoulages originaires de Tunisie.	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération et accord intérimaire Tunisie/CEE.	Signé et en vigueur le 29/6/76 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/CEE.	Accord préférentiel.
J.O. L 296/78, page 1	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne concernant certains vins originaires de Tunisie et bénéficiant d'une appellation d'origine.	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération et accord intérimaire Tunisie/CEE.	Signé et en vigueur le 1/11/78 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/CEE.	Accord préférentiel. Modifié par accord sous forme d'échange de lettre (voir JO L 340 87 page 27).

PAYS : TUNISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 115/83, page 1	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne à la suite de l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CEE art. 238	Signé le 20/7/83 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/CEE.	Assorti de deux annexes qui en font partie intégrante alors que ce protocole fait lui-même partie de l'accord de coopération.
Non encore publié	Protocole à l'accord entre la CECA et la République tunisienne à la suite de l'adhésion de la République hellénique à la Communauté.	Traité CECA	Signé le 20/7/83 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/CEE.	
Non encore publié	Protocole à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et la République portugaise à la Communauté.	Traité CEE, art. 238.	Signé le 26/5/87 pour une période indéterminée.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/ CEE.	Fait partie intégrante de l'accord de coopération. Protocole rendu nécessaire à la suite de l'adhésion, se situe dans le contexte de la politique méditerranéenne de la Communauté élargie. Il confirme d'une part, pour ce qui concerne les produits industriels tunisiens, le principe du libre accès en franchise à la Communauté tout en étendant progressivement ce régime à l'Espagne et au Portugal et, d'autre part, pour ce qui concerne l'exportation de produits agricoles tunisiens, prévoit un ensemble de mesures dont l'objectif est de permettre le maintien des courants traditionnels d'échange. En attendant son entrée en vigueur, des mesures autonomes ont été prises par la CEE, telles que le règlement du Conseil (CEE) n° 3159/87 du 19/10/87 concernant l'huile d'olive.

PAYS : TUNISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 297/87 page 34	Protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne.	Traité CEE art. 238	Signé le 26/5/87. Entré en vigueur le 1/11/87 pour une période indéterminée.	Comité de Coopération économique et commerciale crée ad hoc (art. 5).	Vient faire partie intégrante de l'accord de coopération. Fixe les adaptations à apporter à certaines dispositions de l'accord afin de permettre le maintien des courants traditionnels d'exportation de la Tunisie vers les C.E. Modifications : voir J.O. L 181/92, p. 9.
J.O. L 73/89 page 50	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne et concernant l'importation dans la Communauté Economique Européenne de salades de fruits en conserves originaires de Tunisie.	Traité CEE, art. 113. Accord de coopération Tunisie/CEE.	Annuelle.	Organes prévus par l'accord de coopération Tunisie/CEE.	Accord préférentiel. Reconductible et régulièrement reconduit.

PAYS : TUNISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 56/91, page 21	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République tunisienne fixant le régime applicable, à partir du 1/1/91, à l'importation dans la Communauté d'huile d'olive non traitée originaire de Tunisie.	Traité CEE, art. 113	Signé le 8/3/91 Prévu pour une période indéterminée.	Comité de coopération économique et commerciale.	Accord préférentiel. Le régime applicable, à partir du 1/1/91, a fait l'objet d'un réexamen entre la Communauté et la Tunisie conformément à l'article 4 du protocole additionnel à l'accord de coopération entre la CEE et la République tunisienne. La reconduction du régime fixé au protocole additionnel est destinée à appuyer les efforts entrepris par la Tunisie pour la restructuration du secteur des huiles, en vue notamment de développer la consommation interne d'huile d'olive et les exportations de ce produit sur le marché mondial. Voir aussi J.O. L 56/91 concernant les règles générales pour l'importation d'huile d'olive originaire de Tunisie.
J.O. L 18/92 p. 35	Protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne.	Traité CEE art. 238	Signé le 20.6.1991 En vigueur le 1.2.1992 expire le 31.10.1996	Programme indicatif établi d'un commun accord, suivi par échange de vues et examen conjoint final (art.10, § 2, 3, 4) ainsi que possibilité d'intervenir au Conseil de coopération pour examen des résultats et orientations générales (art.19).	Quatrième protocole financier. Enveloppe globale : 254 MECUs dont 168 sous forme de prêts de la BEI sur ses ressources propres, 101 millions sous forme d'aides non remboursables, ainsi que 15 millions sous forme de contribution à la formation de capitaux à risques sur le budget communautaire. Concernant les objectifs et les actions envisagées, voir art. 3, les bénéficiaires, voir art. 9, les modalités art. 12 et suivants. Voir également art.4 ce qui concerne les financements hors protocole, dans le cadre de l'enveloppe globale de 300 MECUs pour les pays méditerranéens au titre de l'appui à la politique d'ajustement structurel, dont la Tunisie a déjà obtenu 40 MECUs sous forme d'un programme général d'importation, avec utilisation des fonds de contrepartie.

PAYS : YEMEN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 26/85 page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République arabe du Yemen.	Traité CEE. Art. 113 et 235	Signé le 9/10/84. Prévu pour une durée de 5 ans. Entré en vigueur le 1/2/1985. Renouvelé.	Commission Mixte de coopération. (art. 5).	<p>Accord cadre de coopération commerciale, économique et au développement. Cet accord non préférentiel est fondé en matière commerciale sur le régime de la nation la plus favorisée.</p> <p><u>Dans le domaine commercial</u>, les parties s'engagent à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux.</p> <p><u>Dans le domaine économique</u>, les parties s'engagent à favoriser la coopération et notamment à intervenir, au Yemen, dans le secteur agricole et agro-industriel, de la pêche et du tourisme, des ressources humaines, de l'énergie, dans le progrès technologique et scientifique. Un climat favorable aux investissements sera maintenu et accru.</p> <p><u>Dans le domaine du développement</u>, la CEE se déclare prête à poursuivre et à développer sa coopération financière et technique en vue de contribuer au développement du Yemen, actuellement un des pays les plus démunis. C'est à la <u>Commission mixte de coopération de promouvoir et d'étudier les diverses activités de coopération</u> envisagées dans le cadre de l' Accord.</p> <p>En janvier 1992, lors de la réunion de la Commission mixte, la délégation yéménite a exprimé le désir de renforcer et diversifier la coopération. Toutefois, aucune négociation n'est prévue dans l'immédiat.</p>

AMERIQUE DU NORD

PAYS : CANADA (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 60/59, page 1165	Accord de coopération entre la CEEA et le Canada sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique.	Traité CEEA art. 101	Signé le 6/10/59. En vigueur du 18/11/59 au 17/11/69 ensuite reconduit tacitement.	Consultations et visites mutuelles (art. IX, point 3 et art. XIII, point 1).	Amendé par accord sous forme d'échange de lettres du 16/1/78, voir : J.O. L 65/78 et échange de lettres du 18/12/80, voir : J.O. L 27/82. Actualisé et complété par accord sous forme d'échange de lettres modifiant l'accord de coopération entre la Communauté Européenne de l'énergie atomique et le gouvernement du Canada du 6 octobre 1959, concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, ainsi que le protocole y afférent, signé le 21/6/85, (J.O. C 191/85, page 3).
Non publié, voir: SEC(75) 2132 final	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européenne et le Canada en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement.	Traité CEE	Signé le 6/11/75. En vigueur à partir du 6/11/75 pour une période indéterminée.	Rencontres de hauts fonctionnaires.	
J.O. L 260/76 page 1	Accord-cadre de coopération commerciale et économique entre les Communautés Européennes et le Canada.	Traité CEE, art. 113 et art. 235	Signé le 6/7/76. En vigueur à partir du 1/10/76 pour une période indéterminée.	Comité Mixte de coopération (art. IV) assisté de sous-comités ad hoc.	Accord non-préférentiel. Conclu aussi par la Commission (Décision 76/753) en ce qui concerne la CEEA avec, comme base juridique, l'art. 101, deuxième alinéa du Traité instituant la CEEA (voir: J.O. L 260/76, page 22). Après une période moins "dynamique" une nouvelle relance de cet accord a pu se réaliser suite à une rencontre Parlement européen/Parlement canadien (29.10.86). Une réunion au Sommet (Ottawa 24/4/92) a permis de renouer des relations très satisfaisantes, sauf pour le problème de la pêche dans la zone internationale au large de Terre-Neuve.

(*) Pour approfondissement du cadre des rapports existant entre le Canada et les Communautés européennes, voir, à côté de l'Accord-cadre (J.O. L 260/78, p. 1), la Déclaration conjointe du 22.11.1990, similaire à celle USA/CE. Il faut reconnaître aux comportements prescrits par ces déclarations tout au moins un impact de "soft Law".

PAYS : CANADA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 260/76, page 27	Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et le Canada.	Traité CECA, art. 6 et 8	Signé le 26/7/76. Entré en vigueur le 1/2/82 pour une période indéterminée.	Comité Mixte de coopération de l'accord cadre Canada/CEE.	Etend les articles (du 1er au 5ème) de l'accord-cadre de coopération également aux domaines couverts par le Traité CECA.
Non publié voir : COM(80) 290 final	Accord de coopération avec le Canada (EACL) dans le domaine de la gestion des déchets nucléaires.	Traité CEEA, art. 101, troisième alinéa.	Signé le 3/11/80, prévu pour une période initiale de 5 ans. Prolongé en date du 29/11/85. Renouvelé en 1990 Expirera le 30.11.1995	Réunion des administrateurs (art. V) au moins une fois par an.	S'inscrit dans le contexte plus large de l'accord CEEA/Canada et de l'accord-cadre de coopération. Vise plus particulièrement la recherche.

PAYS : CANADA (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié	Déclaration commune d'intention entre la Commission des Communautés Européennes et le gouvernement du Canada ayant pour objet la coopération dans le secteur de la recherche relative aux eaux usées.	Traité CEE. Accord cadre de coopération Canada/CEE art. III.2	Signé le 16/3/83. Durée indéterminée.	Réunions du sous-comité ad hoc du comité mixte de coopération de l' accord cadre Canada/CEE. Deux hauts fonctionnaires sont désignés comme administrateurs.	Accord conclu en application de l'art. III 2 de l'Accord cadre de coopération, qui prévoit des échanges technologiques et scientifiques (voir supra J.O. L 260/76). Rappel est fait également à l'échange de lettres pour les questions d'environnement.
J.O. L 292/84 page 7	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement du Canada concernant l'établissement d'un programme d'observation scientifique dans la zone de réglementation de la convention NAFO .	Traité CEE art. 43	Signé le 14/11/84. Prévu jusqu'au 31/12/87, sauf dénonciation avec préavis de 6 mois. Application provisoire décidée par le Conseil (cf. Régl. (CEE) n°1988/84 dans J.O. L 186/84). toujours en vigueur au 31.12.1992.		Accord qui met en application une résolution de la Commission des pêches de la NAFO, annexée, visant à l'établissement d'un programme d'observation. Des observateurs scientifiques des deux parties contractantes sont réciproquement autorisés à monter à bord des navires lorsqu'ils pêchent dans la zone de réglementation NAFO.

PAYS : CANADA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 340/93 p.3	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada concernant les relations de pêche	Traité CEE art. 43 en liaison avec l'art. 228	En vigueur à partir du 1.1.1994 (voir art.6).		Remplace le régime précédent. L'accord-cadre de 1981 est expiré en 1987, les navires communautaires ayant été exclus des eaux et des ports canadiens. Les divergences concernaient surtout la gestion des pêches dans la zone NAFO. Ce nouvel accord vise à résoudre les problèmes de la conservation et la gestion des ressources de poissons. Il prévoit aussi 1) la réouverture des ports 2) l'accès aux stocks excédentaires dans les eaux canadiennes 3) l'établissement de joint ventures entre entreprises des deux parties. D'autres problèmes en suspens pourraient être réglés prochainement par la Conférence des Nations Unies sur la pêche de haute mer.

PAYS : ETATS-UNIS (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. n° 17/59, page 309	Accord entre la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et le gouvernement des Etats-Unis.	Traité CEEA art. 101, deuxième alinéa.	Signé le 29/5/58. En vigueur à partir du 27/8/58 pour une durée indéterminée.		
J.O. n° 17/59, page 312	Accord de coopération entre la Communauté Européenne de l'énergie atomique (CEEA) et le gouvernement des Etats-Unis concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique.	Traité CEEA Accord CEEA/ Etats-Unis.	Signé le 8/11/58. En vigueur depuis le 18/2/59 et jusqu'au 31/12/85. Prolongé par la suite jusqu'au 31/12/95.	Consultations et échanges de visites "fréquents" (art. XII point c).	Un "avenant" à cet accord a été signé le 11/6/1960 (voir J.O. n°31/61 du 29/4/61). Un "amendement" a été signé en mai 1962 (voir J.O. L 72/62). L'avenant a été amendé en mai 1962 (voir J.O. L 72/62), et en août 1963 (voir J.O. L 139/74).
Non publié	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et les Etats-Unis en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement.	Traité CEE	Signé le 1/7/74. En vigueur à partir du 1/7/74 pour une période indéterminée.	Rencontres de hauts fonctionnaires et éventuellement d'experts.	

(*) Concernant la véritable étendue des relations entre les Etats Unis et les Communautés européennes, allant bien au-delà des actes contractuels proprement dits, voir Déclaration conjointe (Transatlantique) du 22.11.1990, qui contient des véritables normes de "Soft Law", tout en donnant le cadre librement consenti des rapports mutuels.

PAYS : ETATS-UNIS

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié	Accord sous forme d'échange de lettres concernant la coopération et l'échange d'informations dans certains domaines de la sécurité et de l'hygiène du travail.	Traité CEE, art. 235	Durée indéterminée à partir de juin 1979.	Rencontres de fonctionnaires.	
Non publié	Accord sous forme d'échange de lettres au sujet de la coopération en matière de recherche et de développement concernant les énergies renouvelables.	Traité CEE, art. 211	Signé le 17/12/82 pour une période indéterminée.	Rencontres de deux hauts fonctionnaires au moins une fois par an.	
Non publié	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Direction générale des Relations Extérieures de la Communauté Economique Européenne et le "Department of the Treasury" des USA relatif au secteur du vin.	Traité CEE, art. 113	Signé le 26/7/83 pour la CEE et le 26/7/83 pour les USA. Expire le 30.4.1994 Renégociation en cours		Accord qui exprime la volonté de la CEE de procéder aux nécessaires adaptations de sa normative afin de permettre l'importation de certains vins américains ayant fait l'objet de pratiques oenologiques non autorisées dans la Communauté.

PAYS : ETATS-UNIS

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 272/84 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement des USA concernant les pêcheries au large des côtes des Etats-Unis.	Traité CEE, art. 43	En vigueur à partir du 14/11/84. Prévu jusqu'au 1/7/89. Modifié et renouvelé jusqu'au 31.12.1993	Consultations bilatérales (art. XIV).	Accord-cadre. Fixe les droits de pêche des flottes de la CEE au large des côtes américaines, en échange de facilités d'accès à des produits de la pêche américaine sur le marché communautaire. Cet accord intéresse particulièrement la RFA pour le cabillaud, les Pays-Bas pour le maquereau et l'Italie pour les calamars. La période qui a suivi l'expiration de l'accord de 1977 et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent accord a été régie par accord sous forme d'échange de notes, voir J.O. L 208/84 page 56. L'accord a été modifié et renouvelé (voir J.O L 63/89 et L 166/91, p. 84).
J.O. L 46/87, page 49	Accord de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le ministère américain de l'énergie dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée.	Traité CEEA art. 101 deuxième alinéa.	Signé le 15/12/86, en vigueur à la même date pour une période de 10 ans.	Comité de Coordination (art. IV)	Accord de coopération scientifique qui couvre les domaines suivants : tokamaks et autres filières, technologie de la fusion par confinement magnétique, théorie du plasma et de la physique appliquée et d'autres secteurs éventuels. L'accord contient des dispositions en cas d'invention ou découverte ainsi qu'une protection des droits de propriété intellectuelle. Il prévoit aussi un échange de personnel et d'équipement. Parmi les pays auxquels l'accord se réfère sont compris la Suède et la Suisse (art. XVI par. 2).
J.O. L 62/87, page 22	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les préférences méditerranéennes, les agrumes et les pâtes alimentaires.	Traité CEE, art.113	Signé le 24/2/87. Entré en vigueur le 1.10.87 pour une période indéterminée		Accord qui clôture un différend de longue date à propos des effets des accords préférentiels conclus par la CEE dans la région méditerranéenne. Le secteur des pâtes fait l'objet d'un arrangement ad hoc. L'échange de lettres couvre l'accord lui-même, plus une annexe et des lettres d' "accompagnement".

PAYS : ETATS-UNIS

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 275/87 page 36	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les exportations de pâtes alimentaires de la Communauté vers les Etats-Unis d'Amérique.	Traité CEE art. 113	Signé le 15/9/87. Mis en application à titre provisoire le 1/10/87. Toujours en vigueur	Consultation entre les parties (point 9 de l'Arrangement).	L'Accord se compose d'un échange de lettres, de l'arrangement lui-même ainsi que d'une annexe qui en fait partie intégrante. Concerne la position 19.03 du TDC et, avec effet au 1/1/88, les positions 1902.11 et 1902.19 du système harmonisé. La CEE s'engage par cet accord à limiter les "restitutions à l'exportation". Le régime convenu doit être revu tous les trimestres. Cet accord vient compléter l'accord plus général concernant les préférences méditerranéennes, les agrumes et les pâtes alimentaires (voir supra).
J.O. L 301/92 p.32	Accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant l'application au commerce des aéronefs civils de grande capacité de l'Accord du GATT relatif au commerce des aéronefs civils	Traité CEE art. 113	Signé le 17 juillet 1992	Consultations régulières entre les parties (art. 11).	Accord exigé par la nécessité de prévenir les distorsions du commerce attribuables aux aides directes ou indirectes des gouvernements.
J.O. L 68/93 p.1	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'application de la directive communautaire pays tiers (Directive 72/462/CEE du Conseil) et des exigences réglementaires correspondantes des Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les échanges de viandes fraîches bovines et porcines.	Traité CEE art. 113	Signé le 6.11.1992 par la CEE et le 13.11.1992 par les Etats-Unis Entrera en vigueur le 1.7.1994 En attendant, les mesures intérimaires prévues à l'annexe II de l'Accord sont d'application.		Accord qui constate après un examen comparatif des dispositions respectives concernant les exigences sanitaires pour les viandes ovines et porcines, que celles-ci jouissaient pour l'essentiel des mêmes garanties de protection de la santé publique. Sur la base de cette équivalence, l'accord établit des règles très détaillées d'abattage, de stérilisation, d'inspection, etc. Les annexes font partie intégrante de l'Accord.

PAYS : ETATS-UNIS

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 125/93 p.2	Accord sous forme de memorandum d'entente entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant la passation de marchés publics	Traité CEE art. 113	Signé le 25.5.1993 Entrée en vigueur le 25.5.1993 Il prend fin à la première des deux dates suivantes : soit au 30.5.1995, soit à la date d'entrée en vigueur du code élargi (voir art. 7)	Gestion pas prévue en détail, mais on a décidé l'établissement d'une "étude conjointe" (art. 4), qui préparera le régime futur.	Dans l'attente des négociations en vue de réaliser un accord équilibré et global sur les marchés publics et par anticipation sur l'extension du "code" (cadre GATT), cet accord engage les C.E. à octroyer aux soumissionnaires des USA les mêmes avantages qu'à ceux des Etats membres établis dans le cadre des directives 71/305/CEE et 92/50/CEE. Les annexes de cet accord en font partie intégrante Seul le texte en langue anglaise fait foi. L'entrée en vigueur du 25.5.1993 ne concerne pas les marchés publics de services ("autres services" au sens de l'art. 1 § 2) pour lesquels il entre en vigueur après le 1.7.1993.
J.O. L 147/93 p.25	Memorandum d'accord entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les oléagineux dans le cadre du GATT	Traité CEE art. 113	Signé le 3.12.1992	Non prévu dans l'Accord	Accord rendu nécessaire du fait que le régime de soutien de la Communauté en faveur des oléagineux aurait pour conséquence de réduire la valeur des concessions tarifaires que la Communauté a octroyées en 1962 aux Etats Unis. Rectificatif : voir J.O. L 314/93, page 51.

AMERIQUE LATINE

PAYS : GROUPE ANDIN-VENEZUELA, COLOMBIE, PEROU, BOLIVIE, EQUATEUR

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 25/93 page 32	Accord-cadre de coopération entre la Communauté Economique Européenne et l'accord de Cartagène et ses pays membres, Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela.	Traité CEE, art. 113 et art. 235	Paraphé le 26.6.1992 Signé le 23.4.1993.	Commission Mixte de coopération (art. 32), qui reste de même nature que celle instituée en 1983. Sont également maintenues les sous-commissions "science et technologie", "coopération industrielle" et "coopération commerciale". La possibilité de créer d'autres sous-commissions est évoquée au point 3, du même article.	Remplace l' <u>Accord cadre de coopération commerciale, économique et au développement</u> à caractère non préférentiel, en l'élargissant à toute une série de nouveaux domaines de coopération, dont il est prévu expressis verbis le renforcement (art. 2). C'est un accord de "troisième génération" semblable à d'autres accords récents mais contenant des innovations aptes à tenir compte des spécificités des pays andins. Il repose sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme (voir préambule + art. 1). Accord très élaboré, car les domaines de la coopération y sont très étendus et précisés tout au long du texte, alors que la présence de la clause évolutive permet d'inclure des secteurs éventuellement non couverts, moyennant une procédure préalable. Les moyens financiers ne sont pas quantifiés, mais il est prévu une programmation pluriannuelle indicative (art. 31), tant par pays que sur le plan régional (voir art. 33 concernant la "primauté de droit"). A noter que le Pacte Andin de son côté entre dans une nouvelle phase d'intégration, avec la création d'une Union douanière, qui constituerait le premier exemple par mi les pays en développement.

PAYS : ISTHME CENTRE-AMERICAIN (COSTA RICA, EL SALVADOR, GUATEMALA, HONDURAS, NICARAGUA) et PANAMA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 77/93 page 30	Accord-cadre de coopération entre la Communauté Economique Européenne et les républiques de Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 22.2.1993. Conclu pour une période de cinq ans. Renouvelable sur base annuelle sauf dénonciation d'une des parties contractantes six mois avant la date d'expiration	<p>La Commission Mixte de Coopération (art.33), composée de représentants CEE et de représentants des pays de l'Isthme, assistés par des représentants des organes du Traité général d'intégration économique centre américaine, reste la même que celle de l'accord de 1985.</p> <p>Sa tâche est de favoriser les objectifs de l'accord élargi. Elle peut créer si besoin en est, des sous-commissions.</p> <p>Elle est chargée de prendre les dispositions nécessaires à son fonctionnement (calendrier, présidence, etc.).</p>	<p>Ce nouvel accord-cadre remplace l'accord précédent de 1985 (voir J.O. L 172/86) et se présente comme un accord de troisième génération. Il contient la clause NPF et est donc non préférentiel. La coopération fait, expressis verbis, l'objet d'un renforcement (art. 2). Il suit une énumération très détaillée des secteurs d'action prévus dans les domaines de la coopération économique, commerciale et au développement.</p> <p>Dans l'aide au développement, remarquer celle destinée aux populations réfugiées et de souche autochtone.</p> <p>Concernant la coopération, aucun domaine n'est à priori exclu et peut faire l'objet d'un éventuel élargissement.</p> <p>Il est prévu l'appui au processus de démocratisation alors que les clauses classiques des accords de troisième génération ne manquent pas d'être présentes (respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, clause évolutive, actions de lutte contre la drogue, primauté de droit, culture, environnement, etc.).</p> <p>Dans les annexes à l'accord figure une série de déclarations unilatérales au sujet des investissements, des moyens de la coopération et des concessions spéciales accordées dans le cadre du SPG.</p> <p>A souligner que la Communauté européenne a, en dix ans, plus que triplé l'aide à cette zone, soit en 1992 un montant supérieur à 140 MECUs.</p> <p>Cet effort est consenti entre autres en tant qu'appui aux initiatives très concrètes de ces Etats, pour la réalisation d'un système d'intégration (SICA) qui touche à la fois les secteurs économique, social, culturel et politique (Protocole de Tegucigalpa 13.12.1991). Ce système a ses propres organes et institutions, ainsi qu'un secrétariat permanent.</p>

PAYS : ARGENTINE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 275/80, page 13	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République argentine sur le commerce des viandes de mouton et d'agneau.	Traité CEE, art. 113	Signé le 17/10/80. En vigueur à partir du 20/10/80. Reconductible.	Comité consultatif (point 10).	Accord d'autolimitation. Il est reconduit tacitement à moins de dénonciation moyennant préavis écrit d'un an. Le point 2 de cet arrangement fait l'objet d'un échange de lettres (voir J.O. L 251/85 page 58) signé le 22/10/85.
J.O. L 396/89 page 18	Accord sous forme d'échange de lettres portant adaptation de l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Argentine sur le commerce des viandes de mouton, d'agneau et de chèvre.	Traité CEE art. 113.	Entré en vigueur le 1.1.1989 et prévu jusqu'au 31/12/1992 (clause 4). Prorogé en 1993 pour une durée d'un an.	Consultations réalisables sur demande à tout moment (clause 2).	S'inscrit dans le cadre de l'accord principal pour en prévoir des dérogations. Est accompagné d'une annexe sur la procédure de surveillance des prix. Modifié et prorogé en attendant la conclusion des négociations agricoles dans le cadre du GATT pour accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 17/93).
J.O. L 295/90 page 66	Accord-cadre de coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la république argentine.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 2/4/90. Prévu pour une période de 5 ans. Reconductible d'année en année sauf dénonciation.	Commission mixte de coopération (art. 7) avec possibilité de création de sous-commissions ad hoc.	Accompagné d'un échange de lettres concernant les transports maritimes qui en fait partie intégrante. Cet accord constitue un cadre très structuré de coopération commerciale, économique au sens large, et plus particulièrement agricole, industrielle et technologique. En ce qui concerne la coopération, différents secteurs et moyens sont spécifiquement prévus. La présence de la <u>clause évolutive</u> , qui vient s'ajouter au traitement de la nation la plus favorisée, place cet accord dans le cadre d'une typologie très avancée d'accords communautaires. Il est intéressant de remarquer d'une part le dispositif de l'article premier consacré au fondement démocratique de la coopération CEE/Argentine et de l'autre celui de l'art. 8 concernant les "autres accords", qui réitère expressis verbis le cadre juridique dans lequel évolue la politique communautaire envers les pays tiers. Cet accord est parmi les premiers de troisième génération.

PAYS : ARGENTINE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 40/91 p.1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République d'Argentine sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113	Signé le 30/9/86. Appliqué a titre provisoire à partir du 1/1/87. Renouvelé et nouvellement prorogé jusqu'au 31.12.93	Consultations entre les parties.	Accord conclu dans le cadre de l'AMF IV, qui établit le régime d'autolimitation pour certaines catégories de produits. Contient la seule clause "anti-fraude" car les accords couvrant la période 1987-90 ont subi des modifications par rapport aux anciens accords. (Pour la Décision du Conseil sur la mise en application à titre provisoire ainsi que le texte de l'accord tel que négocié voir J.O. L 156/87). La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. (voir J.O. L 90/92). Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 318/93 p. 2	Accord de pêche entre la Communauté économique européenne et la République d'Argentine	Traité CEE art. 43	Paraphé le 30.11.1992. En voie de conclusion. Une fois entré en vigueur il le restera pour une période de 5 ans. Renouvelable par périodes successives de 2 ans, sauf dénonciation avec préavis de 6 mois.	Commission mixte (art. 10)	Il s'agit du premier accord de pêche entre la CEE et un pays d'Amérique latine. Il reflète l'esprit des accords de pêche "de la deuxième génération", c'est-à-dire qui prévoit la création de sociétés mixtes entre armateurs communautaires et argentins ainsi que d'associations temporaires qui bénéficieront d'une aide financière de la CEE. Le régime est tout-à-fait original, il favorise des relations stables, crée un cadre de coopération scientifique et technique, favorise l'approvisionnement du marché communautaire en produits de la pêche, tout en permettant de réduire la capacité de pêche excédentaire. Il offre l'accès à des possibilités de pêche de grande valeur à l'ensemble de la flotte communautaire. L'accord prévoit aussi une coopération bilatérale dans les secteurs de la conservation, l'exploitation rationnelle des ressources et les programmes de recherche, ainsi que l'amélioration des ports et de la formation professionnelle avec un engagement de 28 MECUs de la part des Communautés européennes, l'engagement global étant de 162,5 MECUs sur 5 ans. Accompagné du Protocole I sur les possibilités de pêche et concours financier prévus dans l'accord entre l'Argentine et la Communauté sur les relations concernant la pêche maritime.

PAYS : BRESIL

Référence	Titre de l'accord	B a s e s juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 219/82 p.58	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et le Brésil concernant les importations de manioc en provenance du Brésil et d'autres pays fournisseurs membres du GATT.	Traité CEE art. 113	1982 - 1986. E n s u i t e r e n o u v e l é tacitement	Consultations entre les parties (point 2, e)	Voir observations faites pour accord parallèle Indonésie/CEE.
J.O. L 40/91 p. 1	Accord entre la Communauté économique européenne et la République fédérative du Brésil sur le commerce des produits textiles	Taité CEE art. 113	Paraphé le 12.9.1986. Application à partir du 1.1.1987 Accord valable j u s q u ' a u 31.12.1991 P r o l o n g é jusqu'au 31 .12.1992 Nouvellement prorogé avec m i s e e n a p p l i c a t i o n provisoire au 1.1.1993.	Procédures spéciales de consultation régies par l'art. 15	Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/470/CE) du 11.12.1992. Le régime accordé aux textiles est étendu également aux produits handicraft et handlooms. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

J.O. C 163/92 p. 11	Accord cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et la République fédérative du Brésil	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 26.6.1992 Aura une durée initiale de 5 ans, renouvelable ensuite tacitement chaque année	Commission mixte (art.29).	Accord très flexible et pragmatique. Non préférentiel (Clause NPF). Remplace l'accord de 1982 (voir J.O. 281/82, p. 1). C'est un Accord de " troisième génération", car il se base sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme et il contient la clause évolutive, ainsi qu'une clause de révision. Cet accord étend la coopération à des domaines nouveaux (social, santé, propriété intellectuelle) élargit la coopération économique, vise à promouvoir au plus haut degré les échanges et encourage la coopération industrielle. Parmi les matières traitées, à retenir l'optique régionale, la protection de l'environnement, la coopération dans le secteur minier, dans le secteur du tourisme et des transports, notamment maritimes. Un relief certain est accordé à la lutte contre la drogue.
---------------------------	---	----------------------------------	---	----------------------------------	--

PAYS : CHILI

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 79/91 p.1	Accord - cadre de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la République du Chili.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 20/12/90 Prévu pour une durée de 5 ans Reconductible annuellement ensuite, sauf dénonciation avec préavis de 6 mois. Entré en vigueur le 1er mai 1991.	Commission Mixte de Coopération (art. 17). Elle peut créer des sous-commissions spécialisées et des groupes de travail.	Accompagné en annexe d'un échange de lettres en matière de transports maritimes. Accord de "troisième génération", il se fonde sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme (article premier) alors qu'il prévoit, outre la clause évolutive apte à l'étoffer éventuellement davantage, un régime très complet en ce qui concerne <u>La coopération économique</u> (art. 2) <u>la coopération industrielle</u> (art. 3) et en matière d'environnement, ainsi que des mesures aptes à promouvoir et améliorer les investissements. Il prévoit aussi <u>la coopération scientifique et technologique</u> , la coopération commerciale, le développement social, et une coopération dans le cadre de l'administration publique, de l'information et de la communication. L'art. 15 se soucie d'intégrer les actions éventuelles dans un contexte régional. Il n'est par contre pas spécifié quels seront les moyens car l'art. 16 exige uniquement qu'ils soient "adéquats" . Clause de la NPF (art. 8), ce qui le situe parmi les accords non préférentiels. Clause de la primauté du droit (art.18).

PAYS : COLOMBIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 292/87 page 1	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Colombie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113	Paraphé le 3/6/86, applicabilité prévue à partir du 1/1/87. Accord valable jusqu'au 31/12/91. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties.	Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil du 11/12/86. Conclu par décision du Conseil du 14/9/87. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi accord sous forme d'échange de lettres, dans J.O. L 90/92, p. 105. Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

NB. Les relations entre la Communauté économique européenne et la Colombie ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et le Groupe Andin (voir page 171). La Colombie bénéficie en outre du SPG.

PAYS : GUATEMALA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 292/87, page 25	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République du Guatemala sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113	Signé le 3/12/87. Applicabilité prévue à partir du 1/1/87. Accord valable jusqu'au 31/12/91. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Coopération administrative au moyen d'enquêtes éventuelles.	Appliqué, à titre provisoire, en vertu de la décision du Conseil du 11/12/87. Conclu par décision du Conseil (87/502/CEE) du 14/9/87. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi accord sous forme d'échange de lettres, dans J.O. L 90/92, p. 127. Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

N.B. Les relations entre l' Union européenne et le Guatemala ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord cadre entre la Communauté économique européenne et les pays de l'Isthme centre-américain (voir page 172). Suite au coup d'Etat du 25 mai 1993 et en application des article 1 et 27 de cet Accord, l'Union européenne a suspendu, à titre provisoire, l'aide au Guatemala qui avait été de 140 MECUs, de 1986 à 1993.

PAYS : MEXIQUE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 292/87 page 73	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et les Etats-Unis du Mexique sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113.	Signé le 3/12/87. Applicabilité prévue à partir du 1/1/87. Accord valable jusqu'au 31/12/91. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Coopération administrative au moyen d'enquêtes éventuelles (point 6).	Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil du 11/12/86. Conclu par décision du conseil (87/504/CEE) du 14/9/87. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 19. Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : MEXIQUE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 340/91 p. 1	Accord cadre de coopération entre la Communauté Economique Européenne et les Etats-Unis mexicains.	Traité CEE, art. 113 et art. 235	Signé le 26.4.1991 En vigueur le 1.11.1991 Conclu pour une période de 5 ans Reconductible	Commission Mixte Art. 39. avec possibilité de création de sous-commissions ou groupes de travail ad hoc.	<p>Accord de type plus proche de la nouvelle optique communautaire. Remplace celui de 1975. Toutefois, à la différence d'autres accords plus récents, les dispositions relatives au respect des droits de l'homme figurent uniquement dans une phrase, assez anodine, du préambule, ce qui ne permet pas d'inclure cet accord parmi ceux de troisième génération. Par ailleurs, la coopération y est très étendue et bien agencée. Il est prévu : <u>une coopération économique</u> qui n'exclut à priori aucun secteur (art. 2), <u>une coopération entre institutions financières</u> (art.3). La coopération industrielle et commerciale très vaste, paraît apte à tenir compte de la situation particulière du Mexique dont l'UE est le deuxième partenaire commercial (12%) après les Etats-Unis (73%).</p> <p>Voir aussi articles concernant les investissements (art. 6), la technologie et la propriété intellectuelle (art. 8).</p> <p>D'autres domaines de la coopération englobent le secteur scientifique, agricole et rural, la pêche, le secteur minier, l'information et les télécommunications, les transports, la santé, l'énergie, le tourisme.</p> <p>La lutte contre la drogue est régie par l'art.29. Ne sont par ailleurs oubliées ni culture, ni formation, ni coopération régionale ou administrative.</p> <p>Les moyens financiers de la coopération ne sont pas quantifiés, mais ils ont évoqués à l'art. 38. Cet accord jouit de la "primauté de droit" (art. 40.2).</p> <p>En 1993, la question s'est posée si un nouvel accord, de nature différente, devait être négocié pour resserrer encore plus les liens réciproques. Il semble que la présence de la clause évolutive (art. 45) puisse satisfaire d'éventuelles actions qui viendraient compléter le régime existant.</p>

PAYS : PARAGUAY

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 313/92 p. 71	Accord-cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et la république du Paraguay	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 3.2.1992 Prévu pour une durée de 5 ans Renouvelable d'année en année, sauf dénonciation	Commission mixte de coopération(art.21) Peut créer des sous-commissions ou groupes de travail ad hoc (art.21.3)	Les annexes font partie intégrante de l'accord (SPG et transports maritimes). Accord de "troisième génération". Les références aux principes démocratiques et au respect des droits de l'homme figurent dans le préambule et à l'art. 1. L'appui au processus de démocratisation vient tout de suite après (art. 2). La clause évolutive permet un développement ultérieur de la coopération. Dans le secteur économique, sont à remarquer: la coopération économique, agricole et industrielle, la coopération en matière d'environnement, la création de conditions favorables à l'investissement (art. 7), avec mention d'éventuels accords de protection et de promotion, la coopération scientifique et technologique, commerciale, ainsi que dans les domaines de la santé, de l'administration publique, de la culture et de la communication, de la formation, du tourisme, de la lutte contre la drogue. Il contient la clause de la nation la plus favorisée (art. 9).L'approche régionale n'est pas oubliée. La coopération au développement est régie par l'art. 19, alors que les moyens financiers sont évoqués (art. 20), sans être par ailleurs quantifiés.

PAYS : PEROU

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 40/91 p.73	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République du Pérou sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art.113	Paraphé le 13/6/86. Appliqué à titre provisoire à partir du 1/1/1987. Accord valable jusqu'au 31/12/1990. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Coopération administrative (titre V) et consultations entre les parties	Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/472/CEE) du 11/12/86). La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92 p. 160, contenant aussi des modifications (voir annexe II jointe). Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

NB. Les relations entre la Communauté économique européenne et le Pérou ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord-cadre entre la Communauté économique européenne et le Groupe Andin, (voir page 171).Le Pérou bénéficie en outre du SPG.

PAYS : Uruguay

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 275/80 p. 37	Arrangement sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la république orientale de l'Uruguay sur le commerce des viandes de mouton et d'agneau.	Traité CEE art. 113	en vigueur du 20.10.1980 au 1.4.1984 Renouvelé et nouvellement prorogé jusqu'au 31.12.1993.	Comité consultatif (point 10).	Accord d'autolimitation ne portant pas préjudice des droits et obligations découlant du GATT.
J.O. L 69/90 page 61	Accord sous forme d'échange de lettres portant adaptation de l'arrangement entre la Communauté Economique Européenne et la république de l'Uruguay sur le commerce des viandes de mouton et d'agneau.	Traité CEE, art.113.	Signé le 23/2.1990. Reste en vigueur aussi longtemps que l'accord principal.	Consultations sur libre demande de chacune des parties (clause 2).	Il établit des dérogations temporaires à certaines dispositions de l'accord principal, notamment en vue de la réalisation du marché communautaire unique. Il contient une annexe en matière de surveillance des prix. Nouvellement prorogé pour une durée d'un an, ainsi que l'accord principal par accord sous forme d'échange de lettres (signé le 22.1.1993) en attendant la conclusion des négociations sur le commerce dans le cadre du GATT (voir J.O. L 17/93).

PAYS : Uruguay

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 40/91 p.111	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République orientale de l'Uruguay sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113.	Paraphé le 10/11/86. Appliqué à titre provisoire à partir du 1/1/87. Accord prévu jusqu'au 31/12/91. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Coopération administrative (titre V prot. A) et consultations entre les parties (art. 16).	Appliqué à titre provisoire en vertu de la décision du Conseil (87/473/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992 (ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée), par accord sous forme d'échange de lettres. Voir J.O. L 90/92, p. 145, qui apporte également des modifications. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : Uruguay

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 94/92 p.2	Accord-cadre de coopération, entre la Communauté économique européenne et la république orientale de l'Uruguay	Traité CEE art.113 et 235	Signé le 4.11.1991 Prévu pour une période de 5 ans Renouvelable d'année en année, sauf dénonciation.	Commission mixte (art.21). Elle peut créer des sous-commissions et des groupes de travail ad hoc (art.21.3)	Remplace l'accord commercial signé en 1973. Il s'agit d'un accord de "troisième génération". Le fondement démocratique de la coopération figure à l'article premier, avec mention du respect des droits de l'homme et des principes démocratiques. A noter également la présence de la clause évolutive à l'art. 24. La coopération est la plus étendue possible, alors que la clause évolutive permet tout élargissement éventuel. Les dispositions économiques visent le développement de la coopération (y compris entre opérateurs, grands et petits), l'encouragement aux investissements et aux transferts de technologies. Les problèmes sociaux, de santé publique, d'administration, alimentaires, de développement rural, ainsi que d'environnement, sont traités. La CEE appuie l'approche régionale et donc le processus d'intégration MERCOSUR. Il est prévu un soutien à la diversification de la base productive de l'Uruguay, la protection de l'environnement (avec mention de l'érosion, le reboisement, la concentration urbaine). L'accent est mis sur la coopération scientifique et technologique (biotechnologie, nouveaux matériaux, micro-électronique, informatique, ressources naturelles et diffusion des connaissances) ainsi que dans le secteur tertiaire. La clause NPF figure à l'article 16. Les compétences des parties contractantes restent intactes, mais le présent accord bénéficie de la "primauté de droit"(art.22). Deux annexes font partie intégrante de l'accord : il s'agit d'un échange de lettres concernant les transports maritimes et d'une déclaration unilatérale de la Communauté sur le SPG.

ASIE

PAYS : GROUPE ANASE : INDONESIE, MALAISIE, PHILIPPINES, SINGAPOUR, THAILANDE, BRUNEI

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 144/80, page 1	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	Traité CEE, art. 113 et art. 235	Signé le 7/3/80. En vigueur pour 5 ans du 1/10/80 au 30/9/85. Reconductible par périodes de deux ans. Toujours en vigueur pendant les négociations en cours qui par ailleurs sont interrompues sine die.	Comité Mixte de coopération (art. 5).	<p>Accord-cadre de coopération commerciale, économique et au développement. Contient la clause de la nation la plus favorisée. Dans le domaine de la <u>coopération commerciale</u>, les parties s'engagent entre autres à étudier la possibilité d'éliminer les barrières douanières, à faciliter l'accès aux marchés des deux régions, à créer des nouveaux modèles d'échanges en organisant des rencontres entre agents économiques, à recommander des mesures de promotion commerciale et à se consulter sur les mesures susceptibles d'affecter les échanges. Le Comité a aussi récemment modifié sa politique de promotion commerciale afin d'encourager des actions régionales.</p> <p>Dans le domaine de la <u>coopération économique</u>, elles s'engagent entre autres à encourager les contacts et la coopération industrielle et technologique entre les firmes des deux régions.</p> <p>Dans le domaine de la <u>coopération au développement</u>, elles s'engagent à oeuvrer pour le développement de l'ANASE et de la coopération régionale par le biais des programmes communautaires en faveur des PVD ALA en collaboration avec les Etats membres (environ 20% de l'aide globale PVD ALA). Un effort est fourni en matière de développement et de coopération industrielle.</p> <p>Un protocole (voir J.O. L 81/85) signé le 15/11/84, établit que les dispositions de l'accord et du protocole relatif à l'art. 1 s'appliquent également à Brunei Darussalam (art. 2), les Etats de l'ANASE ayant demandé que l'accord soit élargi à leur sixième membre.</p> <p>Les négociations pour un nouvel accord de coopération (de la "troisième génération") sont bloquées en raison du problème que connaît l'île de TIMOR. Toutefois, des démarches sont à prévoir afin de parvenir à leur reprise, alors que sur le plan de la coopération, notamment commerciale, une Troïka réunie à Singapour (26/28 juillet 1993) a évoqué une forte relance. Par ailleurs, ce groupe de pays resserre ses liens au sein d'une nouvelle alliance, l'EAEC (Comité économique est-asiatique).</p>

PAYS : BANGLADESH

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 319/76, page 1	Accord de coopération commerciale entre la Communauté Economique Européenne et le Bangladesh.	Traité CEE, art. 113 et art. 114.	Signé le 19/10/76, en vigueur à partir du 1/12/76 pour une période de 5 ans. Il est reconduit tacitement d'année en année si aucune des parties ne le dénonce six mois avant son expiration.	Commission Mixte (art. 8-10). Sa compétence est étendue à "tous accords sectoriels existants entre les parties contractantes et elle exerce, à cette fin, les tâches dévolues aux organismes mixtes créés ou à créer en vertu de tels accords (art.11). Voir aussi annexe I "Déclaration Commune relative au fonctionnement de la Commission Mixte".	<p>Accord non préférentiel en vertu duquel les deux parties "s'engagent à promouvoir jusqu'au niveau le plus élevé possible le développement et la diversification de leurs échanges mutuels". Elles conviennent aussi de développer leur coopération économique <u>lorsque celle-ci est liée aux échanges commerciaux</u>. L'accord est donc destiné à fournir un cadre à la coopération.</p> <p>Les deux principaux instruments de coopération ont été la <u>promotion commerciale</u> (participation à des foires, missions commerciales, réunions et séminaires, ainsi que mise à disposition d'experts) et la <u>coopération économique</u> (avec l'objectif du lancement d'entreprises communes et des mesures pour encourager les investisseurs étrangers à participer au programme d'industrialisation du Bangladesh).</p> <p>Il y a lieu de remarquer également que le Bangladesh est un important bénéficiaire de l'aide technique et financière aux PVD ALA (notamment projets et promotion commerciale), qui se fait sous forme de subventions non remboursables, ainsi que d'autres formes d'aide plus ponctuelles. Il participe aussi dans une bonne mesure au SPG.</p>
J.O. L 325/90 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire du Bangladesh sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113. Arrangement multifibres art. 4	Paraphé le 16/7/86. Appliqué à titre provisoire à partir du 1/1/87 précédemment prévu jusqu'au 31/12/90. Prolongation jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties. Voir art. 16. Coopération administrative (Prot. A, titre V)	<p>Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/420/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications dans J.O. L 90/92, p. 173 ainsi que dans J.O. L 405/92, p. 44.</p> <p>Les négociations qui ont suivi sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.</p>

PAYS : CHINE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 250/85 page 1	Accord de coopération commerciale et économique entre la Communauté Economique Européenne et la République populaire de Chine.	Traité CEE, art. 113	Signé le 21/5/85. Entré en vigueur le 1/10/85. Durée de 5 ans. Renouvelable par tacite reconduction sur une base annuelle. Reconduit.	Commission mixte chargée notamment d'examiner les nouvelles possibilités du développement et de la coopération économique et commerciale et de formuler des recommandations. (art. 15)	<p>Accord cadre de coopération à caractère évolutif qui remplace l'accord commercial précédent du 3 avril 1975</p> <p>Il fixe des objectifs et des modalités d'action dans les domaines de la coopération économique et commerciale. Non préférentiel.</p> <p><u>Sur le plan commercial</u>, l'accord reprend les dispositions de l'accord commercial de 1978 et entre autres la clause de la nation la plus favorisée.</p> <p><u>En matière de coopération économique</u>, l'accord prévoit que les deux parties développeront la coopération dans les secteurs industriel et minier, agricole, de la science et de la technologie, de l'énergie, des transports et communications, de la protection de l'environnement et de la coopération dans le cadre des PVD. L'accord prévoit en outre d'encourager les différentes formes de <u>coopération industrielle et technique</u>, de promouvoir les investissements et d'améliorer <u>le climat favorable aux investissements</u>.</p> <p>La Communauté n'a pas interrompu ses actions en faveur du développement de la Chine, dans le cadre de son programme d'aide aux P.V.D. ALA ainsi qu'elle le fait dans tout autre domaine susceptible de s'ouvrir à une collaboration CE/Chine. En effet, la Chine bénéficie depuis 1980 notamment du SPG et la gamme des produits ayant l'accès en franchise prévu par le système a été élargie d'une année à l'autre dans le cadre de ce régime, ce qui a contribué en particulier à un développement favorable des exportations chinoises vers la Communauté.</p> <p>Les événements de politique interne chinoise survenus en 1989 ont porté un dur coup aux relations CEE/Chine, mais actuellement l'opinion bouge vers une approche plus réaliste, et toute une série de contacts ont repris sur une base suivie, alors que les manifestations de bonne volonté se multiplient de part et d'autre.</p>

PAYS : CHINE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L380/88 p. 2 et J.O. L 352/90 p. 1	Accord entre la Communauté économique européenne et la République populaire de Chine sur les échanges de produits textiles.	Traité CEE art. 113 AMF art. 4.	Paraphé le 9.12.1988 Mis en application le 1.1.1989 par échange de notes. Prolongé jusqu'au 31.12.1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Comité textile (art. 16, § 1) procédure de consultation (art. 16, § 2)	<p>Accord conclu sur la même base que le précédent.</p> <p>Il s'agit d'un accord standard (cadre AMF), mais il contient également certains éléments de coopération. Il prévoit des accroissements des quotas de base mais aussi de nouvelles restrictions. De plus, sont soumis à quotas une série de produits qui étaient en libre circulation du fait de la modification de la structure de catégorie de produits textiles, par l'introduction de la nomenclature du système harmonisé.</p> <p>La Chine s'est engagée également à livrer davantage de soie brute. L'accord réalise un équilibre entre la nécessité pour la Communauté européenne de tenir compte de la situation de son secteur industriel, de l'importance de la Chine en tant que fournisseur, et des échanges avec ce pays qui connaît une situation particulière.</p> <p>Il est intéressant de remarquer une clause qui prévoit des consultations pour régler des problèmes qui se poseraient dans le domaine de la propriété intellectuelle.</p> <p>Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.</p>

PAYS : COREE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié. Décision du conseil, voir J.O. L 236/87 page 37	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Corée sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113 Arrangement multifibres art. 4.	Paraphé le 8/8/86. Appliqué à titre provisoire à partir du 1/1/87 et prévu jusqu'au 31/12/91. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Renouvelé et nouvellement prorogé jusqu'au 31.12.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération administrative (Prot. A titre V).	<p>Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du conseil (87/471/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 120. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92, p.194) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.</p> <p>Lors de la visite de Sir Leon Brittan(11/13.11.91), un échange de vues sur les problèmes textiles (taxe sur les importations des tissus en laine européens et autres) a été l'occasion d'exprimer un avis favorable à l'établissement d'un accord-cadre de coopération couvrant un plus grand nombre de secteurs, ainsi qu'un dialogue politique. Un accord douanier est aussi à l'étude, alors que déjà le 12.11.1992 un accord administratif avait été signé concernant la coopération scientifique et technique.</p>

PAYS : HONG-KONG

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 388/86 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et Hong-Kong sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113. Arrangement multifibres, art. 4.	Paraphé le 1/10/86. prolongé jusqu'au 31.12.1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération administrative (Prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modification par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 3. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : INDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 328/81, page 5.	Accord de coopération commerciale et économique entre la communauté Economique Européenne et la République de l'Inde.	Traité CEE, art. 113 et art. 235.	Signé le 23/6/81. Entré en vigueur le 1/12/81. Prévu pour une période de 5 ans. Prorogation automatique en l'absence d'une dénonciation expresse.	<u>Commission Mixte</u> (art.10-11). Sa compétence est étendue aux accords sectoriels conclus ou à conclure et "elle exercera à cette fin les tâches confiées aux Comités mixtes institués par ces accords" (art.12). Son pouvoir est étendu à ce qui concerne l'utilisation de fonds communautaires au titre de l'aide et d'autres fonds susceptibles d'être mis à la disposition de l'Inde.	<p>Accord non préférentiel. Remplace l'accord de 1973 (Voir J.O. L 82/74) sur des bases nouvelles. La coopération est étendue à un grand nombre de secteurs avec des possibilités d'évolution n'excluant aucun domaine. <u>Sur le plan commercial</u>, l'accord reprend toutes les dispositions figurant dans l'accord de coopération précédent et notamment la clause de la nation la plus favorisée. Il insiste en outre sur l'intention des deux parties contractantes de promouvoir le plus possible le développement et la diversification de leurs échanges par toute une série de mesures ad hoc (art. 4). <u>La coopération économique</u> s'étendra à tous les domaines présentant un intérêt pour les deux parties et ayant pour objectif de contribuer au développement de leur économie (promotion de la coopération industrielle et transfert des technologies, développement des investissements, contacts entre opérateurs - même PME - séminaire etc.). L'accord offre également une base juridique solide pour la coopération dans le domaine de la technologie et de la science (art. 5). <u>L'aide au développement</u> place l'Inde au rang des plus importants bénéficiaires parmi les PVD ALA. Elle s'effectue par des transferts financiers directs à des conditions préférentielles ou par l'octroi de crédits institutionnels ou autres (art. 6). Il couvre un grand nombre de secteurs, notamment agricoles.</p> <p style="text-align: center;">* * * *</p> <p>Les négociations d'un nouvel accord, de troisième génération, élargi et renforcé se sont terminées le 15.12.1992 par le paraphe de l'accord, qui a été signé le 20.12.1993 et est analysé dans les pages suivantes (voir J.O. C 103/93, p. 9).</p>

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 352/81, page 28	Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et l'Inde.	Traité CECA. Accord de coopération Inde/CEE.	Signé le 23/6/81	Commission mixte de l'accord Inde/CEE.	Ce protocole cesse d'être appliqué si l'accord de coopération CEE/Inde est dénoncé (art. 3). Il vise à l'application aux domaines prévus dans le Traité CECA des dispositions de l'accord de coopération portant sur la coopération commerciale, économique, scientifique et technologique.
J.O. L 292/84 pages 1 et 5	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de l'Inde sur le sucre de canne.	Traité CEE, art. 113	Signé et en vigueur à partir du 18/7/75 pour une durée indéterminée.	Commission Mixte de l'accord de coopération commerciale CEE/Inde.	Les quantités et les prix sont négociés séparément. (Régime parallèle à celui établi pour les A.C.P.). A compter du 1/7/81, la quantité de sucre préférentiel avait été ramenée à zéro par la Commission en application des dispositions de l'art. 7 par. 2 de l'accord. Mais un accord sous forme d'échange de lettres signé le 27/4/84 (voir J.O. L 120/84 page 1) a rétabli en faveur de l'Inde "une quantité convenue de sucre préférentiel". L'échange de lettre relatif à la période 1992/1993 a été signé le 6.7.1993.
J.O. L 301/90 p. 46	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de l'Inde sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113. Arrangement multifibres, art. 4	Paraphé le 31/10/86. Accord précédemment prévu jusqu'au 31/12/90. Renouvelé par la suite ainsi que modifié. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties.	Accord d'autolimitation. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92 p. 183. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92, p.180) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : INDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 103/93 p.9	Accord de Coopération entre la Communauté européenne et la république de l'Inde relatif au partenariat et au développement.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 20.12.1993	Commission mixte (art. 22) pouvant créer des sous-groupes ad hoc. Il n'appartient pas à la Commission mixte de gérer d'éventuels accords sectoriels.	<p>Accord non préférentiel de troisième génération. Présente une approche nouvelle qui s'est définie surtout à l'occasion de la déclaration politique lors de la signature de l'accord, mais qui est présente dans l'accord lui-même, bien structuré et très complet.</p> <p>Il prévoit une coopération accrue où aucun domaine n'est exclu à priori, notamment les <u>échanges et la coopération commerciale</u>.</p> <p>Tout en restant dans le cadre GATT avec clause NPF (art.2) ces domaines sont renforcés et dynamisés alors qu'un mécanisme ad hoc est prévu pour les différends, notamment l'antidumping (consultations et recherche d'une solution amiable).</p> <p><u>La coopération économique</u> ne sera plus à sens unique mais visera à contribuer à des bénéfices mutuels par le contact entre opérateurs des deux parties et l'amélioration de l'environnement économique indien ainsi que les transferts de know-how et technologique. La liste des domaines est très exhaustive (voir art. 4). La coopération est étendue à l'industrie et aux services (art. 5), au secteur privé (art. 6), à l'énergie et aux télécommunications. La normalisation et la suppression des obstacles techniques aux échanges et prévue à l'art. 9, alors que la propriété intellectuelle doit recevoir une protection appropriée ainsi que les investissements (signature de la convention créant la MIGA). D'autres secteurs de coopération seront : agriculture et pêche, tourisme, science, culture, etc.</p> <p><u>La coopération au développement</u> reste importante même si elle n'est pas quantifiée (art. 21) et met l'accent sur les actions SUD/SUD et régionales. Clauses plus significatives: NPF, clause évolutive, clause des droits de l'homme, lutte contre la drogue, etc.</p> <p>Contient une annexe qui fait partie intégrante de l'accord (à remarquer la déclaration sur le SPG).</p>

PAYS : INDONESIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 219/82 page 56	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et l'Indonésie concernant les importations de manioc en provenance de l'Indonésie et d'autres pays fournisseurs membres du GATT.	Traité CEE, art. 113.	1982-1986 Ensuite renouvelé tacitement.	Consultations entre les parties (point 2 lettre f)	L'accord établit que la Communauté fixera des contingents tarifaires annuels (voir accords avec Thaïlande et Brésil).
J.O. L 329/90 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et l'Indonésie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangements multifibres, art. 4	Paraphé le 28/6/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Précédemment prévu jusqu'au 31/12/90. Prolongation jusqu'au 31/12/1992 Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16) Coopération administrative (prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/421/CEE) du 11/12/86. Prolongation entrée en vigueur début 1992. Ainsi aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi pour modification accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 140. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

NB. Les relations entre l'Union européenne et l'Indonésie ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Associations des Nations de l'Asie du Sud Est (Groupe ANASE), voir page 191.

PAYS : JAPON (*)

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non publié voir: C (77) 645	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Commission des Communautés Européennes et le Japon en ce qui concerne les modalités de coopération en matière d'environnement.	Traité CEE	Signé le 1/6/77. Prévu pour une période indéterminée.	Rencontres ad hoc de fonctionnaires spécialisés.	Les 16/17 janvier 1992, après une rencontre à haut niveau entre les deux parties, il a été décidé de relancer et approfondir la coopération, notamment dans les secteurs suivants: conservation des forêts et pluies acides, participation et mise en application des décisions prises sur le plan international échange d'informations concernant la gestion des déchets, ainsi que la classification des substances chimiques dangereuses. Il a aussi été établi qu'une réunion à haut niveau serait organisée chaque année.
J.O. L 57/89 page 62.	Accord de coopération entre la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et le gouvernement du Japon dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée.	Traité CEE art. 101, par. 2.	Signé le 20/2/89. En vigueur à partir du 20/2/89 pour une période de 3 ans. L'accord restera en vigueur par la suite, sauf résiliation d'une des deux parties, moyennant un préavis de six mois donné par écrit(art. X).	Comité de coordination qui se réunit une fois par an. (art. V)	Accord de coopération scientifique qui couvre les domaines suivants: tokamaks et autres filières, technologie de la fusion, théorie de la physique appliquée des plasmas, et d'autres secteurs éventuels. (art. II) L'accord contient des dispositions en cas d'invention ou découverte ainsi qu'une protection des droits de propriété intellectuelle. Il prévoit aussi un échange de personnel et d'équipement.

(*) Dans le but d'une analyse approfondie, ainsi que pour avoir le cadre des relations récentes de C.E. avec ce pays, voir la Déclaration commune ayant clôturé les travaux du Sommet Japon/CEE qui s'est tenu à La Haye le 18.7.1991. Les principes qui y sont réaffirmés peuvent avoir valeur de "soft law". Concernant les Relations commerciales, sans trop insister sur le déficit de la balance des paiements de la CE, on peut retenir que les échanges les plus significatifs sont régis par des arrangements conclus par les deux parties, ayant un caractère ponctuel et éphémère.

PAYS : MACAO

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Non encore publié. Décision du Conseil J.O. L 287/87 page 46	Accord entre la Communauté Economique Européenne et Macao sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres art. 4	Paraphé le 19/7/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1990. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération administrative (prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/497/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 11). Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.
J.O. L 404/92 p.26	Accord commercial et de coopération entre la Communauté économique européenne et Macao.	Traité CEE art. 113 et 235	Signé le 5.6.1992 Entrée en vigueur prévue le 1.1.1993 pour une période de 5 ans reconductible automatiquement d'année en année sauf dénonciation.	Commission mixte (art.16).	Accord de "troisième génération", visant l'intensification et la diversification des échanges ainsi qu'une coopération très étendue (y compris l'encouragement des investissements) qui pourra s'appliquer, en plus des secteurs économiques et industriels, à d'autres domaines tels que la culture, l'environnement, la formation, la lutte contre la drogue, le tourisme, etc. La présence de la clause évolutive (art. 21) permet d'affirmer qu'aucun domaine de coopération n'est exclu à priori, alors que celle-ci doit nécessairement se baser sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme (art. 1 ainsi que préambule).

PAYS : MALAISIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 339/90 page 42	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la Malaisie sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE art. 113. Arrangement multifibres. art. 4.	Paraphé le 26/8/86. Application provisoire, à partir du 1/1/87. Prévue jusqu'au 31/12/1990. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération administrative. (Prot. A, titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire, en vertu de la Décision du Conseil (87/422/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres J.O. L 90/92, p. 148. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92, p.194) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

NB. Les relations entre l'Union européenne et la Malaisie ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Associations des Nations de l'Asie du Sud Est (Groupe ANASE), voir page 191.

PAYS : MONGOLIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 41/93	Accord de Coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la Mongolie	Traité CEE art. 113 et 235.	Signé le 16.6.1992 entrée en vigueur le 1.3.1993	Commission mixte (art. 13).	Accord de coopération commerciale et économique très étendue. Etant donné la différence de niveau développement des deux parties, il est prévu une coopération financière et technique à réaliser dans le cadre du programme d'aide en faveur des pays en développement ALA (art. 12).

PAYS : PAKISTAN

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 108/86 page 1	Accord de coopération commerciale, économique et de développement entre la Communauté Economique Européenne et la République islamique du Pakistan.	Traité CEE, art. 113 et 235.	Signé le 23/7/85, conclu pour une durée de 5 ans. Entré en vigueur le 1/5/1986. Reconductible tacitement d'année en année, sauf dénonciation six mois avant expiration. Renouvelé pour la période en cours.	Commission Mixte (art. 7), compétente aussi pour les accords sectoriels pour lesquels elle supervise les travaux des organes mixtes créés ou à créer dans le cadre de ces accords.	Accord qui amplifie le régime de l'accord de coopération commerciale de 1976, en ajoutant deux nouveaux domaines, l'économie et le développement, ainsi que le renforcement de la coopération dans le secteur des échanges et du développement. Aucun domaine susceptible de faire l'objet d'une coopération économique et relevant de la compétence communautaire n'est exclu à priori. Les deux parties entendent encourager <u>la coopération industrielle</u> entre agents économiques et la promotion des investissements ainsi que la promotion de programmes de recherche conjoints. La Communauté s'engage à prendre toutes les mesures possibles pour intensifier son <u>aide financière et technique</u> aux programmes de développement pakistanaïs (à rappeler que le Pakistan est parmi les bénéficiaires du programme d'aide aux P.V.D. ALA. <u>Dans le domaine des échanges</u> , (à rappeler que la CE est le principal partenaire commercial du Pakistan), les parties confirment les dispositions de l'accord de 1976 et renforcent leur engagement de se consulter sur tous les problèmes dans les domaines bilatéraux ou multilatéraux. Par ailleurs un programme de promotion commerciale a été encouragé par la Commission mixte, alors que l'exigence d'un nouvel accord n'est pas encore apparue, bien que cet accord ne puisse être qualifié de troisième génération.
J.O. L 352/90 page 74	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République islamique du Pakistan sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres, art. 4.	Paraphé le 12/9/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongation jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16) Coopération Administrative (Prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/458/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir modifications dans accord sous forme d'échange de lettres (J.O. L 90/92 p. 176). Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les positions précédentes. Cet accord (voir J.O. L 410/92 p.208) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : PHILIPPINES

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 339/90 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République des Philippines sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres, art. 4	Paraphé le 26/8/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongé jusqu'au 31.12.1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération Administrative (Prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/458/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 53. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

NB. Les relations entre l'Union européenne et les Philippines ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Associations des Nations de l'Asie du Sud Est (Groupe ANASE), voir page 191.

PAYS : SINGAPOUR

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 329/90 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Singapour sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres. art. 4	Paraphé le 26/8/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1991. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16) Coopération Administrative (Prot. A titre V).	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/301/CEE) du 11/12/86. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 135. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

N.B. Les relations entre l'Union européenne et Singapour ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Groupe ANASE), voir page 191.

PAYS : SRI LANKA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 247/75, page 1	Accord de coopération commerciale entre la Communauté Economique Européenne et la République de Sri Lanka.	Traité CEE, art. 113 et art. 114	Signé le 22/7/75. Entré en vigueur à partir du 1/12/75. Il est reconduit tacitement d'année en année si aucune des parties ne le dénonce 6 mois avant son expiration. Nouvel accord en négociation.	Commission Mixte (art. 8-10) compétente aussi pour les accords sectoriels (art. 11).	Accord non préférentiel qui a pour but de développer les échanges entre les deux parties "au niveau le plus élevé possible". Le régime de la nation la plus favorisée est appliqué par les partenaires. Promotion des échanges par toutes les mesures possibles, ainsi que développement de la coopération économique "lorsqu'elle est liée aux échanges commerciaux". La coopération suivra un schéma évolutif. Des efforts sont déployés pour promouvoir les entreprises communes avec des partenaires européens. Les activités de promotion commerciale prévoient aussi bien deux centres de commerce et d'investissement du Sri Lanka en Europe que la participation aux foires et la mise à disposition d'experts. <u>Dans le domaine de l'aide technique et financière,</u> Le Sri-lanka est largement bénéficiaire du programme pour les PVD ALA, essentiellement axé, en ce qui concerne ce pays, sur des projets ruraux et de promotion commerciale. Début 1993 se sont déroulées des négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord entre les parties qui sera du type dit de "troisième génération". Cet accord a été paraphé le 8.12.1993. La signature interviendra très prochainement.

PAYS : SRI LANKA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 301/90 p.1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Sri Lanka sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres, art.4.	Paraphé le 31/5/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1990. Prolongation jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16). Coopération Administrative (Prot. A titre V).	Le 31/1/86, un nouvel accord textile pour la période 1986/1990, avait été paraphé. Cet accord comporte des limitations quantitatives pour 4 catégories de produits au lieu de 6 dans l'accord précédent. Les quantités fixées pour ces catégories tiennent compte de la situation de développement du Sri Lanka, et les taux prévus d'une année sur l'autre sont en nette augmentation. L'accord comporte en outre des niveaux réservés au trafic de perfectionnement passif. Application provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/479/CEE) du 11/12/86. Prolongation entrée en vigueur début 1992. Ainsi aucun vide juridique ne s'est produit, évitant toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles. Modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 130. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.
Non publié.	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la République de Sri Lanka sur le commerce des produits de coco.	Traité CEE, art. 113	En vigueur depuis le 1/1/75 pour une durée indéterminée.	Commission Mixte de l'accord de coopération commerciale CEE/Sri Lanka.	Accord sectoriel sur un produit donné mais qui revêt néanmoins une certaine importance pour ce secteur de la production sri-lankaise.

PAYS : THAILANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 219/82, page 52	Accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Thaïlande relatif à la production, à la commercialisation et aux échanges de manioc.	Traité CEE, art. 113	Signé le 3/9/82. Prévu pour une période initiale de 5 ans (1/1/82-1/1/86) et d'éventuelles périodes ultérieures de 3 ans. Reconduit.	Groupe de travail ad hoc et, si nécessaire, réunions conjointes au niveau des ministres (art. 7)	<u>Accord d'autolimitation</u> fixant des quantités d'exportation valables pour cinq ans (voir aussi accords avec Brésil et Indonésie). Les renouvellements éventuels de l'accord se baseront sur les quantités prévues pour 1986. En contrepartie, la Communauté Economique Européenne s'engage à fournir une <u>assistance technique et financière</u> à des projets de développement rural et de diversification agricole en Thaïlande.

NB. Les relations entre l'Union européenne et la Thaïlande ayant trait à la coopération économique et commerciale et au développement sont régies par l'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays membres de l'Associations des Nations de l'Asie du Sud Est (Groupe ANASE), voir page 191.

PAYS : THAILANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 155/86 page 8	Protocole renouvelant l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Thaïlande concernant la production, la commercialisation et les échanges de manioc.	Traité CEE art. 113	Du 1/1/87 au 31/12/90. Signé le 23/5/86. Renouvelé jusqu'au 1.1.95.	Même gestion que l'accord de coopération manioc.	Concerne le renouvellement de l'accord avec les nécessaires modifications, notamment en ce qui concerne les arts 1, 3 et 9. Tient compte du fait qu'il n'a pas été possible de réaliser tous les objectifs de développement et de diversification du secteur agricole en Thaïlande. A remarquer que depuis l'entrée en vigueur de l'accord de coopération auquel ce protocole s'applique, la Thaïlande est devenue membre du GATT. Du 1/1/87 jusqu'au 31/12/90 ainsi que pour toute période ultérieure (de 4 ans) le volume total des exportations est fixé à 21 millions de tonnes (art. 2) avec taux de prélèvement maximal de 6% ad valorem. Le renouvellement de l'accord a été à nouveau conclu par protocole signé le 15 novembre 1990 et publié au J.O. 347/90 page 23. Concerne une nouvelle période de 4 ans à compter du 1er janvier 1991.

PAYS : THAILANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 325/90 page 40	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume de Thaïlande sur le commerce des produits textiles.	Traité CEE, art. 113. Arrangement multifibres, art. 4	Paraphé le 26/8/86. Application provisoire à partir du 1/1/87. Prévu jusqu'au 31/12/1990. Prolongé jusqu'au 31/12/1992. Nouvellement prorogé avec mise en application provisoire au 1.1.1993.	Consultations entre les parties (art. 16) Coopération Administrative (Prot. A titre V)	Accord d'autolimitation. Appliqué à titre provisoire en vertu de la Décision du Conseil (87/460/CEE) du 11/12/86. Modifications : voir J.O. L 256/91, p. 59. La prolongation est entrée en vigueur au début de l'année 1992. Ainsi, aucun vide juridique ne s'est produit et toute incertitude quant au régime communautaire d'importations textiles a été évitée. Voir aussi modifications par accord sous forme d'échange de lettres dans J.O. L 90/92, p. 107. Les négociations qui ont suivi, sans aboutir à un accord totalement nouveau, se sont conclues par un accord sous forme d'échange de lettres, accompagné d'"appendix", note verbale et échange de notes, qui modifient sensiblement les accords précédents. Cet accord (voir J.O. L 410/92) a été mis en application provisoire dans l'attente de sa conclusion formelle.

PAYS : VIETNAM

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 410/92 p.279	Accord entre la Communauté économique européenne et la république socialiste du Vietnam relatif au commerce des produits textiles et d'habillement.	Traité CEE art. 43	Paraphé le 15.12.1992 applicable avec effet au 1.1.1993 et appliqué de facto.	Consultations entre les parties (art. 6.2, 13, 16, 17, etc.).	<p>Accord qui revêt une importance certaine, car c'est le premier acte contractuel avec ce pays, également intéressé par un accord-cadre de commerce et de coopération dont les négociations sont encore en cours actuellement. Concernant cet accord textile les produits auxquels il s'applique figurent à l'annexe I et sont basés sur la nomenclature combinée.</p> <p>L'accord est accompagné d'annexes, protocoles, appendices, procès-verbaux agréés, déclarations et lettres qui en font partie intégrante.</p> <p>Modifications ou dénonciation régies par l'art.19.</p>

ACP

PAYS A.C.P. : CONVENTION DE LOME

ANGOLA, ANTIGUA ET BARBUDA, BAHAMAS, BARBADE, BELIZE, BENIN, BOTSWANA, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, CAP VERT, CENTRAFRIQUE, COMORES, CONGO, COTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, DOMINIQUE, ETHIOPIE, FIDJI, GABON, GAMBIE, GHANA, GRENAD, GUINEE, GUINEE-BISSAU, GUINEE EQUATORIALE, GUYANE, HAITI, JAMAIQUE, KENYA, KIRIBATI, LESOTHO, LIBERIA, MADAGASCAR, MALAWI, MALI, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGER, NIGERIA, OUGANDA, PAPOUASIE- NOUVELLE GUINEE, REPUBLIQUE DOMINICAINE, RWANDA, STE-LUCIE, SALOMON, SAMOA OCCIDENTALE, SAO TOME-PRINCIPE, SENEGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOMALIE, SOUDAN, SURINAM, ST CHRISTOPHE ET NEVIS, ST VINCENT, SWAZILAND, TANZANIE, TCHAD, TOGO, TONGA, TRINIDAD ET TOBAGO, TUVALU, VANUATU, ZAIRE, ZAMBIE, ZIMBABWE.

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion
JO L 229/91 p.1	Quatrième Convention ACP-CEE (comprend 9 protocoles dont un relatif aux produits relevant de la CECA, et un acte final).	Traité CEE, art. 238. Accord Georgetown du 6.6.1975.	Signée le 15 décembre 1989. Conclue pour une durée de dix ans à compter du 1 mars 1990. Peut être dénoncée par la Communauté à l'égard de chaque Etat ACP et par chaque Etat ACP à l'égard de la Communauté moyennant un préavis de six mois. (ceci constitue le seul élément multilatéral de la "manifestation de volonté").	La mise en oeuvre de l'accord est du ressort d'une série d'organes ayant des compétences différentes, dont les plus importants sont: Le Conseil des Ministres (voir art. 338-345), le Comité des Ambassadeurs (voir art. 346,347 et voir aussi les dispositions des art. 348 et 349 concernant ces organes en ce qu'ils ont en commun), et l'Assemblée paritaire (art. 350,351). Voir également art. 352-355 contenant des procédures ad hoc. Chacun de ces organes arrête son règlement intérieur avec ses modalités de fonctionnement. Des organes des C.E. et notamment la BEI interviennent en outre pour les questions relevant de leur compétence. Des organes ad hoc sont prévus par certains protocoles à la Convention (ex. comité de coopération douanière, groupe mixte permanent "bananes", groupe de travail mixte "rhum" etc.).

Observations

Accord global qualifié de "Convention de coopération" (art.1, premier paragraphe).

Se différencie des conventions précédentes tout d'abord pour sa durée (10 ans) mais aussi, et principalement, par une approche nouvelle et davantage centrée sur l'homme et la qualité de la vie. Parmi les nouveautés les plus saillantes il est à remarquer un instrument nouveau comme la facilité d'ajustement structurel, un domaine nouveau, la protection de l'environnement, une optique plus favorable aux ACP par la suppression de l'obligation de rembourser les transferts STABEX et les prêts SYSMIN ainsi que le souci du développement des services.

Le corps de la Convention s'articule en cinq parties:

la première partie contient les dispositions générales de la coopération ACP/CEE (dans cette partie il ressort l'approche anthropocentriste du développement et sont indiquées les lignes directrices au contenu innovateur).

La deuxième partie a trait aux domaines de la coopération ACP/CEE: environnement (art. 33-41), coopération agricole, sécurité, alimentation et développement rural (art. 42-57), développement de la pêche (art. 58-68), coopération en matière de produits de base (art. 69-76), développement industriel, fabrication et transformation (art. 77-98), développement minier (art. 99-104), développement énergétique (art. 105-109), développement des entreprises (art. 110-113), des services (art. 114-134), développement du commerce (art. 135-138). La dimension humaine et culturelle est considérée par les articles de 139 à 149, l'éducation, la formation et la coopération scientifique suivent aux art. 150-152, alors que le rôle de la femme ainsi que les aspects santé et nutrition, population, démographie sont couverts par les articles de 153 à 155. Une place à part est faite, dans une optique horizontale, à la coopération régionale (art. 156-166).

Les instruments de la coopération: échanges commerciaux, régime de produits de base, instruments financiers sont examinés dans la troisième partie aux articles de 167 à 327. Voir en particulier les art. 213 pour le sucre, 196 et suivants pour le STABEX, 214 et suivants pour l'instrument dénommé SYSMIN et, au titre III, art. 220-230, le financement du développement et de la coopération.

Aux art. 239 et suivants figure le volet tout à fait nouveau, consacré aux problèmes de la dette et à l'ajustement structurel (art. 239-250). Les investissements sont régis par les art. 258-272 (une véritable clause de protection n'est pas, expressis verbis, prévue mais le cadre pour une telle protection est tracé). Pour les Conventions de financement et les procédures, qui reprennent les règles déjà parties de l'acquis de Lomé, voir les art. 291 à 310.

La gestion est prévue aux art. 311-323 et en particulier le Comité ACP/CEE aux art. 324-327. Le titre IV contient le régime spécial mis au point pour les états les moins développés, enclavés et insulaires dont il est dressé une liste "rebus sic stantibus".

La quatrième partie de la Convention concerne les institutions (voir page précédente) et leur fonctionnement (art. 338-355), alors qu'une cinquième partie est réservée aux dispositions finales (art. 356-369).

La Convention est accompagnée d'un protocole financier et de 9 autres protocoles (prot. n° 1, relatif à la définition de la nation de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative. Prot. n° 2, relatif aux frais de fonctionnement des institutions conjointes. Prot. n° 3, relatif aux privilèges et immunités. Prot. n° 4, relatif à la mise en oeuvre de l'art. 178. Prot. n° 5, relatif aux bananes. Prot. n° 6, relatif au rhum. Prot. n° 7, relatif à la viande bovine. Prot. n° 8, reprenant le texte du protocole n° 3 sur le sucre ACP figurant dans la Convention de Lomé signée le 28 février 1975 et les déclarations correspondantes annexées à cette Convention. Prot. n° 9, relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier), ainsi que d'un Acte final contenant 78 annexes. Le procès verbal de signature contient lui-même 8 annexes.

.../...

./.. suite

CONVENTION DE LOME

Observations

Le protocole financier annexé à l'accord traite de l'enveloppe financière pour la première période de 5 ans.

Le montant global est de 12.000 millions d'écus dont 10.800 au titre du Fonds, ainsi ventilés:

1) 7995 millions sous forme de subventions dont 1150 pour l'appui à l'ajustement structurel.

2) 825 millions sous forme de capitaux à risque.

3) 1500 millions sont réservés au Stabex et 480 millions au Sysmin.

4) 1200 millions constitueront des prêts de la BEI et seront gérés par celle-ci.

Pour les PTOM (165 millions d'écus dont 140 gérés par le Fonds et 25 par la BEI, sous forme de prêts), l'aide financière s'est accrue dans une proportion même plus grande que pour les ACP. Le nouveau régime est particulièrement favorable car ces pays cumuleront les avantages de la Convention de Lomé et ceux de l'intégration communautaire. Un accent particulier a été mis sur la promotion du développement industriel et des petites et moyennes entreprises, lesquelles bénéficieront aussi du réseau d'information ad hoc mis sur pied par la CEE.

L'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre de cette Convention est entré en vigueur conformément à son article 35, § 1, le 29.1.1992.

Il est applicable rétroactivement au 1.1.90.

Concernant l'évolution future de cette association, il semble très probable que des changements importants interviennent bien avant l'expiration du régime actuel. Toutefois, les approches à concorder en vue d'une éventuelle révision font actuellement seulement l'objet d'études et d'examen approfondis, tant du côté de l'UE que de celui de ses partenaires, dans le cadre des enceintes les plus appropriées.

ACCORD SUCRE

PAYS : BARBADE, BELIZE, COTE D'IVOIRE, REP. POP. CONGO, FIDJI, REP. COOPERATIVE DE GUYANA, JAMAIQUE, KENYA, MADAGASCAR, MALAWI, MAURICE, OUGANDA, ST. CHRISTOPHE ET NEVIS, SURINAM, SWAZILAND, TANZANIE, TRINITE et TOBAGO, ZIMBABWE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
Pas encore publié	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et la Barbade, le Belize, le Côte d'Ivoire, la République populaire du Congo, Fidji, la République coopérative de Guyane, la Jamaïca, la Rép. du Kenya, la Rép. démocratique de Madagascar, la Rép. du Malawi, l'Ile Maurice, la Rép. de l'Ouganda, St. Christophe et Nevis, la Rép. de Surinam, le Royaume du Swaziland, la Rép. unie de Tanzanie et Trinité et Tobago, ainsi que la Rép. de Zimbabwe, sur les prix garantis pour le sucre de canne.	Traité CEE art. 113 Convention ACP/CEE prot. n° 8	Pour les campagnes sucrières de 1989 à 1992 l'accord a été signé le 21.10.1992. Renouvelé par la suite.	En l'absence de dispositions, voir: protocole n° 7 de la Convention de Lomé du 31 octobre 1979.	Voir accord ad hoc parallèle avec l'Inde. Cet accord se situe dans le cadre du Protocole sur le sucre annexé à la convention de Lomé. Celui-ci engage la CEE à intervenir à des prix garantis pour environ 1,3 millions de tonnes, exprimés en sucre blanc. Si un pays ne livre pas la quantité de sucre convenue, il perd son droit pour la partie non livrée et la Commission peut (art. 7, par. 4) décider une réallocation de cette quantité. Pour la campagne sucrière 87/88, les prix avaient été fixés à 44,92 Ecus/100 Kg pour le sucre brut. Il s'agit là des dernières négociations ayant abouti à un accord formellement conclu par le Conseil (voir J.O. L 179/88 page 48). Pour la période de livraison 1992/1993, signature prévue le 7.2.1994

PAYS : ANGOLA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 341/87 p.1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République populaire d'Angola relatif à la pêche au large de l'Angola.	Traité CEE art. 43	Signé le 1.2.1989. Application provisoire avec effet rétroactif Prévu pour une durée de 3 ans à compter de la date d'entrée en vigueur (art. 14). Renouvelable tous les deux ans. Renouvelé pour la période 1992/1994	Consultations entre les parties. Collaboration entre instituts de recherche (art. 5)	Accord qui prévoit des licences aux pêcheurs européens pour la pêche de thon et de crevettes, ainsi qu'une compensation financière à l'Angola. Entrée en vigueur prévue à la date de sa signature (art. 15). L'annexe relative aux conditions de l'exercice de la pêche reste en vigueur jusqu'à son abrogation par l'annexe au protocole du 3/5/89.
J.O. L 64/93 p.3	Protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la CEE et le gouvernement de la République d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période du 3 mai 1992 au 2 mai 1994.	Traité CEE art. 43 Accord de pêche, Angola/CEE du 1.2.1989	Deux ans. (1992/1994)	Consultation entre les parties	Assure la continuité à expiration du protocole précédent. Droits de pêche: 22 navires crevettiers, ne dépassant pas 5000t., 27 thoniers congélateurs, 1.800tjb par mois de pêche démersale (max. 5 navires), 5 navires palengriers de surface. Compensation financière: 13.900.000 écus en deux tranches annuelles égales. L'affectation de cette compensation relève de la compétence exclusive de l'Angola. La partie qui concerne les programmes scientifiques monte à 12.500.000 écus et celle réservée aux bourses de formation à un maximum de 180.000 écus. Une annexe concerne les conditions de l'exercice de la pêche. Cet accord ne couvre pas encore le secteur de la pêche non industrielle, ni la possibilité de constituer des joint ventures pour la transformation, la commercialisation ou la construction de bateaux.

PAYS : ANGOLA

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 188/92 p. 10	Protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévue dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république populaire d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période du 3 mai 1992 au 2 mai 1994.	Traité CEE accord CEE/Angola du 1.2.1989	période du 3.5.1992 au 2.5.1994.	Consultations entre les parties	Suit le protocole précédent, à son échéance. Doits de pêche : 1) crevettiers: 7.350 TJB par mois maximum 22 navires). 2) chalutiers de pêche démersale : 1.800 TJB par mois (maximum 5 navires). 3) Thoniers senneurs congélateurs : 27 navires 4) Palangriers de surface : 5 navires. Compensation financière dont à l'art. 7 de l'Accord Angola/CEE, 13.900.000 ECUs payables en deux tranches égales (affectation et compétence exclusive de l'Angola).2.800.000 ECUs sont affectés à des programmes scientifiques et 1.800.000 ECUs à des boursez d'étude en ce secteur. Une annexe concerne les conditions de l'exercice de la pêche.
J.O. C 188/92 p.8	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévue dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république populaire d'Angola sur la pêche au large de l'Angola pour la période du 3 mai 1992 au 2 mai 1994.	Traité CEE art. 43 Accord CEE/Angola du 1.2.1989	à partir du 3 mai 1992 et jusqu'à l'entrée en vigueur du protocole même.	Consultations entre les parties.	Accord exigé par la nécessité d'éviter une interruption dans les activités de pêche des navires communautaires, tout en garantissant les mesures de contrepartie.

PAYS : CAP-VERT

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. C 115/90 page 8	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République du Cap-Vert concernant la pêche au large du Cap-Vert.	Traité CEE art. 43 Acte d'adhésion CEE/Espagne, CEE/Portugal, art. 155 par.2, point b.	Prévu pour une durée de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur, le 6 septembre 1991.	Commission Mixte (art. 9)	En annexe figurent les conditions de l'exercice de la pêche. Un protocole séparé fixe, pour la même période, les droits de pêche (soit 21 senneurs, 24 canneurs et palangriers, 2 palangriers de fond et 2 navires de pêche expérimentale aux céphalopodes), ainsi que la compensation financière (soit 1.950.000 écus payables en trois tranches, une participation de 500.000 écus pour des programmes scientifiques et un plafond de 160.000 écus pour des bourses d'étude).

PAYS : COMORES

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 137/88, page 18	Accord de pêche entre la Communauté Economique Européenne et la république fédérale islamique des Comores.	Traité CEE art. 43.	Paraphé le 23/10/87 Signé le 20 juillet 1988 et entré en vigueur le même jour. Prévu pour une durée de 3 ans.	Commission Mixte (art. 7)	Accord qui prévoit des possibilités de pêche pour 40 thoniers Communautaires et une compensation financière de 300.000 Ecus par an à titre de droits de pêche ainsi que 500.000 Ecus de participation à un programme scientifique. Les redevances à la charge des armateurs seront de 20 Ecus par tonne pêchée. L'annexe et le protocole font partie intégrante de l'accord.
J.O. L 288/92 p.2	Protocole fixant, pour la période allant du 20 juillet 1991 au 19 juillet 1994, les possibilités de pêche et la contribution financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et la république fédérale islamique des Comores concernant la pêche au large des Comores.	Traité CEE art. 43	Signé le 11.11.92 par la CEE et le 24.12.1992 par les Comores. En vigueur à la date de la deuxième signature, mais applicable à partir du 20.7.1991 (voir art. 7). Durée : 3 ans.	Commission mixte de l'accord Comores/ CEE	Les licences autorisant l'exercice simultané de la pêche sont étendues à 42 thoniers congélateurs océaniques. En outre, certaines autorisations pourront être accordées à d'autres navires. Dans ce cas, la Commission mixte définira les conditions. La compensation financière est fixée à 900.000 ECUS payables en tranches égales et pouvant augmenter cas d'augmentation des prises. La participation prévue pour la recherche est de 325.000 ECUS et un plafond de 175.000 pour la formation, dont 55.000 pourront être utilisés pour participation à des réunions internationales consacrées à la pêche. Mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 6/92, p. 33) signé toutefois aux mêmes dates.

PAYS : COTE D'IVOIRE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 379/90 page 3	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Côte d'Ivoire concernant la pêche au large de la Côte d'Ivoire.	Traité CEE art. 43 Acte d'adhésion Espagne/ CEE, Portugal/ CEE. (art. 155, par. 2, point b).	Signé le 6/9/90. Prévu pour une durée de trois ans. Suspendu ensuite en vue d'un nouvel accord prévu en 1994.	Commission Mixte (art. 10)	Accompagné d'un annexe qui fixe les conditions de l'exercice de la pêche. Un protocole séparé fixe pour la même période les possibilités de pêche (soit 35 palangriers de surface et thoniers canneurs et 54 thoniers senneurs et 6.300tjb pour les chalutiers congélateurs de pêche démersale) ainsi que la contribution financière (soit 6 millions d'ECUS dont 40 % sont versés la première année et 60 % en parts égales les autres années), un co-financement des programmes scientifiques pour 600.000 ECUS et un plafond de 500.000 ECUS pour des bourses d'études.

PAYS : DOMINIQUE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 299/93 p.1	Accord sur la pêche entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement du Commonwealth de la Dominique.	Traité CEE art. 43	Paraphé le 14/5/87. Non signé Le protocole a été révisé avec paraphe le 15.3.1993 Signature en suspens.	Commission Mixte (art. 9).	<p>Accord qui concerne des petits navires (moins de 30 pieds) communautaires enregistrés dans la Martinique et la Guadeloupe (170 licences au delà de la zone de 12 milles et 30 licences pour la zone de 6 à 12 milles). Les redevances applicables aux navires de la Communauté sont fixées à 100 EC\$ (dollars des Caraïbes orientales) par navire et par an pour les navires de maximum 30 pieds et 150 EC\$ pour les navires de maximum 40 pieds.</p> <p>La Dominique pourra obtenir 20 licences dans les eaux communautaires, une compensation de 1.650.000 Ecus, une aide au programme scientifique de 400.000 Ecus, ainsi que des bourses d'études pour un maximum de 150.000 écus. Cet accord a été paraphé mais aucun autre acte n'est venu compléter la procédure.</p>

PAYS : GAMBIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 146/87 page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République de Gambie concernant la pêche au large de la Gambie.	Traité CEE, art. 43. Acte d'adhésion Espagne Portugal art. 155 par. 2, point b).	Signé le 25/5/87. Entré en vigueur le 1/7/87 pour une période initiale de 3 ans avec possibilité de renouvellement tous les deux ans.	Commission Mixte (art. 11).	Accord qui établit le principe et les règles applicables aux conditions de l'exercice de la pêche par les navires communautaires dans la zone de pêche gambienne. La compensation financière prévue par l'art. 9 est fixée par protocole ad hoc. Concernant le futur de cet accord et des relations de pêche en général, le niveau d'intérêt insuffisant demandera tout au moins une révision.
J.O. L 379/90, page 17	Protocole fixant les droits de pêche et la compensation financière prévus dans l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la république de Gambie concernant la pêche au large de la Gambie.	Traité CEE art. 43 Accord Gambie/CEE, art. 4.	Du 1 juillet 1990 au 30 juin 1993. Entrée en vigueur à la date de sa signature. Appliqué rétroactivement à partir du 1 juillet 1990.	Commission Mixte (art. 11 de l'accord).	Droits de pêche: senneurs congélateurs, 40 navires. Canneurs, 17 navires. Palangriers de surface, 8 navires. Chalutiers et autres navires pour un total de maximum 17.270 TJB y compris les crevettes. Compensation financière: 3.870.000 écus en trois tranches annuelles. 80.000 écus sont prévus pour des programmes scientifiques et 160.000 écus pour des bourses d'étude. Un annexe règle les conditions de l'exercice de la pêche. Mis en application par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. C 204/90, page 6).
J.O. L 274/93 p.27	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république de Gambie concernant la pêche au large de la Gambie pour la période du 1er juillet 1993 au 30 juin 1996.	Traité CEE art.43 Accord Gambie/CEE art.4	période du 1 juillet 1993 au 30 juin 1996.	Commission mixte (art.11 de l'accord)	A cause de l'importance réduite de cet accord pour les parties, les possibilités de pêche pour les navires communautaires et la compensation financière en faveur de la Gambie sont aussi réduits. Par conséquent : Droits de pêche, 30 thoniers dont 23 senneurs congélateurs et 7 canneurs 410 tjb pour les chalutiers de pêche fraîche, 2.000tjb pour les chalutiers congélateurs (crevettes) et 750 tjb pour ceux pêchant d'autres espèces. La compensation financière est fixée à 1,4 mécus dont 300.000écus sont réservés aux programmes scientifiques et aux bourses de formation.

PAYS : GUINEE - BISSAU

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 226/80, page 33	Accord entre le gouvernement de la République de Guinée-Bissau et la Communauté Européenne concernant la pêche au large de la côte de Guinée-Bissau.	Traité CEE, art. 43	Signé le 22/2/80. Entré en vigueur le 17/12/81. Renouvelé le 15/3/87. Nouvellement renouvelé le 29/6/87 et mis en application rétroactive au 16/6/86 par un accord sous forme d'échanges de lettres (voir J.O. L 261/86).	Commission Mixte (art. 11).	Complété déjà à l'origine par un protocole et un échange de lettres précisant les droits de pêche et leurs conditions techniques ainsi que la compensation financière. Cet accord a été, par la suite, modifié moyennant un nouvel accord signé le 15/3/83 pour une période de 3 ans (voir J.O. L 84/83, page 1) également assorti d'un protocole qui couvre a posteriori les régimes intérimaires convenus depuis le 1/3/82. Le 29/6/87, un nouvel accord est signé, portant deuxième modification de l'accord de 1980, pour tenir compte de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, qui avaient auparavant des accords de pêche bilatéraux (voir J.O. L 113/87 page 1).
J.O. L 274/93 p. 29	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur la pêche au large de la côte de Guinée-Bissau pour la période du 16 juin 1993 au 15 juin 1995.	Traité CEE Accord Guinée Bissau/ CEE	Paraphé le 5.5.1993 Prévu pour la période du 16.6.1993 au 15.6.1995	Commission mixte de l'accord de pêche Guinée-Bissau/CEE	Ce protocole prévoit les limites suivantes en ce qui concerne les droits de pêche : 1) a) chalutiers crevettiers congélateurs : 11.000 TJB par mois en moyenne annuelle; b) Chalutiers congélateurs, poissonniers et céphalopodiers : 4.000 TJB par mois en moyenne annuelle; 2) thoniers senneurs congélateurs: 22 navires. 3) thoniers canneurs et palangriers de surface : 10 navires. La compensation financière est fixée à 12,45 Mécus dont 450.000 destinés à la recherche scientifique et aux bourses de formation en Guinée-Bissau.

PAYS : GUINEE EQUATORIALE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 188/84 page 1	Accord de pêche entre la Communauté Economique Européenne et la République de Guinée équatoriale.	Traité CEE art. 43.	Signé le 15/6/84. Durée : 3 ans à compter de l'entrée en vigueur. Entré en vigueur le 3/12/1984. Modifié et renouvelé pour la période du 27/6/86 au 26/6/89. Reconduit tacitement.	Commission Mixte (art. 8).	Mise en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 237/83) et par décision du Conseil du 26 juillet 1983 (base juridique Traité CEE, art. 103). Nouvel accord portant modification de cet accord pour tenir compte de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux C.E. (voir J.O. L 29/87 page 1), mise en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres, signé le 4/11/87. Le protocole expiré en juin 1992 n'a pas encore été remplacé par un nouveau protocole . (voir J.O. 125/90,p. 17).

PAYS : GUINEE - KONAKRY

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 111/83, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée concernant la pêche au large de la côte guinéenne.	Traité CEE, art. 43.	Signé le 7/2/83. Durée de 3 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Reconductible. Entré en vigueur le 19/2/86. Modifié pour la période à partir du 8/8/86. Reconduit	Commission Mixte (art. 10) compétente pour l'ensemble des relations de pêche	Suite à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux C.E., cet accord, tout en restant valable dans son ensemble, est modifié par un nouvel accord signé le 29/7/87 (voir J.O. L 29/87, page 9), mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres également signé le 29/7/87. L'art. 2 point 2 prévoit la rétroactivité au 8/8/86.
J.O. L 379/92 p.1	Protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république de Guinée sur la pêche au large de la côte guinéenne, pour la période du 1er janvier 1992 au 31 décembre 1993.	Traité CEE art. 43 Accord de pêche Guinée-Konakry/CEE	Paraphé le 12.12.1991 Deux ans (du 1.1.1992 au 31.12.1993). Entrée en vigueur à la date de sa signature, mais applicable à partir du 1.1.1992 (art. 8).	Commission mixte de l'Accord Guinée Konakry/CEE	Protocole qui remplace les protocoles précédents et qui fixe ainsi les possibilités de pêche : 1) chalutiers : 12.000 TjB par mois en moyenne annuelle. 2) thoniers senneurs congélateurs : 24 navires. 3) thoniers canneurs : 8 navires. 4) palangriers de surface : 5 navires. La compensation financière est fixée à 6.700.000 ECUs payables en deux tranches et pouvant augmenter proportionnellement au tonnage (tranches de 1.000 tjb). La participation à la recherche est fixée à 400.000 ECUs et la formation peut atteindre le même plafond, y compris les frais de participation à des réunions internationales sur la pêche. Mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 107/92, p. 20).

PAYS : MADAGASCAR

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 73/86, page 25	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar	Traité CEE, art. 43	Signé le 28/2/86. Durée de 3 ans, à compter de la date de son entrée en vigueur. Reconductible (voir art. 14). Entré en vigueur le 21/5/86. Modifié le 28/11/86. Reconduit	Commission Mixte (art. 9)	Assorti, à l'origine, d'une annexe et de deux protocoles, un protocole pour la pêche thonière et un deuxième protocole concernant les pêches autres que thonière. Ce régime, établi précédemment à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux C.E., a été modifié du fait d'une évolution substantielle de la flotte communautaire (art. 5 du prot.) et notamment augmentation des licences de pêche thonière de 27 à 49 bateaux et augmentation du nombre de navires autorisés à pêcher simultanément de 18 à 33. La compensation financière est montée de 900.000 à 1.530.000 Ecus sur base d'un poids de capture de 10.200 t. par an. Si le volume des captures dépasse cette quantité, le montant est augmenté. Toutefois, il reste plafonné à 3 MECUS pour la durée du protocole. Les redevances à charge des armateurs deviennent payables individuellement. Pour ce régime modifié, voir J.O. L 160/87 page 11. Mis en application par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 98/87 page 7).
J.O. L 106/93 p. 1	Protocole fixant les possibilités de pêche et la participation financière prévues dans l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar pour la période du 2 mai 1992 au 20 mai 1995.	Traité CEE art. 43	signé le 10.12.1993 Expirera le 20 mai 1995	Commission mixte de l'Accord Madagascar/CEE	Droits de pêche fixés à 42 thoniers senneurs congélateurs et 8 palangriers de surface. Le montant de la compensation (art. 7 de l'Accord) est fixé à 1.350.000 écus payables en trois tranches sur une base de 9.000 tonnes avec augmentation en cas de dépassement (plafond 750.000 écus par an). 375.000 écus sont destinés à la recherche 450.000 à des bourses de formation. Ce protocole abroge et remplace l'annexe à l'accord de pêche.

PAYS : MADAGASCAR

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 201/92 p. 17	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la participation financière prévues dans l'accord entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar pour la période du 2 mai 1992 au 20 mai 1995.	Traité CEE Accord Madagascar/CEE	Signé le 10.12.1993	Commission mixte (art. 9 de l'accord)	Echange de lettres rendu nécessaire pour éviter une interruption des activités de Il dispose l'application, à titre provisoire, du protocole paraphé rétroactivement) à partir du jour suivant la date à laquelle expirent les protocoles en vigueur.

PAYS : ILE MAURICE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 159/89 page 1	Accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de l'Ile Maurice concernant la pêche dans les eaux mauriciennes.	Traité CEE art. 43.	Signé le 29/11/90 et entré en vigueur le 1/12/90 pour une période de 3 ans.	Consultations entre les parties.	Contient une annexe et deux protocoles dont le premier établit les possibilités de pêche ainsi que la contribution financière apportée par la CEE (1.200.000 écus payables en trois tranches annuelles plus 480.000 écus pour le financement de programmes scientifiques et techniques).

PAYS : MAURITANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 388/87, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République islamique de Mauritanie concernant la pêche au large de la Mauritanie.	Traité CEE art. 43 Acte d'adhésion Espagne - Portugal art. 155 par. 2 point b.	3 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Renouvelable de deux en deux ans. Paraphé le 14/5/87. Reconduit.	Commission Mixte (art. 8).	La nécessité de cet accord, dont les négociations se poursuivaient depuis 1979, a été relancée par l'adhésion des Etats ibériques. En effet, le Portugal, malgré l'autorisation du Conseil à proroger son accord (voir J.O. L 376/86) n'avait pas pu conclure de protocole d'application et l'Espagne n'avait plus d'accord depuis le 6/4/87. Le règlement du Conseil (87/517/CEE) protège aussi (art. 2) les intérêts des Iles Canaries.
J.O. L117/91 p.1	Protocole fixant les possibilités de pêche et la contribution financière, prévues dans l'accord entre la Communauté Economique européenne et la République islamique de Mauritanie concernant la pêche au large de la Mauritanie pour la période du 1er août 1990 au 31 juillet 1993.	Traité CEE art. 43 Acte d'adhésion Espagne - Portugal art. 155 par. 2 point b) Accord de pêche Mauritanie/ CEE.	Valable du 1/8/90 au 31/7/93. Signé le 23/9/1991.	Commission Mixte de l'Accord Mauritanie/CEE	Pour les possibilités de pêche voir article premier. La compensation financière est fixée à 27.750.000 écus payables en trois tranches annuelles dont l'affectation relève de la compétence exclusive de la Mauritanie. En outre la Communauté participe au financement de programmes scientifiques et techniques pour un montant de 900.000 écus. Des bourses d'étude, de formation et stages ou séminaires sont prévus pour un montant maximum de 360.000 écus. Mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres signé le 23/9/91 (JO L 334/90 page 9), avec effet rétro-actif.

PAYS : MOZAMBIQUE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 201/87, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République populaire du Mozambique concernant les relations de pêche.	Traité CEE art. 43.	Paraphé le 11/2/86. Signé et entré en vigueur le 1/10/88. Prévu pour une période de 5 ans, renouvelable de deux en deux ans.	Commission Mixte (art. 10).	Cet accord avait été appliqué de facto et autonomement, car la Commission Mixte réunie le 9/12/87 a constaté par "agreed record" le paragraphe de l'accord et de l'échange de lettres relatif à son application provisoire pour la période commençant le 1/1/87.(J.O L 98/87, page 10)
J.O. L 107/92 p. 19	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant, pour la période du 1er janvier 1992 au 30 septembre 1993 les possibilités de pêche et la contribution financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république populaire du Mozambique concernant les relations de pêche.	Traité CEE Accord de pêche Mozambique/CEE	Jusqu'à l'entrée en vigueur du protocole paraphé le 15.10.1991.	Commission mixte de l'Accord de pêche Mozambique/CEE.	
J.O. L64/93 p.1	Protocole fixant, pour la période du 1er janvier 1992 au 30 septembre 1993 les possibilités de pêche et la contribution financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république populaire du Mozambique concernant les relations de pêche.	Traité CEE Accord de pêche Mozambique/CEE du 30.9.1988	Couvre la période du 1.1.1992 au 30.9.1993 Paraphé le 15.10.1991. Suspendu depuis le 30.9.1993.	Commission mixte de l'accord Mozambique/CEE (art.10)	Remplace et abroge le protocole joint à l'accord Mozambique/CEE La contribution financière est fixée à 300.000 écus payables en deux tranches annuelles égales. Ce montant couvre un poids de capture dans les eaux mozambicaines de 6.000 tonnes. Si les captures de thonidés effectuées dans les eaux mozambicaines par les navires de la Communauté dépassent cette quantité, le montant précité est augmenté en proportion. (art. 2). Une allocation de 180.000 ECUs est réservée au financement de programmes scientifiques (art. 3).

PAYS : SAO TOME ET PRINCE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 54/84, page 1 et J.O. L 337/87, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République démocratique de Sao Tomé et Prince concernant la pêche au large de Sao Tomé et Prince.	Traité CEE, art. 43.	Signé le 7/2/84. Durée de 3 ans à compter de l'entrée en vigueur. Entré en vigueur le 18/4/85. Modifié avec application à partir du 1/6/87. Reconduit.	Commission Mixte (art. 8).	L'accord avait été mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres entre les parties, voir J.O. L 282/83 page 52, et décision du Conseil des Communautés Européennes (base juridique Traité CEE, art. 103). Modification par accord ad hoc, suite à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux C.E. voir J.O. L 337/87, page 1, mis en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres signé le 27/5/87 (J.O. L 300/87, page 31).
J.O. L 123/91 p. 1.	Protocole fixant les possibilités de pêche et la compensation financière pour la période du 1/6/90 au 31/5/93.	Traité CEE, art. 43.	Paraphé le 4/5/90. Valable pour la période de 3 ans, indiqué par l'acte. Mis en application le 1/6/90.	Commission Mixte de l'Accord Sao Tomé/CEE	Droits de pêche : 46 thoniers senneurs congélateurs et 5 thoniers canneurs de pêche fraîche. Contrepartie : compensation financière de 1.650.000 ECUs. La CEE participe à un programme scientifique pour un montant de 150.000 écus et à des actions visant à l'amélioration du know-how des personnes affectées à la pêche maritime pour un plafond de 375.000 écus. Application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 334/90 page 3).
J.O. C 148/93 p. 3	Protocole fixant les conditions de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la république démocratique de Sao Tomé et Prince concernant la pêche au large de Sao Tomé et Prince pour la période du 1er juin 1993 au 31 mai 1996.	Traité CEE art. 43	Durée : du 1.6.1993 au 31/5/1996 Paraphé le 10.2.1993	Commission mixte de l'Accord Sao Tomé/CE	Suit et remplace le protocole précédent. Droits de pêche : 40 thoniers senneurs congélateurs et 8 thoniers canneurs de pêche fraîche ou palan-grières de surface. Contrepartie : compensation financière de 1.650.000 Ecus en trois tranches sur base de 9.000 tonnes avec augmentation en proportion en cas de dépassement. 250.000 Ecus au titre de programmes scientifiques et 275.000 Ecus pour la formation. L'annexe à l'accord est abrogée et remplacée par l'annexe au présent protocole.

PAYS : SAO TOME ET PRINCE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. 172/93 p. 25	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les conditions de pêche et la compensation financière prévues dans l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la république démocratique de Sao Tomé et Prince concernant la pêche au large de Sao Tomé et Prince pour la période du 1er juin 1993 au 31 mai 1996.	Traité CEE Accord Sao Tomé/CEE	Paraphé le 10.2.1993	Commission mixte de l'Accord Sao Tomé/CE	Echange de lettres rendu nécessaire pour éviter une interruption des activités de pêche. Il prévoit l'application à titre provisoire du protocole paraphé à partir du jour suivant la date à laquelle expire le protocole précédent. (1.6.1993).

PAYS : SENEGAL

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 226/80, page 17	Accord entre le gouvernement de la République du Sénégal et la CEE concernant la pêche au large de la Côte sénégalaise.	Traité CEE, art. 43.	Signé le 15 juin 1979. Modifié par l'accord signé le 21 janvier 1982, ainsi que par l'accord signé le 20 novembre 1985.	Commission Mixte. (art. 11).	Remplace l'ancien accord et ses protocoles. Par le régime mis sur pied, le Sénégal continuera à accorder des licences de pêche à la flotte océanique de la Communauté élargie et, parmi d'autres avantages, touchera la compensation financière fixée par le protocole et prévue à l'article 9 de l'accord. Modifications: voir J.O. L 137/88 page 1.
J.O. C 135/92 page 20	Protocole fixant les droits de pêche et la contrepartie financière prévus dans l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la république du Sénégal concernant la pêche au large de la côte sénégalaise pour la période du 2 octobre 1992 au 1er octobre 1994.	Traité CEE art. 43 Accord de pêche Sénégal/Communauté.	Deux ans (2 octobre 1992/ 1er octobre 1994). Paraphé le 1.10.1992. Non encore signé mais toujours en application provisoire.	Commission mixte de l'accord Sénégal/Communauté	Droits de pêche : 1) chalutiers débarquant la totalité de leurs captures au Sénégal, 1000 TJB/an. Chalutiers ne débarquant pas au Sénégal, 2.500 TJB/an. Chalutiers poissonniers ne débarquant pas au Sénégal, 12.000 TJB/an. Chalutiers congélateurs, 6.500 TJB/an et 1000 TJB/an (seulement une partie des captures sera débarquée au Sénégal). Chalutiers congélateurs (crevettes) ne débarquant pas leurs captures au Sénégal, 6.100 TJB/an. 2) thoniers canneurs: 11 navires .Thoniers senneurs congélateurs : 57 navires 3) palangriers de surface: 11 navires. Palangriers de fond (à titre expérimental : 1.500 TJB/an. Compensation financière: 31.200.000 ECUs payables en deux tranches égales susceptibles d'être augmentés en cas d'augmentation des prises. 600.000 ECUs sont octroyés pour la recherche et 200.000 pour la formation. Mise en application provisoire par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 359/92, p. 11).

PAYS : SEYCHELLES

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 160/87, page 1	Accord entre la Communauté Economique Européenne et le gouvernement de la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles.	Traité CEE, art. 43 Acte d'adhésion Espagne et Portugal, art. 167, par. 3.	Accord paraphé le 3/12/86. Signé le 28/10/87 et entré en vigueur à la même date (art. 13) Conclu pour une période initiale de 3 ans. Reconduit.	Commission Mixte (art. 7).	Cet accord remplace celui du 23/5/85, dénoncé par la République des Seychelles à la fin de sa première période d'application. L'accent est mis sur les dispositions de la convention sur le droit de la mer, ainsi que sur la collaboration réciproque, notamment au sein de toutes les instances agissant dans ce domaine. Les activités de pêche des navires communautaires, qui sont d'ailleurs soumis à la délivrance d'une licence seychelloise, donnent lieu à une contre-partie financière établie par le protocole qui fait partie intégrante de l'accord.
J.O. L 306/90 page 2	Protocole fixant pour la période du 18/1/90 au 17/1/93 les possibilités de pêche et la contribution financière prévues par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles.	Traité CEE, art. 43 Accord de pêche Seychelles/CEE.	Signé le 18/1/91. A été appliqué de facto. Rétroactivement en vigueur à partir du 18/1/90 jusqu'au 17/1/93.	Commission Mixte de l'accord de pêche Seychelles/CEE.	Remplace le protocole inclus dans l'accord de pêche Droits de pêche: 40 thoniers océaniques, plus éventuellement d'autres autorisation à définir au sein de la Commission Mixte (art. 1). Contribution financière fixée forfaitairement à 6.900.000 écus payables en trois tranches annuelles égales. Participation de la CEE aux programmes scientifiques seychellois pour un montant supplémentaire de 2.700.000 écus plus 300.000 écus consacrés à des bourses d'études ou à la participation à des réunions internationales se rapportant à la pêche. Le protocole contient une annexe concernant les conditions de l'exercice de la pêche posées aux navires de la Communauté. Application provisoire prévue par accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 125/90 page 37), signé également le 18.1.1991 et avec effet rétroactif.

PAYS : SEYCHELLES

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 246/93 p.7	Protocole fixant pour la période du 18/1/93 au 17/1/96 les possibilités de pêche et la contribution financière prévues par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles.	Traité CEE Accord Seychelles/CEE	Paraphé le 14.1.1993 Adopté par le Conseil le 17.5.1993 Appliqué à partir du 18.1.1993 (art.6,§ 2)	Commission mixte de l'accord de pêche Seychelles/CEE	Suit et remplace le protocole précédent. Droits de pêche : 40 thoniers senneurs pour une période de trois ans. Des licences peuvent également être livrées à des thoniers ligneurs et à des thoniers palangriers de surface ne dépassant pas 18 mètres de longueur hors tout. La contribution financière à titre de contrepartie est fixée à 6.900.000 écus payables en trois tranches pour un plafond de 46.000 tonnes. En cas de dépassement, la contribution augmente en proportion. 2.700.000 (tranches annuelles) sont consacrés aux programmes scientifiques et aux équipements et 300.000 écus aux activités de formation.
J.O. L 124/93 p.51	Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant pour la période du 18/1/93 au 17/1/96 les possibilités de pêche et la contribution financière prévues par l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles.	Traité CEE Accord Seychelles/CEE	Signé le 18.1.1993	Commission mixte de l'accord de pêche Seychelles/CEE	Echange de lettres rendu nécessaire pour prévenir toute interruption des activités de pêche des navires communautaires. Il prévoit l'application, à titre provisoire, du protocole à partir du jour suivant la date d'expiration du protocole en vigueur (18.1.1993).

PAYS : TANZANIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 379/90 page 24	Accord entre la Communauté Economique Européenne et la République de Tanzanie concernant la pêche au large de la Tanzanie.	Traité CEE art. 43.	Prévu pour une période initiale de trois ans, (prorogeable aux conditions de l'art. 13 par. 1) à partir de la date de son entrée en vigueur (date également de signature, art. 14). Paraphé le 15/3/90.	Commission Mixte (art. 8).	L'annexe et le protocole joints à l'accord en font partie intégrante (art. 12). Le premier concerne les conditions de l'exercice de la pêche. Le second établit les possibilités de pêche (notamment 46 thoniers senneurs et 8 palengriers de surface) ainsi que la compensation financière (1.050.000 écus payables en trois tranches annuelles, avec augmentation de 50 écus par tonne en cas de dépassement des 7.000 TJB prévues. 430.000 écus seront versés au titre de participation à des programmes scientifiques et 200.000 écus au titre de la formation).

OCEANIE

PAYS : AUSTRALIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 275/80, page 20 et J.O. L 396/89 page 7	Echange de lettres constituant un accord entre la CEE et l'Australie sur le commerce des viandes de mouton, d'agneau et de chèvre.	Traité CEE, art. 113.	Signé le 14/11/80. Prévu pour une première période jusqu'au 31/03/84. Renouvelé ensuite, et toujours en vigueur. Prorogé et adapté en 1993	Comité consultatif (clause 10).	Accord d'autolimitation. Il est reconduit tacitement, à moins de dénonciation moyennant préavis écrit d'un an. Il est modifié par accord sous forme d'échange de lettres ayant fait l'objet de la décision du Conseil n° 89/673 du 12/12/89. Il prévoit en annexe une procédure de surveillance des prix. Les adaptations temporaires viennent à leur échéance à la fin de 1992. Pour le régime en 1993, voir J.O. L 17/93.
J.O. L 281/82, page 8	Accord entre la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et le gouvernement de l'Australie relatif aux transferts de matières nucléaires d'Australie à la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.	Traité CEEA, art. 101, deuxième alinéa.	Signé le 21/9/81. En vigueur à partir du 15/1/82 pour une durée initiale de 30 ans. Renouvelable.	Consultations art. XVIII + art. XIII. Tribunal Arbitral (art. XVI).	Contient trois annexes et deux échanges de lettres d'accompagnement qui en font partie intégrante ainsi que deux lettres à adresser à l'Australie par les Etats membres de l'Euratom n'ayant pas conclu d'accords bilatéraux avec l'Australie. S'inscrit dans le cadre de l'utilisation, sur le plan international, de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Fixe le cadre des transferts de matériaux nucléaires de l'Australie vers les CE.
J.O. L 308/84 page 54	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de l'Australie relatif à l'arrangement entre l'Australie et la Communauté concernant le fromage.	Traité CEE art. 113.	Signé le 11/12/84. Prévu jusqu'au 31/12/86 Reconduction tacite sauf dénonciation d'une des parties moyennant un préavis de 6 mois donné par écrit. Toujours en vigueur.		Pour le texte de base, voir J.O. L 71/80, p. 154.

PAYS : AUSTRALIE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 117/91 p.14	Accord sous forme de procès-verbal agréé entre la Communauté économique européenne et l'Australie négocié au titre de l'art. XXVIII du GATT au sujet de certains produits agricoles.	Traité CEE	Durée illimitée.	Non prévue dans l'accord.	Concerne modifications figurant dans la liste I Australie au titre de l'art. XXVIII du GATT.

PAYS : NOUVELLE - ZELANDE

Référence	Titre de l'accord	Bases juridiques	Période de validité	Gestion	Observations
J.O. L 275/80 page 28	Echange de lettres constituant un accord entre la Communauté Economique Européenne et la Nouvelle-Zélande sur le commerce des viandes de mouton, d'agneau et de chèvre.	Traité CEE, art. 113.	Signé le 17/10/80. Prévu pour une première période du 20/10/80 jusqu'au 31/3/84. Renouvelé par la suite. Modifications signées le 17/3/87 et le 18/10/89. Toujours en vigueur Prorogé et adapté en 1993	Comité consultatif, clause 10.	Accord d'autolimitation. Il est reconduit tacitement, sauf dénonciation moyennant préavis écrit d'un an. La clause 2 de cet accord a fait elle-même l'objet d'un accord sous forme d'échange de lettres (voir J.O. L 275/89, page 36). Pour la période du 1/1/84 au 31/12/88, voir : "Echange de lettres complétant l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la Nouvelle Zélande sur le commerce de viandes de mouton, d'agneau et de chèvre et constituant un arrangement relatif au premier alinéa de la clause 2 de cet accord", dans J.O. L 187/84 page 75, dont les dispositions viennent faire partie intégrante de l'accord. Voir aussi le "second échange de lettres complétant l'accord entre la Communauté Economique Européenne et la Nouvelle Zélande sur le commerce des viandes de mouton, d'agneau et de chèvre et constituant un arrangement relatif au premier alinéa de la clause 2 de cet accord" signé le 17/3/87, dans J.O. L 50/87 page 27. Le 18/10/89 il est signé un accord sous forme d'échange de lettres comportant également un arrangement et l'adaptation de l'accord signé en 1980. Les adaptations temporaires viennent à échéance fin 1992. Pour le régime en 1993, voir J.O. L 17/93.
J.O. L 308/84 page 59	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté Economique Européenne et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande modifiant l'arrangement de discipline concertée entre la Nouvelle-Zélande et la Communauté concernant les fromages.	Traite CEE art. 113.	Signé le 12/12/84. Prévu jusqu'au 31/12/86 Reconduction tacite sauf dénonciation d'une des parties moyennant un préavis de 6 mois donné par écrit. Toujours en vigueur.		

Liste des principales abréviations

ACP	Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (associés à la CEE)
AECL	Atomic Energy of Canada
AELE	Association européenne de Libre-Echange
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA)
AMF	Accord Multifibres
ANASE-ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
BEI	Banque Européenne d'Investissement
CECA	Communauté européenne du Charbon et de l'Acier
CEI	Communauté des Etats indépendants (ex-URSS)
CEEa	Communauté européenne de l'Energie Atomique
CDI	Centre pour le Développement industriel
CFA	Communauté Financière Africaine
EEE	Espace économique européen
E.M.	Etats membres
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
J.O.	Journal Officiel des Communautés européennes
MERCOSUR	Processus d'intégration du Marché commun d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay).
MIGA	Agence de garantie des investissements multilatéraux
MMI	Maghreb, Machrek, Israel
NAFO	North Atlantic Fisheries Organization (Organisation des Pêches de l'Atlantique Nord)
NPF	Nation la Plus Favorisée (clause de la)
PECO	Pays de l'Europe centrale et orientale
PME	Petites et moyennes entreprises
PVD	Pays en voie de développement
PVD ALA	Pays en voie de développement Asie- Amérique latine
SICA	Système d'Intégration Centro-américain
SPG	Système de préférences généralisées
STABEX	Système de stabilisation des recettes d'exportation
SYSMIN	Facilités de financement spécial pour les pays dont l'économie dépend fortement des secteurs miniers
TDC	Tarif Douanier Commun
US-DOE	United States Department of Energy

MISE A JOUR (Juin 1994)

Argentine	Accord de pêche entre la Communauté européenne et la république d'Argentine	JO L 318/93	Signé le 24 mai 1994
Australie	Accord de coopération scientifique et technique entre l'Australie et la CEE Accord entre la Communauté européenne et l'Australie relatif au commerce du vin	JO C 181/93 JO L 86/1994	Signé le 23.2.1994 Signé les 26/31.1.1994
Albanie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Albanie relatif au commerce des produits textiles	JO L 123/93	Paraphé le 15.6.1993 Mise en application provisoire
Arménie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Arménie relatif au commerce des textiles	"	Paraphé le 20.7.1993 Mise en application provisoire
Azerbaïdjan	Accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Azerbaïdjan relatif au commerce des textiles	"	Paraphé le 20.9.1993 Mise en application provisoire
Belarus	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Belarus relatif au commerce des textiles	"	Paraphé le 1.4.1993 Mise en application provisoire
Bulgarie	Protocole additionnel à l'Accord européen relatif au commerce des textiles entre la Communauté économique européenne et la république de Bulgarie	"	Paraphé le 21.4.1993 Mise en application provisoire
Géorgie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Géorgie, relatif au commerce des textiles	"	Paraphé le 17.11.1993 Mise en application provisoire
Kazakhstan	Accord entre la Communauté économique européenne et la république du Kazakhstan relatif au commerce des textiles Accord de partenariat et de coopération	" pas encore publié	Paraphé le 15.10.1993 Mise en application provisoire paraphé le 25.5.1994
Kirghiztan	Accord entre la Communauté économique européenne et la république du Kirghiztan relatif au commerce des textiles Accord de partenariat et de coopération	JO L 123/94 pas encore publié	Paraphé le 15.10.1993 Mise en application provisoire Paraphé le 31 5 94
Lettonie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Lettonie relatif au commerce des textiles	JO L 123/94	Paraphé le 15.6.1993 Mise en application provisoire

Lithuanie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Lituanie relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 20.7.1993 Mise en application provisoire
Moldova	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Moldova relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 14.5.1993 Mise en application provisoire
Mongolie	Accord entre la Communauté économique européenne et la Mongolie relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 22.1.1993 Mise en application provisoire
Roumanie	Protocole additionnel à l'Accord européen entre la Communauté économique européenne et la Roumanie relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 30.4.1993 Mise en application provisoire
Russie (Fédération de)	Accord entre la Communauté économique européenne et la Fédération de Russie relatif au commerce des textiles Accord de partenariat et de coopération	J.O L 123/94 Non encore publié	Paraphé le 12.6.1993 Mise en application provisoire Signé le 25.6.1994
Slovaquie	Protocole additionnel à l'Accord européen entre la Communauté économique européenne et la république de Slovaquie relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 17.9.1993 Mise en application provisoire
Slovénie	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Slovénie relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 23.7.1993 Mise en application provisoire
Tadjikistan	Accord entre la Communauté économique européenne et la république de Tadjikistan relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 16.7.1993 Mise en application provisoire
Tchèque (République)	Protocole additionnel à l'Accord européen entre la Communauté économique européenne et la république tchèque relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 17.9.1993 Mise en application provisoire
Turkmenistan	Accord entre la Communauté économique européenne et le Turkmenistan relatif au commerce des textiles	J.O L 123/94	Paraphé le 28.9.1993 Mise en application provisoire
Ukraine	Accord entre la Communauté économique européenne et l'Ukraine relatif au commerce des textiles Accord de partenariat et de coopération	J.O. L 123/94 Non encore publié	Paraphé le 5.5.1993 Mise en application provisoire Signé le 14.6.1994

Uzbekistan	Accord entre la Communauté économique européenne et l'Uzbekistan relatif au commerce des textiles	J.O. L 123/94	Paraphé le 8.6.1993 Mise en application provisoire
------------	---	---------------	---

